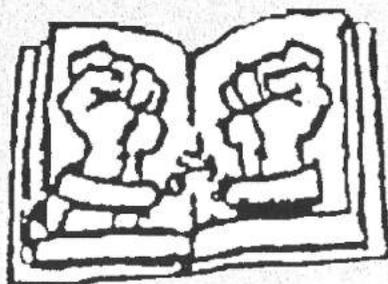


Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 2 - JUIN 1998

Cahiers du mouvement ouvrier

Rédacteurs : Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine

ISSN en cours



SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **La Grande Terreur**
(Vadim Rogovine)
 - **Le plénum du comité central**
du Parti communiste russe de janvier 1938 p. 11
 - **L'affaire Postychev** p. 15
 - **Le bilan des répressions staliniennes** p. 19
- **Un élément nouveau sur l'assassinat de Trotsky** p. 27
(Mark Goloviznine)
- **Les liens de l'Opposition de gauche** p. 31
(Mark Goloviznine)
- **Lutte de classes et Goulag** p. 35
(Jean-Jacques Marie)
- **Trois militants russes :**
Avenir Nozdrine, Vladimir Smirnov et Eva Broïdo p. 39
- **Une grève de la faim des trotskystes à Vorkouta** p. 55
- **Un bloc pour renverser Staline** p. 67
- **Documents**
 - **Une page d'histoire des trotskystes vietnamiens** p. 74
 - **Marceau Pivert : “Et pourtant, elle tourne”** p. 76
 - **Juin 36 et la censure** p. 79
 - **Un document “confidentiel”** p. 82
- **Bribes d'histoire**
 - **Un tract du groupe espagnol**
de la IV^e Internationale au Mexique
sur l'assassinat d'Ehrlich et Alter p. 84
 - **A propos de Zimmerwald (1915)** p. 87

- En 1930, un paysan pauvre
dénonce la collectivisation stalinienne p. 95
- Pages oubliées :
 - Friedrich Adler : pourquoi j’ai tué le comte Stürgkh p. 98
 - Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire
et l’affaire Dreyfus p. 104
- Chronique des falsifications
(Jean-Jacques Marie)
 - Un auteur du *Livre noir du communisme*
dans ses œuvres p. 108
 - Qui a tué Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ? p. 110
 - Léon Feuchtwanger et *Moscou 1937* p. 114
 - Karel Bartosek et le complot sioniste de 1952 p. 118
 - Un jeu impudique avec les chiffres p. 121
- Une correspondance de Lise London p. 125
- Lettre de lecteur : un historien engagé p. 127
- Qu’est-ce que la “plate-forme de Rioutine” ? p. 129
- Le sort d’Edmondo Peluso p. 131
- Eléments chronologiques p. 135
- Présentation : deux documents publiés par le CERMTRI :
 - Le parti ouvrier aux Etats-Unis p. 147
 - La révolution espagnole p. 149

Remerciements

La traduction des textes de Vadim Rogovine a été assurée par Katia Dorey,
celle des textes de Mark Goloviznine par Catherine Prokhoroff
et celle des autres documents russes par Jean-Jacques Marie

Présentation

Le récit par Vadim Rogovine du plénum du comité central du Parti communiste russe ouvre ce deuxième numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier*. Il poursuit le récit des trois précédents plénums, qui ont vu, surtout ceux de février-mars et de juin 1937, ledit comité central décimé par Staline et sa clique. Aussi l'expression plénum (qui veut dire Assemblée plénière) prend-elle alors un sens tragiquement ironique : la majorité des membres du comité central ont été liquidés par Staline, avec l'aide de l'appareil policier du NKVD, dirigé par Iejov. Ce plénum de janvier 1938 est marqué par une nouvelle chasse à l'homme, dont la victime, Pavel Postychev, loin d'avoir jamais eu le moindre rapport avec une quelconque opposition, avait été envoyé par Staline en Ukraine pour y extirper les "nationalistes ukrainiens" (du Parti communiste) et les trotskystes, mission qu'il avait remplie avec une extrême brutalité, avant de se trouver lui-même sur la pente d'une disgrâce qui le mènera à la mort. Il s'agit d'une nouvelle étape vers la préparation du troisième et dernier procès de Moscou, en mars 1938, celui du prétendu "*bloc des droitiers et des trotskystes*", qui condamnera à mort Boukharine, Rykov et un certain nombre d'anciens partisans de Staline.

Le récit d'une des grèves de déportés trotskystes au camp de Vorkouta, centre minier situé au-delà du cercle polaire, donne sans doute l'une des clés de la violence de la répression stalinienne : la détermination, l'organisation des grévistes de la faim, pourtant placés dans une situation très difficile, ne relèvent pas d'une sorte d'héroïsme désespéré ; ils expriment une combativité nourrie par une conception politique cohérente et qui renvoie à un rejet du régime stalinien par de larges couches de la société et la masse du Parti communiste lui-même.

L'étude effectuée par Vadim Rogovine sur le bilan chiffré réel des répressions stalinienne, fondé sur des documents d'archives, dresse un tableau précis, accablant — mais sans rapport avec certains comptes fantastiques à faire pâlir ceux du préfet Haussman sous Napoléon III — et difficilement contestable, même par ceux qui jouent aux enchères avec les chiffres ; on en trouvera quelques exemples dans la chronique des falsifications. Son étude met l'accent sur un phénomène systématiquement occulté : la Grande Terreur a d'abord frappé, déporté et abattu les centaines de milliers de militants du Parti communiste exclus au fil des purges et des épurations ou encore membres du parti théoriquement au pouvoir...

Ce numéro contient, transmis par son fils, un dossier sur Vladimir Smirnov, l'un des principaux dirigeants d'une opposition interne au Parti bolchevique constituée dès 1919, et qui s'intitulait Centralisme démocratique.

Mark Goloviznine éclaire deux épisodes de la lutte de l'Opposition de gauche. Sa contribution pose un problème : par quel canal les lettres ultra-confidentielles de Léon Sedov au Hollandais Sneevliet (qu'il demande à ce dernier de détruire) et les réponses de celui-ci en 1932 se sont-elles retrouvées à Moscou ? Sneevliet a été assassiné par les nazis en 1942. Lui auraient-elles été volées avant ou ont-elles été volées par les assassins de Sedov ? Quand ? Comment se fait-il que leur disparition n'ait été remarquée et signalée par personne ? Ce vol confirmerait en tout cas que Léon Sedov a bien été assassiné.

La place accordée à diverses falsifications ou affabulations est plus importante que dans le précédent numéro. Une parodie de l'histoire se répand en effet comme une épidémie. Il est bon d'en disséquer quelques exemplaires particulièrement caractéristiques : la série d'articles de l'historien russo-américain Iouri Felchtinski, en poste à Boston, publiés dans *Voprossy Istorii* ("Questions d'histoire") est de ce point de vue particulièrement caractéristique de la grossièreté des procédés utilisés : il s'agit de démontrer que le meurtre des dirigeants communistes allemands Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, le 15 janvier 1919, à Berlin, par un groupe d'officiers allemands aux ordres du gouvernement "socialiste" de Noske et Scheidemann, a été en réalité téléguidé par les communistes russes eux-mêmes. Voilà un "crime du communisme" auquel même les peu regardants auteurs du *Livre noir* n'avaient pas pensé.

L'un des coauteurs de cet opuscule, auteur des *Aveux des archives de Prague*, Karel Bartosek, a attiré il y a trois ans l'attention d'un journaliste tchèque, qui, dans un long article, a publié des ex-

traits d'un ouvrage que Karel Bartosek avait commis en 1953, plusieurs mois après la mort de Staline et du président stalinien de la République tchécoslovaque, Klement Gottwald. La publication de ces extraits souligne la relativité de bien des révélations et des jugements à l'emporte-pièce.

Deux séries de textes éclairent la difficile lutte pour la renaissance du mouvement ouvrier indépendant au cours de la Première Guerre mondiale : le compte rendu d'une conférence faite en 1955 par Angelica Balabanova, ancienne dirigeante de l'Internationale communiste, Alfred Rosmer, ancien dirigeant lui aussi de l'Internationale communiste et ami de Trotsky, et Pierre Monatte, vieux dirigeant du "syndicalisme révolutionnaire". Ce compte rendu, rédigé par Marceau Pivert, ancien dirigeant de la Gauche révolutionnaire de la SFIO, a été publié dans la revue de ce dernier, *Correspondance socialiste internationale*. Le second, un extrait du discours de Friedrich Adler lors de son procès pour le meurtre du Premier ministre autrichien, analyse la compromission des sommets de la social-démocratie autrichienne, reflet d'une compromission quasi générale des dirigeants sociaux-démocrates.

Un débat qui vient d'éclater en Russie attire à nouveau l'attention sur les manipulations auxquelles les archives servent entre les mains de folliculaires à la recherche systématique du sensationnel. Il concerne la dernière compagne de Boris Pasternak, l'auteur du *Docteur Jivago*, Olga Ivinskaia. Pasternak mourut en 1960, secoué par la traque générale à laquelle il fut soumis après l'attribution du prix Nobel pour la publication du *Docteur Jivago* en Italie, en 1958. La campagne d'injures et de calomnies contraignit Pasternak à refuser le prix Nobel.

Après la mort de l'écrivain, le KGB arrêta Olga Ivinskaia pour trafic de devises (elle avait reçu pour Pasternak des droits d'auteur de la publication de *Jivago* à l'étranger !). A l'époque, sa condamnation souleva quelques timides protestations en Europe occidentale. Simone de Beauvoir ne manqua pas alors l'occasion de se distinguer en s'interrogeant sur le droit qu'avaient les protestataires de contester la réalité du trafic de devises. Puisque le KGB l'affirmait, c'était vrai.

Le quotidien russe *Moskovski Komsomolets*, du 14 novembre 1997, sous le titre "*L'amour et la trahison de l'amie de Pasternak*", porte contre elle l'accusation d'avoir travaillé pour le KGB. L'accusation utilise pour ce faire des extraits d'une longue lettre, découverte dans les archives, qu'elle avait écrite le 10 mars 1961 à Nikita Khrouchtchev, alors qu'elle était détenue. Dans cette lettre, elle ten-

te d'affirmer ses mérites auprès du premier secrétaire du PCUS. Elle se reconnaît coupable dans la mesure où Pasternak l'est (rappelons qu'il était mort à l'époque de la lettre), car *"Pasternak a effectivement reçu des honoraires d'étrangers (...), parfois par mon intermédiaire, parfois par l'intermédiaire d'autres membres de sa famille, et il les a reçus par mon intermédiaire, parce qu'il m'avait été suggéré dans nos instances supérieures d'écarter de lui dans la mesure du possible ses rencontres personnelles avec des étrangers, de le remplacer dans ces rencontres (...). Il y a des gens qui peuvent témoigner à quel point je me suis efforcée d'empêcher l'impression du roman à l'étranger (...). Lorsque, dans un moment de désespoir, après l'attribution du prix Nobel, il voulut quitter la Russie, je l'en empêchai. Je m'adressai moi-même au comité central pour en recevoir de l'aide et m'efforçai de faire tout mon possible pour que le scandale se calme et pour que Pasternak reste en Russie, je l'aidai à prendre la décision de vous écrire une lettre à vous, Nikita Sergueievitch."*

Deux universitaires français, Georges Nivat et Michel Aucouturier, ont répondu à cet article dans les *Izvestia*, du 14 janvier 1998. Ils affirment qu'Olga Ivinskaia, après sa nouvelle arrestation, *"avait parfaitement pu recourir à de pitoyables justifications manifestement insincères et inventées pour demander aux pouvoirs tout puissants et vindicatifs de lui conserver la vie"*.

Les deux universitaires français ont certainement raison. La malheureuse femme, sans défense après la mort de l'écrivain, seule et parfaitement étrangère à la politique, essaie d'amadouer à sa façon le secrétaire général du parti ; elle ajoute très probablement des mérites imaginaires à un ou deux mérites peut-être réels (avoir convaincu Pasternak d'écrire à Khrouchtchev). Cette conduite n'a rien d'héroïque ? Sans doute. Mais transformer cette démarche en aveu qu'elle est un agent du KGB est une des innombrables manipulations auxquelles prêtent les prétendus "aveux des archives".

C'est un autre type de manipulation ou d'aveu que l'on trouvera dans le texte de paragraphes ou d'articles supprimés par la censure dans le journal *Juin 36*, du Parti socialiste ouvrier et paysan de Marceau Pivert.

Jean-Jacques Marie

La Grande Terreur

(Vadim Rogovine)

**Le plénum
du comité central
du Parti communiste russe
de janvier 1938**

L'affaire Postychev

**Le bilan
des répressions staliniennes**



La femme d'Ivan Smilga, opposant fusillé en 1937, quelques mois avant sa propre exécution, avec ses deux filles, Tatiana (à gauche) et Natacha (à droite).

Le plénum du comité central de janvier 1938

“Sur les erreurs commises dans le parti”

LE plénum ordinaire du comité central eut lieu les 11, 14, 18 et 20 janvier 1938. Il ne restait plus pour y participer que 28 des 71 membres du comité central élu au XVII^e Congrès, dont plus de la moitié membres titulaires ou suppléants du bureau politique.

Rappelant les paroles de Molotov à la session du soviet suprême : *“Dans toutes les questions importantes, le Conseil des commissaires du peuple demandera conseil au comité central”*, le *Bulletin de l’opposition* écrivait : *« Molotov oublie de préciser de quel comité central il s’agit. Le comité central “stalinien”, élu au XVII^e Congrès, n’existe plus. Il n’y a même plus le quorum. La majorité du comité central est aujourd’hui emprisonnée par le Guépéou ou fusillée, ce n’est pas à elle que pense Molotov »* (1).

La principale question à l’ordre du jour était *“les erreurs commises dans le parti lors de l’exclusion des communistes, les attitudes formalistes, bureaucratiques sur les pourvois en appel des exclus du parti et les moyens de surmonter ces erreurs”*. Le rapport fut présenté par Malenkov, qui n’était même pas membre suppléant du comité central. C’était un fait sans précédent dans l’histoire du parti et qui ne se répétera plus.

Le rapport indiquait qu’en 1937, plus de 100 000 communistes avaient été exclus du parti (24 000 dans les six pre-

mier mois et 76 000 dans les six mois suivants) et que plus de 65 000 pourvois en appel s’étaient accumulés dans les comités du parti, déjà lors de la période d’échange et de vérification des cartes d’échange et de vérification des cartes (1935-1936). Affirmant que de nombreuses exclusions n’étaient pas fondées, Malenkov annonçait que, dans toute une série de régions, la commission de contrôle du parti du comité central, après examen des pourvois en appel, avait réintégré de 40 % à 75 % des exclus (2).

Pour prouver que les exclusions massives avaient été inspirées par les “ennemis du peuple”, Malenkov citait les dépositions de toute une série de calomnieux arrêtés, qui expliquaient leur action par la volonté de susciter le mécontentement et l’irritation des communistes. Les dépositions d’un certain Trégoub, de Kiev, étaient particulièrement éloquentes : il racontait que lui-même et ses amis prenaient la parole dans les réunions du parti pour y calomnier les participants et envoyaient des dénonciations dans toutes les instances du parti et des soviets. Bien que le rapport expliquât une telle conduite par le désir des calomnieux de *“dissimuler leurs propres crimes devant le parti”*, les dépositions de Trégoub témoignaient non tant de ses intentions personnelles que de l’atmosphère effroyable qui régnait en 1937.

“Par exemple, déclarait Trégoub, j’ai pris la parole à la réunion du parti du Stankostroï, je montrais du doigt les

communistes qui assistaient à la réunion et je dénonçais les uns comme trotskistes, les autres comme boukhariniens, les troisièmes comme saboteurs. A d'autres encore j'exprimais ma défiance politique, ou encore je les accusais de liens avec les ennemis du parti et, finalement j'ai dressé une liste d'au moins 15 à 20 personnes. Dans cette usine, j'ai créé une telle situation que sur une cellule de 80-85 membres, 60 au moins étaient tenus en suspicion ou sous le coup d'une enquête... Craignant d'être calomniés, d'honnêtes travailleurs fuyaient l'usine. D'autres faisaient tout pour éviter nos attaques, allant jusqu'à nous lécher les bottes...

Avec Vorojeïkine, nous avons commencé à nous rendre à d'autres réunions du parti avec les listes toutes prêtes des gens que nous allions accuser d'être des ennemis du parti. Nous arrivions sans crier gare dans des réunions avec lesquelles nous n'avions aucun rapport, montions directement à la tribune et, sans rien connaître des gens, collions l'étiquette d'ennemi du peuple à des communistes.

Tout le monde nous connaissait. Quand nous arrivions, non seulement nous semions le trouble, mais les membres du parti commençaient à quitter discrètement la salle et, pris de peur, fuyaient le local, car il arrivait souvent qu'à la liste prévue nous ajoutions les noms qui nous venaient à l'esprit pendant la réunion. Les organisations du parti étaient déjà terrorisées par leurs pseudo-dénonciateurs et notre arrivée semblait confirmer définitivement leurs accusations. »

Les dénonciations non seulement n'étaient pas dissimulées, mais, au contraire, étaient promues au rang d'actes valeureux. Ce dont témoigne l'aveu suivant de Trégoub :

"En envoyant mes listes au NKVD, je faisais en sorte que tout le monde soit au courant de la liste complète que j'avais envoyée" (3).

Le rapport de Malenkov citait de nombreux exemples de chefs d'accusation pour lesquels on excluait des communistes. Ainsi, Aminev avait été exclu

et licencié de son travail pour lien avec un ennemi du peuple parce que son frère avait été exclu du komsomol. Après quoi tous ses proches avaient perdu leur travail. Kouchtchev avait été exclu et chassé de son travail parce que, pendant les cours du cercle politique, après avoir "correctement" répondu à trois questions sur la possibilité de construire le "socialisme complet" et le "communisme complet" dans un seul pays, à la quatrième scolastique question : "*Et construirons-nous définitivement le communisme ?*", il avait répondu :

"Nous ne construirons sans doute pas le communisme définitivement sans la révolution mondiale. Mais je vais regarder ce que le camarade Staline dit sur ce point dans les Questions du léninisme."

Après son exclusion, sa femme, accusée d'avoir des liens avec lui, avait perdu son travail. Bykov, qui avait fait une déclaration à sa cellule sur l'arrestation de son frère, tout en précisant "*qu'il n'avait avec lui aucun lien*", fut immédiatement exclu du parti. Quand il demanda à son responsable quelles étaient les raisons de son exclusion, celui-ci répondit :

"Tu comprends, nous, nous devons t'exclure. Mais rassemble les faits et fais appel" (4).

Le texte de la résolution publiée par le comité central donnait également des exemples de ce type. On y racontait que dans une entreprise de la région de Kursk, la présidente de la section syndicale de l'usine avait été exclue du parti et arrêtée uniquement parce qu'un travailleur sans parti dont elle avait préparé l'intervention pendant la campagne électorale s'était trompé dans son discours et avait oublié de donner le nom de famille du candidat à la députation au soviet suprême. Dans un autre district, une travailleuse convoquée au NKVD pour l'affaire "*d'une trotskiste arrêtée*" en avait rendu compte au chef de la section spéciale de l'usine et elle avait perdu son travail pour "*lien avec une trotskiste*", tandis que le mari de sa sœur était licencié pour "*n'avoir pas rendu compte des liens de sa femme avec les trotskistes*" (5).

Les orateurs inscrits dans le débat tentèrent d'expliquer les raisons d'un tel arbitraire, perpétré sous les motifs les plus abscons. Rappelant qu'en Ukraine il y avait eu beaucoup d'exclusions prononcées sur la base "d'une seule dénonciation anonyme ne reposant sur rien", Kossior l'expliqua par le fait que "nous venons de vivre une période très agitée, où nous avons découvert et rejeté du parti des ennemis à la pelle ; la question de démasquer et débusquer l'ennemi prenait le pas sur toutes les autres".

Kossior reconnaissait que lui aussi, bien que membre du bureau politique, appréhendait souvent de défendre un exclu, même "si les motifs de son exclusion étaient insignifiants... Localement, cela se passe souvent ainsi : un bruit court sur l'arrestation imminente d'un membre du parti, parce qu'il était proche d'un autre qui a été arrêté. On se dit : nous devons l'exclure avant qu'il ne soit arrêté, sinon, quand il le sera, on nous demandera des comptes, on nous demandera où nous avions les yeux" (6).

Pendant la réunion, il fut question d'exclusions non fondées, mais pas des arrestations, qui, au contraire, selon les intervenants, confirmaient le bien-fondé des exclusions. Baguirov se déclara prêt "à citer des faits où, maintenant encore, certains condamnés restent en liberté", ce à quoi même Malenkov jugea nécessaire de répliquer :

"Camarade Baguirov, il ne sont pas condamnés, puisqu'ils sont en liberté" (7).

Parlant des lettres de calomnies, Baguirov raconta qu'une certaine Morozova, "une femme à demi illettrée", sévisait à Bakou, où, avec l'aide d'autres "ennemis", elle écrivait lettre après lettre, si bien qu'à la fin "il n'y avait plus un seul dirigeant (y compris Baguirov lui-même, V. R.) qu'elle n'ait dénoncé". Il s'ensuivit le dialogue suivant entre Baguirov et Staline :

Staline : "Les auteurs de ces lettres voulaient effrayer les dirigeants du parti."

Baguirov : "Si ç'avait été le cas, alors nous étions perdus" (rire général).

Staline : "Mais si, mais si, ils ont peur" (8).

Malgré la dénonciation de faits aussi affligeants, la séance se passa néanmoins dans le registre optimiste habituel aux réunions du comité central. De ce point de vue, Kaganovitch se distingua particulièrement en déclarant : "Je pense qu'on peut dire sans exagération que l'année qui vient de s'écouler — année où nous avons extirpé les ennemis du parti et du peuple — a été pour les bolcheviks honnêtes une année qui les a trempés et éduqués mieux qu'en temps ordinaire en des dizaines d'années."

Il qualifia de "notre grande victoire stalinienne" le fait que plus de cent mille nouveaux dirigeants aient été promus l'année précédente (9). Iaroslavski appréciait avec le même optimisme les perspectives de "la politique de recrutement des dirigeants" : "Il était impossible que (...) nous ne puissions pas promouvoir les milliers, les dizaines et les centaines de milliers de gens capables de remplacer les ennemis qui se trouvaient dans nos rangs" (10).

Kossarev fit état d'une décision prise en juin 1937 sur le recrutement dans le parti de plus de 140 000 jeunes communistes "éprouvés dans la lutte contre les ennemis", ce qui témoigne de l'existence d'un plan de remplacement radical des communistes arrêtés par de "jeunes dirigeants" (11).

Deux autres questions furent examinées à la réunion : celle de la nouvelle composition du Conseil des commissaires du peuple, que devait approuver la session du soviet suprême qui allait s'ouvrir, et celle du sabotage dans l'agriculture. Molotov intervint sur la première question et proposa de "renforcer le conseil" en y nommant de nouveaux vice-présidents, à savoir Tchoubar (premier vice-président), Kossior et Mikoïan. Rappelant que "comme vous le savez, le président du Gosplan n'est plus en liberté", il annonça la nomination à ce poste de Voznessenski, âgé de 35 ans. Il était prévu d'effectuer un "rajeunissement" tout aussi radical dans les autres commissariats. Ainsi Tchvalev, qui, quelques mois plus tôt, dirigeait encore

la section de l'enseignement de l'Académie du commerce extérieur, fut nommé commissaire du peuple au Commerce extérieur (12).

Eikhe, nommé deux mois auparavant commissaire du peuple à l'Agriculture, présenta le rapport sur le sabotage à la campagne. Sa déclaration selon laquelle *"le système agricole était truffé d'ennemis du parti et du peuple"* suscita l'approbation de Staline, qui confirma : *"Il est au premier rang."* Le rapport de Eikhe, publié dans les journaux nationaux, devait constituer le maillon manquant dans la chaîne du "sabotage", démontrer qu'il touchait l'agriculture tout autant que l'industrie. Staline apprécia positivement les efforts de Eikhe, déclarant, quand on annonça qu'il avait épuisé son temps de parole : *"On peut le prolonger, c'est un très bon rapport"* (13).

La résolution de la réunion sur le point essentiel de l'ordre du jour parut dans la presse dès le 19 janvier. Elle donnait une assez bonne représentation de l'ampleur de cette nouvelle épuration de fait du parti, qui dépassait, par le nombre de victimes, toutes les purges précédentes officielles. Ainsi, à Kiev, le premier secrétaire de la ville s'adressait invariablement aux communistes en leur demandant : *"Et vous, vous avez écrit au moins une lettre de dénonciation ?"* Avec comme résultat des *"déclarations compromettantes"* déposées contre la moitié des membres du parti à Kiev. Dans certaines écoles rurales d'Ukraine, il n'y avait plus de cours dans les matières principales parce que la majorité des instituteurs avaient été licenciés.

Particulièrement étonnant était le communiqué selon lequel, dans la commission de contrôle de la région de Kouïbychev, *"de nombreux exclus par le comité de région comme ennemis du peuple exigent soit d'être arrêtés, soit d'être disculpés"* (c'est moi qui souligne, V. R.).

La résolution, qui abondait en exemples d'arbitraire et d'injustices, donnait l'impression que des injustices étaient commises, en règle générale, dans la répression interne au parti, mais pas dans les arrestations. Une déclaration

devait confirmer la thèse largement répandue selon laquelle les organes du NKVD *"ne se trompent pas"* : dans toute une série de régions, de nombreux communistes sont exclus du parti, alors que les organes du NKVD *"ne trouvent aucun motif de les arrêter"*.

La résolution rappelait que, déjà, la lettre du comité central du 24 avril 1936 *"sur les erreurs commises lors de l'examen des pourvois en appel des membres exclus du parti pendant la vérification et l'échange des cartes du parti"* interdisait de licencier les exclus. Pourtant, dans de nombreuses organisations du parti, on continuait à priver de leur travail et de leur logement avant qu'ils aient fait appel non seulement les exclus, *"mais des gens liés à eux"*, amis, parents, etc.

La résolution mentionnait deux groupes de calomnieux. Le premier était constitué *"de communistes-carriéristes, qui tentent de se distinguer et d'obtenir des promotions grâce aux exclusions, à la répression contre les membres du parti, et qui s'efforcent de se prémunir contre toute accusation d'avoir manqué de vigilance en déchaînant une répression aveugle contre les membres du parti"*.

A cette catégorie bien réelle de calomnieux, on adjoignait une catégorie fantôme, celle des *"ennemis habilement masqués"*, qui s'efforçaient *"de massacrer nos dirigeants bolcheviques, de semer l'incertitude et la méfiance excessive dans nos rangs et de détourner l'attention des organisations du parti pour les empêcher de dénoncer les véritables ennemis du peuple"*... Ces *"perfides saboteurs"*, qui, *"dans des buts provocateurs, (...) tentent d'obtenir l'exclusion des rangs du parti de communistes probes et honnêtes pour éviter le coup qui les menace et rester dans le parti"*, engendraient, à en croire la résolution, encore une autre catégorie d'ennemis, des gens mécontents et aigris par la répression aveugle que *"les perfides trotskistes (...) accrochent habilement et poussent dans le marais du sabotage trotskiste"*. En fait, la résolution visait non pas à l'affaiblissement, mais au renforcement de la terreur à l'intérieur du

parti, en exigeant “de démasquer et d’exterminer totalement les ennemis du peuple volontaires et involontaires” (c’est moi qui souligne, V. R.).

Comme dans les campagnes de masse précédentes sur la correction des “exagérations”, les apparatchiks locaux furent déclarés coupables de tous les excès, accusés “de faire preuve d’une insouciance criminelle en excluant les communistes du parti” “en dépit des instructions et des mises en garde répétées du comité central”. Les communistes du rang victimes “d’une attitude insensible et bureaucratique” étaient opposés à “certains dirigeants”, qui “considéraient comme une bagatelle d’exclure du parti des milliers et des dizaines de milliers de gens” (14).

(1) *Bulletin de l’opposition*, 1938, n^{os} 62-63, p. 21.

(2) Centre russe de conservation et d’étude des documents d’histoire contemporaine (CRCEDHC), fonds 17, inventaire 2, dossier 633, feuilles 3-4.

(3) *Ibidem*, feuilles 32 à 37.

(4) *Ibid.*, dossier 634, feuilles 21 à 23.

(5) *Le PCUS dans ses résolutions et décisions*, tome 5, Moscou, 1971, p. 306.

(6) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 633, feuilles 125-126, 132-133.

(7) *Ibid.*, feuilles 42 et 62.

(8) *Ibid.*, feuilles 65 à 68.

(9) *Ibid.*, feuilles 165-166, 184.

(10) *Ibid.*, dossier 634, feuille 166.

(11) *Ibid.*, feuille 183.

(12) *Ibid.*, dossier 636, feuilles 98 à 100.

(13) *Ibid.*, dossier 782, feuilles 79 et 98.

(14) *Le PCUS dans ses résolutions et décisions*, tome 5, Moscou, 1971, pages 304 à 312.

L’affaire Postychev

POSTYCHEV, à qui Staline avait déjà fait descendre quelques marches sur le chemin de la déchéance et de l’humiliation, fut le principal bouc émissaire de cette réunion. Au début de 1937, Postychev avait été démis de ses fonctions de premier secrétaire de la région et de la ville de Kiev, puis du poste de secrétaire du comité central du parti d’Ukraine. Le 30 mars de la même année, il avait été élu premier secrétaire de la ville de Kouïbychev et, en juin, premier secrétaire de la région de Kouïbychev.

Après son transfert à Kouïbychev, il n’était pas difficile de deviner le destin qui l’attendait. En juin 1937, Trotsky écrivait :

« Postychev est monté jusqu’au poste de secrétaire du comité central grâce à sa lutte acharnée contre le trotskysme. En Ukraine, Postychev a mené en 1933 une épuration des “nationalistes” dans

l’appareil du parti et de l’Etat et conduit au suicide le commissaire du peuple ukrainien Skrypnyk, persécuté pour son “soutien apporté aux nationalistes”. Quatre ans plus tard, ce même Postychev, demeuré après ses exploits dictateur de l’Ukraine, se retrouve coupable d’avoir soutenu les nationalistes. Comme haut dignitaire en disgrâce, on l’a transféré récemment dans la région de la Volga. Pas pour longtemps, peut-on supposer. Les blessures ne cicatrisent plus, même pas les égratignures. Que Postychev ait recours au suicide ou qu’il se repente de crimes imaginaires, dans tous les cas, il est perdu » (1).

A son nouveau poste, Postychev s’efforça d’œuvrer à sa réhabilitation par une “vigilance” accrue. En août 1937, le secrétaire du comité central, Andreiev, se rendit à Kiev et déclara à Postychev : “Le comité central considère que vous ne menez pas la bataille contre les enne-

mis, qu'il vous faut mobiliser les structures du parti pour démasquer les ennemis." Ce fut le signal d'une impitoyable chasse aux sorcières dans l'appareil régional du parti. Ainsi cravaché, Postychev, selon les paroles du second secrétaire de la région de Kouïbychev, Ignatov (un nouveau promu de 1937, qui sera vingt ans plus tard membre du bureau politique de Khrouchtchev), "adopta un style nouveau : il s'est mis à courir partout, dans tous les sens, en criant qu'il n'y avait pas de gens honnêtes (...), qu'il y avait des ennemis partout".

Comme l'a raconté Ignatov, "chez nous, pendant deux semaines, tous les secrétaires de comité de district et tout l'appareil du comité de district de Kouïbychev couraient partout avec des loupes. Postychev prenait sa loupe, convoquait un représentant de comité de district et commençait à examiner les cahiers. Tous nos cahiers ont été déchirés, on y a trouvé la svastika fasciste en couverture, même sur les biscuits il y avait des élans, c'était un signe fasciste, et sur les caramels une fleur, c'était aussi un symbole fasciste" (2). La recherche de symboles fascistes ou de la silhouette de Trotski sur les emballages et les cahiers n'était pas une invention de Postychev. On avait largement recours ailleurs à ce genre de "recherches", on enrôlait même parfois les écoliers dans cette chasse aux emblèmes ennemis.

La terreur impitoyable que fit régner Postychev parmi les cadres du parti fut sans exemple, même à la mesure de 1937. Ainsi, une semaine après la réélection du comité de ville de Kouïbychev, 17 des nouveaux élus sur 41 étaient déjà arrêtés. Sur instruction de Postychev (et en sa présence), 34 députés du soviet de la ville de Kouïbychev furent exclus en une seule séance. Rien que dans les cinq derniers mois de 1937, 3 300 communistes furent exclus du parti dans la région de Kouïbychev (3).

Pour sanctionner l'arrestation des dirigeants les plus importants, Postychev s'adressait directement à Staline. Ainsi, le 29 novembre, il envoya à Staline un message chiffré, où il demandait d'approuver l'arrestation du chef du NKVD

de la section de Penza pour une "conversation contre-révolutionnaire", qui se ramenait à ce qui suit : "Nous excluons beaucoup de monde du parti, les communistes tombent comme des mouches." "Le camarade Staline n'écrirait-il pas un second article sur le vertige du comité central ?" Ce message fut immédiatement annoté : "Pour l'arrestation. Staline" (4).

La nouveauté introduite par Postychev, et qui lui fut incriminée avant même la réunion du comité central, fut d'avoir purement et simplement dissous plus de trente comités de district parce que la majorité de leurs dirigeants s'étaient avérés être des ennemis du peuple. Cette action fut menée avec une telle hâte que même les rapports envoyés au comité central ne donnaient qu'une idée approximative de l'ampleur du pogrome. Comme le dit Malenkov : "Personne, au comité de région, ne savait exactement combien de comités de district avaient été dissous : d'abord il ont dit 13, puis 20, et quand on leur a dit qu'il y en avait 30, il se sont étonnés. Et maintenant, on sait qu'il y en a eu 34" (5).

Le 9 janvier 1938, le bureau politique adopta une résolution dans laquelle la décision du comité de région de Kouïbychev de dissoudre en bloc les comités de district était caractérisée comme "politiquement nocive" et "provocatrice". "Pour avoir pris massivement des mesures aussi inhabituelles que la dissolution des comités du parti sans justification et sans en référer au comité central", Postychev était l'objet d'un blâme sévère, il était démis de son poste et "remis à la disposition du comité central" (6).

C'est dans ces conditions que Postychev prit la parole à la tribune de la réunion de janvier. Son récit sur la Terreur contre les cadres du parti apparut si fantastique même aux membres du comité central, pourtant endurcis, que les questions ne cessaient de fuser pendant son intervention : est-il possible que tous les responsables du parti dans cette région aient été des ennemis ? Des bourreaux avérés comme Iejov, Beria et Baguirov critiquèrent Postychev, réagissant avec indignation à ses explications.

L'extrait de sténogramme suivant donne une idée de l'intervention de Postychev, qui se mua en fait en son interrogatoire :

Postychev : *"La direction tant du parti que du soviét y était (dans la région de Kouïbychev) aux mains de l'ennemi au niveau de la région comme à celui des districts."*

Mikoïan : *"Tous ?"*

Postychev : *"Qu'est-ce qui vous étonne ? J'ai compté que cela fait douze ans que les ennemis sont dans la place. C'était la même chose dans les soviets. Ils étaient là et sélectionnaient leurs cadres. Par exemple, dans notre comité exécutif de région, tous, jusqu'aux techniciens, sont des ennemis jurés, ils ont reconnu être des saboteurs et se conduisent avec impudence. Le président, son adjoint, les consultants, les secrétaires, ce sont tous des ennemis. Absolument tous les secteurs du comité exécutif étaient gangrenés... Maintenant, prenez les présidents des comités exécutifs de district, ce sont tous des ennemis. Il y en a 60, tous des ennemis. L'écrasante majorité des seconds secrétaires, je ne parle même pas des premiers secrétaires, étaient des ennemis, et pas seulement des ennemis, mais aussi beaucoup d'espions : des Polonais, des Lettons, on avait choisi de fieffés salauds..."*

Boulganine : *"Mais n'y avait-il pas des gens honnêtes ? On pourrait croire qu'il n'y en avait pas un seul."*

Postychev : *"Je parle des dirigeants. Parmi les dirigeants, les secrétaires de district, les présidents de comité exécutif régional, il ne s'est pratiquement pas trouvé un homme honnête. Qu'est-ce qui vous étonne ?"*

Molotov : *"Camarade Postychev, vous n'exagérez pas ?"*

Postychev : *"Non, je n'exagère pas. Tenez, prenez le comité exécutif de région. Les gens sont en prison. Il y a des preuves, ils avouent eux-mêmes leur activité d'ennemis et d'espions."*

Molotov : *"Il faut vérifier ces preuves."*

Mikoïan : *"A vous entendre, à l'échelon inférieur, dans tous les comités*

de district, il n'y aurait que des ennemis..."

Beria : *"Peut-on croire que tous les membres des comités de district aient été des ennemis ?"*

Kaganovitch : *"On ne peut prendre comme point de départ que tous aient été des escrocs" (7).*

Sachant que l'épuration totale des cadres du parti se développait dans tout le pays, Postychev, tout récemment encore accusé de libéralisme, ne pouvait comprendre pourquoi on l'accusait maintenant du contraire — d'en faire trop pour "éradiquer les ennemis du peuple". D'où ce refrain, qui court dans toute son intervention : *"Qu'est-ce qui vous étonne ?"*

Cependant, Staline, tout en planifiant l'extermination totale de l'appareil antérieur de l'Etat et du parti, voyait quel danger représentait la dissolution en masse des comités du parti : elle pouvait entraîner la protestation de masse, elle aussi, des communistes. C'est pourquoi, pendant les interventions des orateurs suivants évoquant l'initiative de Postychev, il laissa échapper quelques répliques menaçantes : *"C'est fusiller l'organisation dans le dos. Pour eux-mêmes, ils sont tendres, et ils fusillent les organisations du district... C'est soulever les masses du parti contre le comité central, on ne peut pas comprendre les choses autrement" (8).*

Après quoi, pratiquement chaque orateur crut bon de jeter sa pierre contre Postychev. Kaganovitch, dans son intervention, proféra les accusations les plus violentes, déclarant que le zèle excessif de Postychev à Kouïbychev n'était que le prolongement de son manque de zèle à Kiev.

"L'aveuglement du camarade Postychev à Kiev, affirmait-il, confine au crime, il ne voyait pas l'ennemi même quand tous les moineaux piaillaient sur les toits... Sa faute principale est de ne pas savoir distinguer un ennemi d'un ami, un ami d'un ennemi. C'est chez lui une tache originelle. A Kiev, il ne pouvait distinguer un ennemi d'un ami, il prenait les ennemis pour des amis. Pour la même raison, à Kouïbychev, il n'a pas

pu distinguer un ami d'un ennemi et a inscrit les amis au nombre des ennemis."

Kaganovitch annonça qu'avant le plénum, il avait été question de nommer Postychev président de la commission de contrôle du soviet, mais qu'après son intervention, "*il est peu probable que le comité central lui fasse confiance pour un tel poste*" (9).

Ensuite, Postychev, complètement démoralisé et terrorisé, demanda la parole pour une déclaration où il se repentait humblement de ses fautes. "*Moi-même, je ne peux pas comprendre comment j'ai pu prononcer un discours pareil, disait-il, j'ai commis beaucoup de fautes. Je ne les comprenais pas. Peut-être encore maintenant je ne les comprends pas totalement. Je ne dirai qu'une chose, j'ai fait un discours incorrect, anti-parti, et je prie le comité central de me pardonner ce discours.*"

Le débat sur "l'affaire Postychev" fut clos par une courte intervention de Staline, qui déclara : "*Ici, au présidium du comité central, ou au bureau politique, comme vous voulez, s'est formée l'opinion qu'après tout ce qui s'était passé, il fallait prendre des mesures concernant le camarade Postychev. Cette opinion est qu'il faudrait le rayer de la liste des suppléants du bureau politique, tout en le laissant membre du comité central*" (10).

La décision fut prise immédiatement.

Cette éclaircie relative dans le destin de Postychev ne dura qu'un mois. Le 10 février, le bureau politique adoptait une résolution : "*Compte tenu des matériaux compromettants envoyés par le NKVD et les organisations de Kouibychev, transmettre le dossier sur le camarade Postychev à la commission de contrôle du parti du comité central*" (11).

Le 17 février, le bureau politique envoyait pour confirmation aux membres du comité central la résolution de la commission où Postychev était accusé non seulement d'avoir traqué les communistes, mais d'avoir envoyé aux comités exécutifs ruraux "*des directives provocatrices de sabotage*" consistant à envoyer les vaches des kolkhoziens pour les travaux des champs pendant les se-

mailles et les récoltes, etc. Postychev se voyait même accusé d'avoir accordé "*un soutien et une confiance exceptionnels aux ennemis du peuple*". S'appuyant sur les dépositions de gens de l'entourage de Postychev, la commission "*établissait*" qu'il était pour le moins au courant de l'existence d'une "*organisation contre-révolutionnaire, de droitiers et de trotskistes, qu'il savait que certains de ses plus proches collaborateurs en faisaient partie et avaient des activités de provocation et de sabotage*" (12). Sur la base de ces accusations, Postychev fut, par voie de questionnaire, exclu du comité central et du parti et, dans la nuit du 22 février, arrêté. Un an plus tard, il fut condamné à la peine capitale et fusillé le jour même.

Au yeux des militants de base du parti, les décisions de la réunion de janvier du comité central apparurent comme destinées à modérer quelque peu la Terreur. Pourtant, en 1938, il n'y eut pas moins de gens arrêtés et fusillés qu'en 1937, année généralement considérée comme le point culminant de la grande épuration. C'est le troisième procès de Moscou qui donna le signal d'une nouvelle vague de terreur de masse ; il mettait en scène un complot à l'intérieur du parti, bien plus grandiose encore que tous ceux dénoncés aux procès précédents.

(1) *Bulletin de l'opposition*, 1938, n^{os} 62-63, p. 21.

(2) *Le Bureau politique stalinien dans les années 30*, Moscou, 1995, p. 164.

(3) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 3, dossier 640, pages 1 à 3.

(4) *Les Izvestia*, 1992, 10 juin.

(5) *Le Bureau politique stalinien dans les années 30*, Moscou, 1995, p. 162.

(6) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 3, dossier 994, p. 55.

(7) *Le Bureau politique stalinien dans les années 30*, Moscou, 1995, pp. 160 à 162.

(8) *Ibidem*, p. 164.

(9) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 3, dossier 633, feuilles 171-172, 186.

(10) *Le Bureau politique stalinien dans les années 30*, Moscou, 1995, pages 166-167.

(11) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 3, dossier 995, feuille 4.

(12) *Ibid.*, dossier 640, feuilles 1 à 3.

Le bilan des répressions stalinienne statistiques des victimes de la répression de masse

1. — Les mythes

Pendant des décennies, l'opinion publique russe et occidentale est restée sous l'influence de calculs statistiques où, en règle générale, le nombre de condamnés pour raison politique était nettement surestimé. Les données statistiques reprises d'un livre à l'autre n'étaient pas établies par des spécialistes — statisticiens ou démographes —, mais par des dilettantes en ce domaine, qui passaient sous silence les sources et la méthode sur lesquelles ils fondaient leurs calculs.

La surestimation du nombre des victimes de la répression politique n'est pas un phénomène nouveau dans l'histoire. Dans son roman *Le Curé de Tours*, Balzac écrivait : *“Quelques gens d'esprit n'apprendraient peut-être pas sans plaisir les étranges développements que l'abbé Birotteau et M^{lle} Gamard donnaient à leurs opinions personnelles... Qui n'eut pas ri de les entendre établissant, par des raisons bien évidemment à eux (...), qu'il était mort plus de treize cent mille personnes sur l'échafaud pendant la Révolution ?”* (1). Les personnages de Balzac, cependant, se contentaient d'avancer leurs “raisons” dans des

conversations privées et ne les publiaient pas dans le monde entier.

Il n'en va pas de même avec les contemporains de la répression stalinienne. Stupéfiés par son ampleur sans précédent, ils ont publié des chiffres inventés par eux comme s'il s'était agi de données vérifiées. Ainsi, en 1945, A. Barmine affirmait qu'il y avait 12 millions d'hommes dans les camps de concentration soviétiques (2).

On trouve des chiffres tout aussi fantastiques dans les œuvres d'auteurs soviétiques parues en “samizdat” ou “tamizdat” dans les années 1960, surtout chez ceux qui ont eux-mêmes été dans les camps. C'est ainsi que dans le roman *La Faculté de l'inutile*, Iouri Dombrowski écrit, comme s'il s'agissait d'une évidence, qu'il était inutile de démontrer que, dans les années 1937-1938, *“d'après les calculs les plus modestes, le nombre des détenus dépassait dix millions”* (3).

Dans son roman *Le Premier Cercle*, Alexandre Soljenitsyne donne les raisons psychologiques pour lesquelles les détenus s'exagèrent de plusieurs fois la population des camps, en remarquant ironiquement : *“Les zeks étaient persuadés qu'il ne restait pratiquement plus*

d'hommes en liberté, sauf les gens au pouvoir et ceux du KGB.” Cette appréciation personnelle de gens perpétuellement transportés d'une prison de tri et d'un camp à l'autre et y rencontrant un nombre énorme de gens toujours nouveaux a involontairement engendré des mythes qui circulaient parmi les détenus. Soljenitsyne écrit que, *“dans les prisons, on est généralement enclin à exagérer le nombre des détenus et quand il y en avait réellement seulement douze à quinze millions, ils étaient persuadés qu'il y en avait vingt ou même trente millions”* (4). Cette dernière phrase constitue une “petite ruse” de Soljenitsyne. Elle a pour but de donner l'impression que l'auteur “objectif”, qui dénonçait les exagérations des zeks, donnait quant à lui un chiffre parfaitement fiable. Pourtant, si les zeks multipliaient par un et demi ou deux le chiffre avancé par Soljenitsyne, ce dernier multipliait par cinq ou six le chiffre réel de détenus.

A. V. Antonov-Ovseenko a largement contribué à répandre des données statistiques falsifiées en prenant dans ses ouvrages sur le stalinisme les plus grandes libertés avec les faits. Dans son livre *Portrait d'un tyran*, paru en 1994, il affirme que le sommet de la répression a été atteint en 1938, quand 16 millions de personnes étaient détenues dans les camps, tout en ayant indiqué un peu plus haut le même nombre de détenus en 1933 (5). Il répète plusieurs fois dans son livre que, de 1935 à 1940, 19 840 000 personnes ont été arrêtées et 7 millions d'entre elles fusillées. Pour donner du poids à ces chiffres, Antonov-Ovseenko affirme sans gêne aucune qu'ils figurent dans un document du KGB présenté au comité central du PCUS après le XX^e Congrès (6).

Les publications récentes de D. Volkogonov et R. Medvedev avancent des chiffres plus proches de la vérité, bien qu'également surestimés. Ainsi Medvedev écrit-il qu'au moins 5 millions de personnes ont été arrêtées pour raison politique dans les seules années 1936-1938. Plus étrange encore apparaît son affirmation selon laquelle *“le nombre global des détenus en URSS en 1941-*

1942 était à peu près égal au nombre de combattants dans l'armée active. Et les pertes pendant cette période étaient à peu près les mêmes à l'Est (c'est-à-dire dans les camps, V. R.) et à l'Ouest” (c'est-à-dire au front, V. R.) (7).

Khrouchtchev a également contribué à la désinformation de l'opinion publique en affirmant dans ses Mémoires qu'au moment de la mort de Staline, il y avait environ 10 millions de personnes dans les camps (8). Il lui fallait multiplier par quatre les chiffres réels, apparemment pour donner plus de relief à son rôle dans la libération des prisonniers politiques (qui, sans cette exagération, n'en aurait pas moins été appréciée à sa juste valeur par ses contemporains et par les générations suivantes).

Pour réfuter tous ces “calculs”, il suffisait de citer les données statistiques dont disposaient les organes du pouvoir, puisque le Guépéou-NKVD-MGB ont tenu un compte précis du nombre des détenus, des fusillés et de la population des camps. Pourtant, la bureaucratie au pouvoir, habituée à mentir, lente à la manœuvre, lâche, n'osa se résoudre à lever le secret sur les statistiques de la répression, même pendant les premières années de l'offensive des forces anticommunistes qui jonglaient avec les chiffres fantastiques de dizaines de millions de victimes de la “Terreur bolchevique”. Ce n'est que tout à la fin de son existence que la direction gorbatchevienne se décida à opposer à ces inventions des données fiables.

Malgré la parution, dans les années 1990, de nombreuses publications qui donnaient les chiffres réels de la répression politique, la presse “démocratique” continue, pour des raisons politiques évidentes, à utiliser des chiffres arbitraires. Ainsi le journaliste Iouri Feofanov, “dépassant” tous les falsificateurs qui l'avaient précédé, a déclaré à la veille des élections présidentielle de 1996 que 16 millions à 20 millions de personnes avaient péri des suites de la répression dans les seules années 1930 et que *“Dieu seul savait combien d'âmes avaient été victimes du pouvoir communiste soviétique”* (9).

2. — Nombre de condamnés pour motif politique

Peu après la mort de Staline, le présidium du comité central du PCUS exigea des organes de sécurité les données chiffrées sur les condamnés pour "*crimes contre-révolutionnaires*". Selon le rapport présenté en février 1954 par le procureur général de l'URSS, Roudenko, le ministre des Affaires intérieures, Krouglov, et le ministre de la Justice, Gorchenine, de 1921 au 1^{er} février 1954, 3 777 380 personnes avaient été jugées pour crimes contre-révolutionnaires, 642 980 d'entre elles avaient été condamnées à la peine capitale, 2 369 220 à des peines de prison ou de camp, 765 180 à la relégation ou à l'assignation à résidence. Environ 2,9 millions avaient été condamnées par des organes non judiciaires (collèges du Guépéou, "troïkas", conseils spéciaux), environ 900 000 par des tribunaux ordinaires, des tribunaux militaires, le collège spécial ou le collège militaire de la Cour suprême (10). Des chiffres approchants (3 778 234 condamnés, dont 786 098 fusillés) ont été pour la première fois rendus publics au début des années 1990 par les dirigeants du KGB (11).

Il faut remarquer que ces données incluent, bien qu'en nombre limité, des gens comptés plusieurs fois dans la mesure ou de nombreux prisonniers politiques, notamment parmi les oppositionnels, ont été pendant cette période l'objet de deux à cinq condamnations.

En 1992, le chef du département de l'enregistrement et des archives du ministère de la Sécurité de la Fédération de Russie a communiqué des données portant sur toutes les années du pouvoir soviétique. D'après ces données, de 1917 à 1990, 3 853 900 personnes ont été condamnées pour crimes d'Etat et quelques autres articles analogues du Code pénal, et 827 995 d'entre elles exécutées (12). Ces données confirment que les chiffres du rapport de 1954 étaient proches de la vérité. La différence sur le nombre de condamnés à la peine capitale

peut s'expliquer par le fait que la notion de "prisonnier politique" était élargie ("*condamnés selon certains articles analogues du Code pénal*") et aussi par le fait qu'un certain nombre de condamnations à la peine capitale n'ont pas été mises à exécution et ont été, après réexamen, commuées en détention de longue durée.

La dynamique de la répression politique se reflète dans le tableau, dressé en 1954 par les responsables du MVD, du nombre de condamnations prononcées par les organes de la Tchéka-Guépéou-NKVD de 1921 à 1940. Ces chiffres sont légèrement supérieurs au nombre de condamnés pour raisons strictement politiques, dans la mesure où les organes de la Tchéka et du Guépéou instruisaient à cette époque également d'autres dossiers, par exemple économiques.

Selon les données de ce tableau, en 1921, alors que les opérations militaires se poursuivaient encore sur une partie du territoire de l'URSS et qu'un grand nombre de bandes de gardes blancs restaient actives, il y a eu 35 800 condamnations. Les deux années suivantes, leur nombre a nettement diminué (6 000 en 1922 et 4 800 en 1923), puis est remonté, pour atteindre 17 800 en 1926 et 33 800 en 1928. Une nouvelle montée, plus importante, va refléter l'aggravation de la répression contre les opposants, les spécialistes sans parti et, plus particulièrement, contre les paysans, qui résistaient par les armes aux mesures d'exception et à la collectivisation forcée. En comparaison du chiffre de 1929 (56 200), le nombre des victimes de la répression va être presque multiplié par quatre en 1930 (208 000). Au cours des trois années suivantes, le nombre de condamnés se maintiendra à trois chiffres (180 700, 141 900 et 239 700). En 1934, il descendra au tiers du chiffre de 1933, pour dépasser après le meurtre de Kirov les chiffres de la période de la collectivisation forcée (267 100 en 1935 et 274 700 en 1936) (13).

En 1937-1938, il y a un bond qualitatif, sur lequel nous reviendrons au point 6.

3. — Nombre d'individus se trouvant dans des lieux de détention ou des colonies spéciales de peuplement

La première source de données statistiques sur cette question sont les résultats du recensement de 1937 (déclarés falsifiés et œuvre de saboteurs, dans la mesure où ils donnaient un tableau défavorable du développement démographique de l'URSS dans les années 1930). D'après les données de ce recensement, au 1^{er} janvier 1937, au moins 1 800 000 personnes se trouvaient dans les prisons, les camps ou les zones de peuplement spécial, et pas moins de 2 600 000 au 21 février 1939 (14). Parmi eux, un million environ étaient des paysans "dékoulakisés", déportés dans des zones de peuplement spécial. A la fin des années 1930, cette catégorie de la population recouvra l'usage de ses droits civiques, si bien que les conditions de vie dans ces zones se rapprochèrent des conditions générales dans le pays.

On trouve des données plus détaillées dans les statistiques générales de la comptabilité du Goulag, les rapports des dirigeants du Goulag à l'adresse des commissaires du peuple aux Affaires intérieures et de Staline lui-même. On est fondé à considérer comme tout à fait dignes de foi ces données statistiques, élaborées avec une précision toute bureaucratique au sein même de la machine de répression. La direction du NKVD n'avait aucun intérêt à minorer le nombre des détenus, ne serait-ce que parce les plans de production des camps étaient calculés en fonction du nombre de détenus qui s'y trouvaient.

En 1940, la cartothèque centrale du Goulag contenait des informations sur presque 8 millions de personnes, dont : 1) les personnes détenues à cette date, 2) ceux qui avaient purgé leur peine et se trouvaient en liberté, 3) ceux qui étaient morts dans les camps (15). En tout, il ressort des archives du Goulag qu'environ

10 millions de personnes sont passées dans les camps de 1921 à 1953.

Les données sur leur nombre total au 1^{er} janvier de chaque année donnent la courbe des arrestations. A cette date, il y avait dans les camps 175 000 détenus en 1930, 334 300 en 1933. Le nombre de détenus dans les camps et les colonies de redressement par le travail était de 510 300 en 1934, 965 700 en 1935, 1 296 000 en 1936, 1 196 000 en 1937, 1 882 000 en 1938, 1 672 000 en 1939, 1 660 000 en 1940 (16).

Ainsi, même pendant les grandes purges, le nombre de détenus a atteint au maximum 1 % de la population du pays. Cette proportion est de deux à trois fois supérieure aux données correspondantes de 1994, où 600 000 personnes sont détenues dans les prisons, les colonies de redressement par le travail et les colonies de rééducation.

Avant le début de la répression stalinienne, le nombre de détenus était bien inférieur. En septembre 1923, il y avait 79 947 détenus en RSFSR, dont 4,8 % (c'est-à-dire près de 4 000 personnes) condamnées pour crimes d'Etat (17). Ces données témoignent du rétablissement de la paix civile et de la nette diminution de la criminalité dans un pays qui sortait à peine de sept ans de guerre.

En 1926, dans la Fédération de Russie, il y avait 97 300 détenus, soit un peu plus de 0,1 % de la population (92,8 millions d'habitants) (18). Cette proportion est environ cinq fois inférieure aux données correspondantes actuellement aux Etats-Unis.

Au début de la guerre, il y avait 2,3 millions de personnes dans les camps et les colonies du Goulag (l'augmentation de 1940-1941 résulte de la répression dans les territoires annexés à l'URSS en 1939-1941 et à l'introduction de condamnations pénales pour absences ou autres manquements à la discipline du travail).

Du début de la guerre à décembre 1944, 2 550 000 personnes sont arrivées dans les camps et 3 440 000 les ont quittés (19). La diminution du nombre de détenus s'explique essentiellement par la libération anticipée et la mobilisation

dans l'Armée rouge de centaines de milliers d'hommes (pour l'essentiel des condamnés pour absence au travail, et menus délits de mœurs ou économiques). Rien qu'à la suite des décrets du présidium du Soviet suprême des 12 juin et 24 octobre 1941, 600 000 personnes ont été libérées des camps et 175 000 d'entre elles mobilisées dans l'Armée rouge (20). En même temps, la libération des trotskistes et autres condamnés "*pour crimes particulièrement graves*" ayant purgé leur peine a pratiquement cessé pendant toute la durée de la guerre.

Après la fin de la guerre, le nombre des détenus a de nouveau augmenté.

L'année où le nombre de détenus au Goulag a atteint son maximum (2 561 000) est l'année 1950 (21). La même année, le nombre d'individus se trouvant dans des lieux de privation partielle de liberté est également à son maximum, près de 3 millions de personnes. Les peuples déportés pendant la guerre fournissaient l'essentiel de ce contingent, qui comprenait des personnes déplacées, déportés, exilées ou assignées à résidence.

Le nombre de détenus en prison a varié de 350 500 en janvier 1939 (maximum) à 155 200 en janvier 1944 (minimum) (22).

4. — Mortalité parmi les détenus

Pour la période du 1er janvier 1934 au 31 décembre 1947, 962 100 personnes sont mortes dans les camps. En 1937-1938, la mortalité était de 5,5 %-5,7 %, en 1939 de 3,9 % du contingent annuel de détenus. En chiffres absolus, 25 400 personnes sont mortes en 1937, 90 500 en 1938, 50 500 en 1939, 46 700 en 1940. La mortalité a été la plus élevée pendant les années 1941 à 1943, où 516 000 personnes sont mortes. L'année 1942 (248 900 victimes) est la plus meurtrière (23).

5. — Nombre de détenus politiques dans les camps

Dans les paragraphes précédents, les chiffres donnés comprenaient la totalité des détenus, y compris les condamnés pour actes de violence, prévarication, crimes économiques et autres.

Le nombre de détenus accusés de crimes contre-révolutionnaires (crimes d'Etat, crimes politiques) était (au 1^{er} janvier de chaque année) de 132 200 en 1934, 118 300 en 1935, 105 900 en 1936, 104 800 en 1937, 185 300 en 1938, 454 400 en 1939.

Au cours des années 1940-1941, ce chiffre est resté à peu près au niveau de 1939, puis est descendu à 268 900 en 1944, pour à nouveau monter jusqu'à 579 000 en 1950 (24).

Une partie des victimes de la répression politique a été condamnée sous couvert de crimes de droit commun.

Mais en même temps, des droits communs étaient assez souvent jugés en vertu de l'article 58, leurs actes criminels étant qualifiés de sabotage, diversion, etc.

Prenant en compte tous ces facteurs, l'historien le plus sérieux de la statistique de la répression stalinienne, V. N. Zemskov, considère que "*la division entre politiques et droits communs est tout à fait relative, mais dans l'ensemble elle correspond à la composition effective du Goulag*" (25).

L'un des amalgames staliniens les plus odieux fut de confondre, après la guerre, des innocents ou des combattants contre le stalinisme avec les "criminels d'Etat" tels que les partisans de Vlassov, ceux qui avaient fait la police ou organisé des expéditions punitives pour le compte des Allemands, bref, tous les collaborateurs à la solde de l'occupant, considérés comme des criminels non seulement en URSS, mais dans tous les pays libérés du fascisme.

6. — Nombre de victimes des grandes purges

Les données concernant le nombre des victimes des années 1937-1938 sont restées secrètes jusqu'au début des années 1990. Tout ce que Khrouchtchev se permit de dire à ce sujet fut d'informer le XX^e Congrès que le nombre de personnes arrêtées sous l'accusation de crimes contre-révolutionnaires avait été multiplié par dix en 1937 par rapport à 1936 (26).

C'est à la réunion du comité central de juin 1957 qu'on a communiqué pour la première fois des données chiffrées sur le nombre de victimes des grandes purges ; selon ces données, plus d'un million et demi de personnes ont été arrêtées en 1937-1938 et 681 692 d'entre elles fusillées (27). Des chiffres plus précis (1 372 329 personnes arrêtées) figurent sur la fiche de renseignement du président de la commission du comité central, Chvernik, rédigée au début de 1963 (28).

Ainsi, presque un tiers de la répression exercée pendant toute la période soviétique l'a été pendant ces deux années terribles. Encore plus étonnante apparaît la courbe des condamnations à mort (prononcées par la Tchéka-Guépéou-NKVD). En sept ans de NEP (1922-1928), il y en a eu 11 271 ; en 1930, le nombre des fusillés atteint 20 201, puis redescend à 10 651 en 1931 et à 9 285 pour les cinq années suivantes (1932-1936). En 1936, 1 118 personnes sont fusillées pour des motifs politiques. En 1937, le nombre de fusillés est multiplié par 315 (!) par rapport à l'année précédente, il est de 353 074. Il y en a presque autant en 1938 (328 618), puis leur nombre décroît brusquement (4 201 en 1939 et 1940) (29).

On a fusillé sept fois plus de gens en 1937 et 1938 qu'au cours des vingt-deux autres années de domination stalinienne (94 390 personnes fusillées de 1930 à 1936 et de 1939 à 1953) (30). L'ampleur de la terreur d'Etat pendant la grande purge est sans exemple dans l'histoire humaine.

7. — Statistique des réhabilitations

Au début 1954, pour crimes contre-révolutionnaires, 467 946 personnes étaient détenues dans les prisons et les camps, 62 462 étaient exilées (31). Au début 1959, à la suite des réhabilitations et des libérations anticipées, il en restait 11 000 en tout (32).

Dans les années 1954 à 1961, 737 182 personnes ont été réhabilitées (y compris à titre posthume) et 208 448 se sont vu refuser le réexamen de leur dossier (33). Les réhabilitations se sont poursuivies dans les années 1960 à 1980, bien qu'à un rythme plus lent.

Une nouvelle étape de réhabilitations a commencé à la troisième année de la "perestroïka". 838 630 personnes ont été réhabilitées de 1987 à 1989 et 21 333 se sont vu opposer un refus. Il s'agissait de traîtres à la patrie et de membres des expéditions punitives de l'époque de la Deuxième Guerre mondiale, de participants ou de complices des bandes nationalistes armées et d'employés des organes administratifs convaincus d'avoir falsifié des affaires criminelles. Au moment de la dislocation de l'Union soviétique, il restait environ un million et demi de dossiers à examiner dans l'ensemble des républiques.

Ainsi, la statistique des réhabilitations coïncide avec les chiffres donnés dans la cinquième partie.

8. — Nombre de membres du parti victimes de la répression

En 1991, le responsable de la commission de contrôle du comité central du PCUS, Katkov, a déclaré qu'il y avait 116 885 communistes parmi les victimes de la répression en 1937-1938 (34). Ce chiffre apparaît très sous-estimé, au moins pour deux raisons.

Premièrement, à l'époque, un grand nombre de victimes de la répression étaient exclues du parti avant d'être arrêtées. Le tableau dressé par A. Miltchakov est typique : la veille de l'arrestation d'un communiste, le comité de district convoquait les membres de sa cellule et on leur disait : *"Il faut l'exclure du parti, sinon il sera arrêté avec sa carte en poche"* (35). C'est pourquoi ces gens étaient interrogés et condamnés en tant que sans-parti.

Deuxièmement, parmi les victimes de la répression, il y avait des centaines de milliers de communistes exclus au cours des précédentes purges. A la réunion du comité central de février-mars 1937, Staline déclara qu'il y avait dans le pays un million et demi d'exclus du parti. Dans certaines régions et dans de nombreuses entreprises, il y avait plus d'exclus que de membres du parti. Par exemple, à l'usine de locomotives de Kolomenskoe, il y avait 1 400 membres du parti et 2 000 ex-membres (36). Il est clair que toute l'attention des organes du NKVD était fixée sur ces gens et plus particulièrement sur ceux qui avaient exclus pour leur participation à l'opposition.

Les chiffres avancés par A. D. Sakharov dans son article *"Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté intellectuelle"* semblent proches de la vérité. Il y est noté que, dans les années 1936-1939, plus d'1,2 million de communistes ont été arrêtés, soit la moitié environ des effectifs du parti. Sur ce nombre, d'après Sakharov, 50 000 ont été remis en liberté, les autres ont été fusillés (600 000) ou ont péri dans les camps (37).

En comparant les chiffres sur les statistiques du parti, on peut avoir une vue plus détaillée du nombre de communistes victimes de la répression. Au XVII^e Congrès (février 1934), le parti comptait 1 872 488 membres et 935 298 stagiaires, au XVIII^e Congrès (mars 1939), 1 588 852 membres et 888 814 stagiaires (38). Sans les purges massives et la répression des années 1934-1938, les stagiaires étant devenus membres du parti, celui-ci aurait compté au XVIII^e Congrès environ 2,8 millions de mem-

bres (la correction due à la mortalité naturelle ne pouvait porter à conséquence, 90 % des membres du parti et presque 100 % des stagiaires avait moins de 50 ans en 1934). De plus, le recrutement dans le parti, suspendu en 1933, avait repris depuis le 1^{er} novembre 1936. Entre cette date et mars 1939, des centaines de milliers de gens qui n'étaient même pas stagiaires en 1934 sont entrés au parti. Dans la mesure où la grande majorité des gens exclus de 1933 à 1938 ont subi la répression politique, il n'est pas difficile d'en conclure que les communistes ont constitué, d'après les estimations minimales, plus de la moitié des victimes de la Grande Terreur.

Dans certaines régions, le nombre de victimes communistes était supérieur en pourcentage à celui observé dans le pays en général. Ainsi, en Ukraine, le nombre de membres du parti est passé de 456 000 en 1934 à 286 000 en 1938, soit une perte de presque 40 % (39).

Ces chiffres confirment la justesse de l'appréciation de Trotski : *"Pour établir le régime qui porte à juste titre le nom de régime stalinien, il fallait non pas le Parti bolchevique, mais l'extermination du Parti bolchevique"* (40).

Cette thèse est confirmée par le destin des communistes qui ont réussi à survivre aux prisons et aux camps staliniens. Comme le note A. D. Sakharov, *"à de très rares exceptions près, les personnes réhabilitées n'étaient pas admises à des fonctions de responsabilité, encore moins à prendre directement part à la recherche des crimes dont elles avaient été témoins et victimes"* (41). Pourtant, à l'époque des réhabilitations, de nombreux communistes qui avaient dans le passé occupé des fonctions dirigeantes n'étaient pas plus âgés que les bonzes du parti au pouvoir. Ainsi, l'ancien secrétaire général du comité central de l'Organisation des Jeunesses communistes, A. Miltchakov, réhabilité en 1956, avait un an de moins que Souslov et quatre de moins que Pelche. Il eût été naturel d'attendre que cet homme, qui avait une grande expérience politique, se voie proposer des responsabilités dans l'appareil du parti ou de l'Etat. Néan-

moins, Miltchakov, après sa réhabilitation, fut mis à la retraite, tandis que Sou-slov et Pelche allaient rester encore vingt-cinq ans au pouvoir. Les “nouveaux élus de 1937”, qui occupaient dans les années 1950 les postes clés de l’appareil, n’étaient pas enclins à céder la moindre parcelle de leur pouvoir aux bolcheviks libérés des prisons et des camps.

(1) Balzac, *La Comédie humaine*, éditions du Seuil, 1970, tome 3, p. 70.

(2) Barmine A., *One who survived*, N. Y., 1945, p. 325.

(3) *Novy mir*, 1988, n° 8, p. 125.

(4) *Novy mir*, 1990, n° 3, p. 105.

(5) Antonov Ovseenko A. V., *Portret tirana*, Moscou, 1994, pp. 270 et 388.

(6) *Ibidem.*, pp. 100 et 426.

(7) Medvedev R. A., *Staline et stalinisme*, pp. 405, 455 et 456.

(8) *Voprossy istorii*, 1990, n° 3, p. 82.

(9) *Les Izvestia*, 1996, 3 juin.

(10) *Istoria SSSR*, 1991, n° 5., pp. 152-153.

(11) *Les Izvestia*, 1990, 13 février ; *Nedelia*, 1990, n° 20, p. 11.

(12) *Les Izvestia*, 1992, 3 août.

(13) *Khrestomatia po istorii Rossii, 1917-1940*, Moscou, 1994, pp. 385-386.

(14) *Sotsiologitcheskie issledovania*, 1990, n° 8, p. 45.

(15) *Ibidem*, 1990, n° 6, p. 17.

(16) *Istoria SSSR*, 1991, n° 5, p. 152.

(17) Nekrassov V. F., *Trinadtsat “jeleznykh” narkomov* (« Treize commissaires politiques “de fer” »), p. 90.

(18) Chelestov D., *Vremia Alekseia Rykova* (“Le Temps d’Alexis Rykov”), Moscou, 1990, p. 329.

(19) *Sotsiologitcheskie issledovania*, 1991, n° 7, p. 3.

(20) *Nache otetchestvo, Opyt polititicheskoï istorii* (“Notre patrie. Essai d’histoire politique”), tome 2, Moscou, 1991, p. 419.

(21) *Sotsiologitcheskie issledovania*, 1991, n° 6, p. 10.

(22) *Istoria SSSR*, 1991, n° 5, p. 153.

(23) *Sotsiologitcheskie issledovania*, 1991, n° 6, p. 14, 15 et 19.

(24) *Istoria SSSR*, 1991, n° 5, p. 152.

(25) *Ibidem*.

(26) *Reabilitatsia*, p. 34.

(27) *Kommunist*, 1990, n° 8, p. 103.

(28) *Istotchnik* (“Source”), 1995, n° 1, p. 120.

(29) *Otetchestvenie arkhivy* (“Archives nationales”), 1992, n° 2, p. 28.

(30) *XX sezd KPSS i ievio istoriticheskie realnosti* (“Le XX^e Congrès du PCUS et ses réalités historiques”), Moscou, 1991, p. 54.

(31) Nekrassov V. F., *Trinadtsat “jeleznykh” narkomov*, p. 272.

(32) *Sotsiologitcheskie issledovania*, 1991, n° 7, p. 15.

(33) *XX sezd KPSS i ievio istoriticheskie realnosti* (“Le XX^e Congrès du PCUS et ses réalités historiques”), Moscou, 1991, p. 63.

(34) *Reabilitatsia*, p. 328 ; *les Izvestia*, 1992, 3 août.

(35) *La Pravda*, 1991, 14 avril.

(36) *Reabilitirovan posmertno* (“Réhabilité à titre posthume”), p. 141.

(37) *Voprossy istorii*, 1995, n° 11-12, p. 21.

(38) *Voprossy filosofii*, 1990, n° 2, p. 13.

(39) *Izvestia Ts.K. KPSS*, 1990, n° 1, p. 88.

(40) *Otcherki po istorii kompartii Oukraïni* (“Précis d’histoire du Parti communiste d’Ukraine”), Kiev, 1961, pp. 430 et 452.

(41) Léon Trotsky, *Staline*, t. II, p. 261.

(42) *Voprossy filosofii*, 1990, n° 2, p. 13.

Note de la rédaction sur le plénum de janvier 1938 :

— Baguirov était premier secrétaire du PC d’Azerbaïdjan ;

— Kossarev était premier secrétaire des Jeunesses communistes (Komsomols). Il sera fusillé fin 1938.

Stalinisme et opposition

(Mark Goloviznine)

**Un élément nouveau
sur l'assassinat
de Trotsky**

**Les liens
de l'Opposition de gauche**

De quelques faits inconnus, liés à la préparation de l'assassinat de Trotsky

L'ACTION en vue de l'assassinat de L. D. Trotsky au Mexique, qui aboutit de façon définitive au plan "Opération Trame" (1) validé par Staline en août 1939, était loin d'être la première tentative d'extermination physique de l'adversaire le plus conséquent et le plus influent du stalinisme.

En ce sens, le témoignage de I. Ia. Vratchev (1898-1995), recueilli par l'auteur de la présente publication, présente un intérêt.

I. Ia. Vratchev fut l'un des très rares trotskystes actifs liés dans les années 1923-1928 à tous les dirigeants de l'Opposition de gauche qui eut la chance de survivre à la Grande Terreur. Exclu du PC(b) lors du XV^e Congrès, Vratchev fut déporté en 1928 à Vologda, où il prit une part active à l'organisation d'une correspondance et de relations entre les différentes colonies d'opposants déportés. En mai 1929, après trois mois de détention, il rompt avec Trotsky en associant sa signature à une déclaration de rupture avec l'opposition d'Evguenii Préobrajensky, de Karl Radek et d'Ivan Smilga.

Il fut libéré peu après, put revenir à Moscou et fut réintégré dans le parti. Jusqu'en août 1936, Vratchev travailla dans toute une série d'entreprises d'élevage et de coopératives agricoles. Au seuil du premier procès de Moscou, il fut de nouveau exclu du parti et, en août 1937, après de nombreux appels

restés sans réponse, fut envoyé avec sa famille en République socialiste soviétique autonome des Komis. En 1939, sa déportation fut cassée et Vratchev eut la possibilité de s'installer dans la région de Moscou. En 1949, malgré sa participation à la Grande guerre patriotique et ses médailles de guerre, Vratchev, accusé d'activité trotskyste, fut arrêté et condamné à vingt-cinq ans de camp. Après sa libération et sa réhabilitation en 1956, Vratchev, retraité, non adhérent au parti, vécut à Moscou jusqu'à sa mort, multipliant les activités publiques et, les dernières années, les travaux de mémorialiste.

La conversation qui suit, enregistrée au magnétophone au su des participants en novembre 1993, concerne des événements vieux de soixante ans, liés au retour de Vratchev de déportation. Alors, après de nombreuses demandes, il avait été appelé à Moscou, où on lui avait proposé de décrire le plus complètement possible le "*combat des trotskystes contre le parti*" et sa propre activité de trotskyste. Comme on le voit dans les documents qu'il adressa aux organes de contrôle du parti en 1956, il le fit "*profondément indigné et bouleversé par les crimes révélés au cours des trois procès des années 1936-1938, profondément convaincu de la nécessité de combattre ceux qui s'étaient transformés en agents des services de renseignements étrangers, avaient pris le chemin de l'espionnage, de la diversion, de la terreur et du sa-*

botage" (2). Après cela, en novembre 1938, Vratchev fut informé de l'annulation de sa déportation et eut l'autorisation d'amener sa famille dans une ville de la région de Moscou. Vratchev a autorisé la publication du texte de la conversation après sa mort.

M. G. : "Vous avez dit tout à l'heure qu'on avait prévu de vous envoyer au Mexique ?"

I. V. : "Oui, la Tchéka avait perdu tout lien avec Trotsky au Mexique et m'a fait venir à Moscou. Ils ont commencé à me préparer à aller au Mexique. Je me trouvais face au problème suivant : comment faire ? Si j'allais au Mexique, Lev Davidovitch comprendrait clairement que je n'aurais jamais pu y arriver sans le Guépéou-NKVD. Comment me recevrait-il ? Peut-être me donnerait-il aux extrémistes américains — il y en avait là-bas — pour qu'ils me le fassent payer... Mais, peut-être, laisserait-il tomber, et, avec indulgence, me confierait-il la publication de ses archives. J'avais déjà des capacités de rédaction suffisantes. J'étais même membre du comité de rédaction de la première édition de la Grande Encyclopédie soviétique... Mais la rupture avec ma famille... Alors, je décidais de me suicider. Soit en prenant un bateau loin, loin, puis en me jetant à l'eau sachant que je n'aurais pas assez de forces pour regagner la rive, et me noyer. Soit, deuxième moyen, de faire ce que fera Marilyn

Monroe — prendre toute une boîte de somnifères et ne pas me réveiller.."

M. G. : "Mais au lieu de faire ce voyage, vous avez commencé à travailler à Serpoukhov ?"

I. V. : "Après, vous comprenez, ce n'était plus nécessaire. Là-bas, au Mexique, il y avait déjà vingt-cinq agents du Guépéou, il n'y avait plus de nécessité..."

Comme il ressort des chapitres correspondants des *Essais d'histoire des services de renseignements extérieurs russes*, l'introduction d'agents de reconnaissance du NKVD au Mexique avait commencé dès 1937. Cependant, à cause des arrestations du dirigeant de la 5^e section du GOuGB (*Sécurité d'Etat, futur KGB, NDR*), S. M. Spiegelglass, et du chef de celle de New York, le lien avec les agents recrutés avait été interrompu pour longtemps (3). Selon toute probabilité, c'est précisément à cette période que la direction du NKVD, étudiant de nouvelles variantes de pénétration de l'entourage de Trotsky, avait considéré comme possible d'utiliser Vratchev à cette fin.

(1) *Essais sur les services de renseignements extérieurs russes*, Moscou, 1997, t. 3, pp. 90-91.

(2) Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine, f. 589, op. 3, d. 2 069, t. I, II, 107-113.

(3) *Essais sur les services de renseignements extérieurs russes*, Moscou, 1997, t. 3, pp. 94-95.

Les relations avec l'étranger de l'Opposition de gauche soviétique dans les années 1930 (d'après les matériaux des archives de Henk Sneevliet)

LA thèse du monolithisme du PC(b) dans les années 1930, après la "défaite idéologique" des oppositions de gauche et de droite et les aveux de la majorité de leurs dirigeants, est l'un des principaux mythes historiques créés par "l'école stalinienne de falsification" et confirmés par l'historiographie soviétique.

Cette position n'est en rien contestée par les historiens bourgeois. Les soviétologues occidentaux ont utilisé la thèse du "monolithisme du parti" et de la "justesse de la ligne générale" comme preuves de l'impossibilité d'alternative réelle au modèle stalinien de construction du socialisme en URSS. Dans le même esprit, les travaux scientifico-pittoresques "fondés sur des matériaux d'archives secrètes" de D. Volkogonov affirment en particulier que l'influence de Trotsky en URSS dans les années 1930 était nulle et que le nombre de ses partisans se comptait sur les doigts de la main.

Avec ces positions, les aveux des accusés des procès de Moscou ne peuvent s'expliquer autrement que comme l'autodénonciation de gens intellectuellement et physiquement brisés. Pourtant, l'analyse soigneuse des sté-

nogrammes des procès permet de supposer qu'à côté de fictions évidentes, les accusés exposaient des faits réels relatifs à leur activité oppositionnelle clandestine que n'auraient pu inventer les inquisiteurs staliens.

L'appréciation de "parcelles de vérité" dans les dépositions s'est exprimée dès les années 1930. Léon Sedov, dans *Le Livre rouge du procès de Moscou*, faisait part de contacts épisodiques avec d'anciens oppositionnels, venant en Allemagne pour affaires, et de la réception de leur part d'informations sur la situation en URSS.

L'ouverture en 1980 de la section fermée des archives de Trotsky à Harvard a donné la possibilité à l'historien français Pierre Broué de découvrir une correspondance de Trotsky et de Léon Sedov, dont il ressort qu'ils avaient un lien régulier avec l'opposition russe, qui fonctionnait activement dans la clandestinité. L'analyse de cette correspondance a permis à Pierre Broué de conclure à la réalité de l'existence en URSS d'un bloc oppositionnel antistalinien, soutenu par des contacts avec Sedov et Trotsky (1).

Dans la section du mouvement communiste international du Centre

russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine (CRCEDHC), j'ai découvert de nouveaux documents attestant que d'autres représentants influents de forces anti-staliniennes à l'étranger étaient engagés dans une collaboration avec l'Opposition de gauche en URSS. La correspondance de Léon Sedov et de Sneevliet — dirigeant du Parti ouvrier révolutionnaire socialiste de Hollande et président du syndicat NAS — présente un intérêt évident. Des lettres confidentielles, écrites pour une grande part en allemand, se rapportent à la période septembre-novembre 1932.

Ainsi, le 26 septembre 1932, Sedov s'adressait-il à Sneevliet :

“La grande sympathie que vous et votre organisation avez manifestée à l'opposition russe, contrainte de combattre dans des conditions extrêmement complexes, me donne l'espoir que vous pourrez aider l'opposition russe par un autre moyen encore. La question, malheureusement, ne peut se résoudre par courrier... Si vous ne veniez pas bientôt en Allemagne, j'aurais pu vous rencontrer dans une ville proche de la frontière hollandaise... Afin d'éviter tout malentendu, je tiens à préciser que je m'adresse à vous de ma propre initiative et, bien sûr, dans le plus grand secret” (2).

La réponse de Sneevliet à ce courrier est datée du 10 octobre 1932. Il écrit :

“Bien évidemment, je suis prêt à apporter à l'opposition russe toute l'aide qui est dans mes moyens... Si vous pouvez venir à la frontière hollandaise (...), je peux de la même façon aller à Berlin, où les rencontres peuvent être organisées dans de meilleures conditions que dans une petite ville” (3).

Dans une des lettres suivantes, Léon Sedov dévoile l'essence de sa question :

“Voilà ce dont il s'agit : nous voudrions organiser une communication par la mer (entre une des villes de Hollande, Amsterdam ou Rotterdam, et Leningrad). La tâche consiste en ce

qu'un marin ou quelqu'un d'autre (un steward, un médecin, peu importe) puisse régulièrement passer entre notre pays (la Russie) et l'étranger (Amst. ou Rott.) pour transporter du courrier. Pouvez-vous trouver un tel camarade ? Si vous n'en avez pas la possibilité maintenant, peut-être quelqu'un acceptera-t-il de prendre en charge cela et pourra-t-on lui trouver une place sur un bateau ? Il va de soi que ce camarade devra être sûr et prudent. S'il a des adresses en Russie et qu'un jour il tombe, les destinataires seront fuillés. Voilà l'affaire.”

Plus loin, Sedov avertissait :

“Je vous prie de garder tout cela secret, car le risque est très grand et peut causer un préjudice terrible. Je vous demande de détruire toutes mes lettres concernant cette affaire. Observer le secret est la condition du succès. Nous pouvons bien entendu prendre en charge tous les frais. Merci beaucoup. Dans vos courriers, vous ne devez également mentionner aucun pays, aucune ville, aucun nom concret” (4).

D'autres courriers sont consacrés à un voyage de Trotsky à Copenhague. Sedov informe Sneevliet des dates et objectifs de la visite, demande de l'aide dans l'organisation de contacts avec des cercles politiques de la capitale danoise et aussi une protection. Sneevliet répond avec empressement à la demande, en informant qu'il a déjà été mis au courant de l'affaire *“par un camarade parisien”*, qui, probablement, viendra à Copenhague par Amsterdam (comme il ressort d'autres lettres : Pierre Naville).

« Pour ce qui concerne “la solution à une situation de crise par la voie maritime”, c'est maintenant — fait remarquer Sneevliet — difficile à faire. Mais il serait possible de la résoudre par un autre moyen » (5).

Ainsi, tous les nouveaux éléments rendent plus indigente la version de la *“non-opposition”* au stalinisme en URSS et renforcent, par ailleurs, la position des chercheurs qui expliquent la Grande Purge de 1937-1938 comme une réponse à la montée du mécontent-

tement dans le parti, à l'extension de forces antistaliniennes à l'étranger.

Pour conclure, nous espérons que les recherches à venir sur les documents d'archives permettront de trouver tous les chaînons manquants à cette conception.

(1) Pierre Broué, *Party Opposition to Stalin (1930-1932) and the 1st Moscow Trial*. In *Essays on Revolutionary Culture and Stalinism*. Slavica Publishers, 1985, p. 166.

(2) Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine, f. 552, op. I, d. 10, l. 38

(3) *Ibid.*, l. 39.

(4) *Ibid.*, l. 32.

(5) *Ibid.*, l. 30, 31, 40.



Leonide Serebriakov (1890-1937), membre du bureau d'organisation du comité central du PC russe (1919-1921) et du secrétariat du comité central (1920-1921), fut condamné à mort lors du deuxième procès de Moscou, en janvier 1937. Il est ici avec sa fille Zoria, aujourd'hui historienne.

Lutte de classe et Goulag

(Jean-Jacques Marie)



Transport des cadavres hors du camp. Un gardien muni d'un marteau fracasse les crânes pour vérifier qu'aucun vivant ne s'est glissé dans le tas de cadavres.

La lutte des classes à l'origine du Goulag ?

C'EST ce qu'expliquent Nicolas Werth, l'un des auteurs du *Livre noir du communisme*, et Gael Moulec dans leur introduction au chapitre sur "L'autre monde", consacré au Goulag, dans leurs *Rapports secrets soviétiques* (recueil de documents d'archives, par ailleurs très riche et très intéressant). Leur introduction commence par les lignes suivantes : « *Le projet léniniste, fondé sur la lutte des classes et sur la dictature du prolétariat, est porteur d'exclusion. "Eux et nous", "Qui n'est pas avec nous est contre nous", tels sont les axiomes du nouveau régime. Dès 1918, les premiers camps apparaissent. Le projet stalinien, cet essai volontariste d'application globale d'un projet léniniste resté inachevé, se donne pour but l'éradication de tous ceux qui entravent la marche vers la "modernité" et la construction d'une société sans classe. Dès 1929, les camps se multiplient...* » (p. 345).

Passons sur l'idée pour le moins hautement discutable, mais présentée ici comme une évidence, que le "projet stalinien" vise à la "construction d'une société sans classe" : les privilèges matériels accordés à certaines couches de la société (disons sommairement la nomenklatura) s'accordent mal avec cette idée. Mais il faut surtout remarquer (poliment) la niaiserie de cette phrase : la "lutte des classes" est un fait, une donnée objective, niée seulement par ceux qui veulent interdire

aux travailleurs de s'organiser indépendamment pour défendre leurs intérêts spécifiques ; cette négation est l'un des fondements des Etats corporatistes et des enseignements de l'Eglise, dont les bases scientifiques sont particulièrement ténues...

Elle prend la forme de mesures très précises, dont le syndicat vertical unique intégré à l'Etat, rassemblant patrons et ouvriers, pour soumettre les seconds aux premiers.

La "dictature du prolétariat", elle, est un élément de programme politique. Nier l'existence de la lutte des classes, c'est choisir non une hypothèse scientifique parmi d'autres, mais un camp social et politique déterminé, et obéir à une commande sociale sans rapport avec la recherche historique. Tout comme l'Eglise a rejeté des siècles durant le fait de la révolution de la terre autour du soleil. Reconnaître la lutte des classes, c'est constater une évidence historique banale : des camps luttent les uns contre les autres et, comme dans toute lutte, chacun cherche à battre son adversaire.

Cela ne signifie pas automatiquement être partisan de la "dictature du prolétariat" ; remarquons néanmoins que Léon Blum lui-même, le maître à penser du socialisme démocratique français, se réclamait de la lutte des classes et s'affirma même favorable à la dictature du prolétariat. Au Congrès de Tours, il déclara :

“Je veux parler de la question de la dictature du prolétariat. Nous en sommes partisans. Là aussi, nul désaccord de principe. Nous en sommes si bien partisans que la notion et la théorie de la dictature du prolétariat ont été insérées par nous dans un programme qui était un programme électoral.

Nous n'avons donc peur ni du mot ni de la chose. J'ajoute que, pour ma part, je ne pense pas, bien que Marx l'ait écrit, et plus récemment Morris Hilquist, que la dictature du prolétariat soit tenue de conserver une forme démocratique. Je crois impossible d'abord, comme on l'a tant répété, de concevoir d'avance et avec précision quelle forme revêtirait une telle dictature, car l'essence même d'une dictature est la suppression de toute forme préalable et de toute prescription constitutionnelle. La dictature, c'est le libre pouvoir donné à un ou plusieurs hommes de prendre toutes les mesures quelconques qu'une situation déterminée comporte. Il n'y a par conséquent aucune possibilité de déterminer d'avance quelle forme aura la dictature du prolétariat, et c'est même une pure contradiction.

Où est par conséquent le désaccord ? Il n'est pas non plus dans le fait que la

dictature du prolétariat soit exercée par un parti. En fait, en Russie, la dictature n'est pas exercée par les soviets, mais par le Parti communiste lui-même. Nous avons toujours pensé en France que demain, après la prise du pouvoir, la dictature du prolétariat serait exercée par les groupes du Parti socialiste lui-même, devenant, en vertu d'une fiction à laquelle nous acquiesçons tous, le représentant du prolétariat tout entier. La différence tient, comme je vous l'ai dit, à nos divergences sur l'organisation et sur la conception révolutionnaire. Dictature exercée par le parti, oui, mais par un parti organisé comme le nôtre, et non pas comme le vôtre” (L'Œuvre de Léon Blum, 1914-1928, Albin Michel, pp. 154-155).

Partisan déclaré de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat, Léon Blum porterait donc par là même sa part de responsabilité dans l'instauration du Goulag ?

Ces historiens d'aujourd'hui devraient réfléchir aux conséquences de leurs affirmations “théoriques” à l'emporte-pièce... Mais peut-être l'ont-ils déjà fait.

Jean-Jacques Marie

**Trois militants
russes :
Avenir Nozdrine,
Vladimir Smirnov
et Eva Broïdo**

Le 12 mai 1905, 44 000 ouvriers des usines du textile de la région d'Ivanovo-Voznessensk, à 400 kilomètres au sud de Moscou, se mettent en grève pour protester contre leur *"vie de chien"*. *"Nous n'avons plus la force de supporter."* Le 13 mai, les ouvriers des diverses usines de la ville et de sa banlieue désignent des délégués, qui, avec des représentants des trois partis se réclamant du socialisme (bolcheviks, mencheviks, socialistes-révolutionnaires), constituent un soviet (conseil) des délégués ouvriers. Ce premier soviet rassemble 151 délégués. Il se réunit tous les jours sur les bords de la rivière Talka. Ses délégués rendent compte après chaque réunion des décisions qui y sont prises et sont soumis à réélection par l'assemblée générale de l'usine. Le soviet crée une milice ouvrière chargée de protéger les usines contre les groupes de briseurs de grève constitués par les patrons avec les éléments déclassés de la ville, fonde une caisse de grève et exige la fermeture de tous les débits de boisson dans la ville et les faubourgs. Le soviet élit un président, l'ouvrier Nozdrine.

Le 3 juin, les autorités décident d'interdire les réunions du soviet : les cosaques tentent de briser la grève et les ouvriers. Ces derniers étaient assis sur l'herbe dans une clairière en dehors de la ville, en attendant le compte rendu de la réunion du soviet. Un détachement de cosaques surgit de la forêt voisine et charge les ouvriers. Les cosaques tuent 28 d'entre eux et en blessent plusieurs dizaines d'autres. Pendant quinze jours, le soviet se réunit clandestinement dans les forêts voisines. Sur mandat des ouvriers réunis eux aussi clandestinement, il décide la poursuite de la grève. Au bout de deux semaines, les autorités, constatant leur impuissance à casser le soviet et la grève, décident d'autoriser à nouveau ses réunions. La grève touche alors 70 000 travailleuses et travailleurs.

Le 6 juillet, le soviet organise une grande manifestation devant le palais du gouverneur. Les orateurs du soviet réclament *"Du pain pour les affamés, des conditions de vie humaines !"*, *"Du pain ! Du travail !"*

Le 7 juillet, le soviet informe le gouverneur que l'exaspération des travailleurs est telle qu'il décline toute responsabilité pour la suite des événements. Les patrons se décident alors à faire quelques concessions (augmentations de salaires, réduction de la journée de travail). Le soviet, après avoir consulté les ouvriers et les ouvrières de toutes les usines, décide d'arrêter la grève le 14 juillet. Plus de 40 000 travailleurs prennent part au meeting que le soviet convoque pour expliquer la décision.

Mais la grève dure encore jusqu'à la fin de la première semaine d'août dans de nombreuses entreprises. Aussi, jusqu'au 7 août, le soviet, réélu régulièrement, continue à fonctionner. Ainsi, pendant 72 jours, le soviet a, sous le contrôle permanent des ouvriers en grève, assuré la conduite de cette dernière et pris des décisions (comme la constitution d'une milice ouvrière ou la bataille pour fermer les débits de boisson) qui dressaient les ouvriers d'Ivanovo face au pouvoir tsariste.

Ce mouvement s'exprimera plus profondément encore dans les soviets qui naîtront deux mois plus tard, en octobre, à Saint-Pétersbourg, Moscou et d'autres grandes villes, et qui organiseront l'écrasante majorité de la classe ouvrière russe. C'est sans aucun doute pourquoi Staline, qui n'oubliait rien, au plus haut moment de la Grande Terreur contre-révolutionnaire, fera arrêter le président du premier soviet de l'histoire.

Le président du premier soviet de Russie : Avenir Nozdrine

DANS son journal, il avait écrit un jour de décembre 1923 : *“Dans notre passé (...), nous n’avons pas connu une seule nuit tranquille. La nuit, on venait frapper ou sonner à notre porte. Quel que fût celui qui frappait ainsi ou sonnait, on les prenait tous pour l’annonce de la venue des gendarmes.”*

Dans la nuit du 16 au 17 mars 1938, c’est le NKVD qui vint sonner à sa porte, à Ivanovo, et l’embarquer. La fille de Nozdrine vivait alors à Omsk. Le 17, elle reçut un télégramme : *“Papa malade. Viens de suite.”* Elle comprit aussitôt et dit à sa fille Irina, alors gamine : *“Mon père est manifestement arrêté.”* L’enfant protesta : *“Mais maman, voyons ? Une telle chose est-elle possible ? Voyons, mon grand-père est le président du premier soviet, et puis il est si vieux, il a 76 ans.”*

En 1990, elle a raconté ce qu’elle a pu savoir par des survivants. D’abord, un premier fait surprenant. Toute perquisition exige la présence d’un témoin vivant dans l’immeuble et qui signe le procès-verbal de perquisition. Les agents du NKVD s’adressèrent aux habitants du rez-de chaussée, qui refusèrent, puis la voisine de palier de Nozdrine, qui dit non elle aussi, à une époque où le refus d’obéir au NKVD pouvait équivaloir à la mort. Une finit par accepter et constata que le NKVD emporta les seuls biens qui se trou-

vaient dans l’appartement du vieux “président” : ses livres.

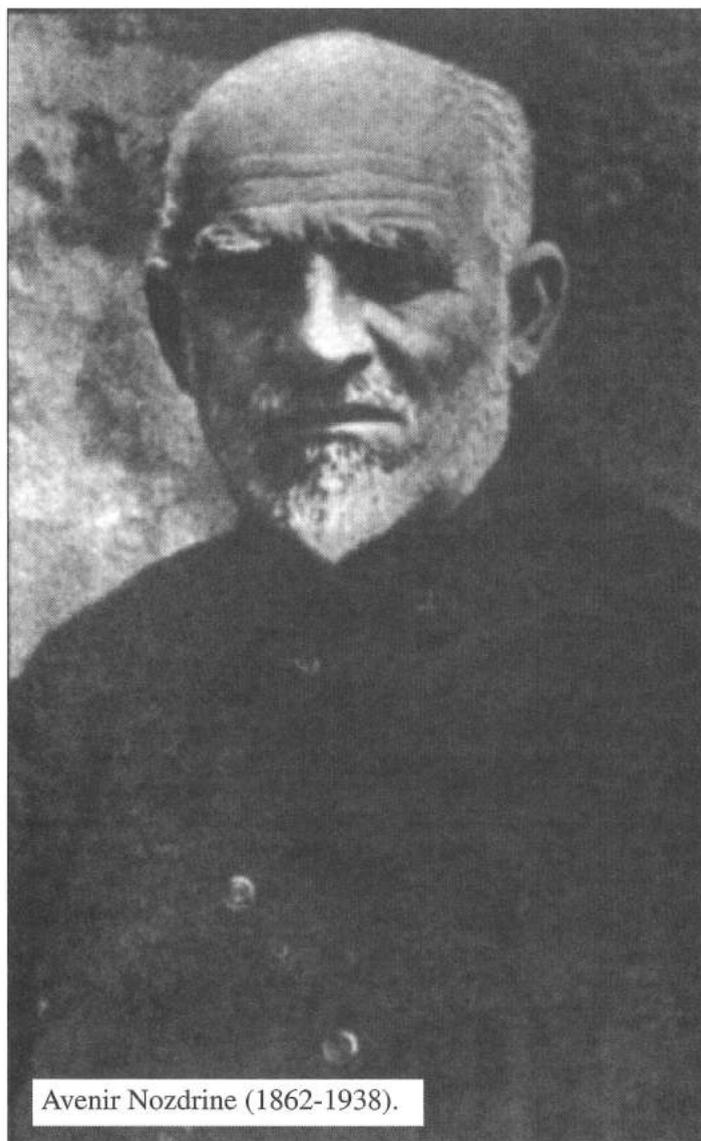
Pendant six mois, le NKVD battit et tortura le vieil homme, sans apparemment réussir à lui faire rien avouer. Mais ces interrogatoires musclés l’achevèrent : le 24 septembre, il mourut dans sa cellule. On jeta son cadavre dans une fosse commune. En 1985, on procéda à une exhumation symbolique pour l’enterrer dans le cimetière des vieux-bolcheviks.

Lorsque le soviet d’Ivanovo-Voznessensk fut fondé, de nombreux militants de la social-démocratie russe y déployèrent une large activité, dont plusieurs bolcheviks, qui connaîtront plus tard une “carrière” fulgurante : Frounzé, qui succédera plus tard à Trotsky comme commissaire à la Guerre ; Boubnov, qui sera plus tard membre du comité central du Parti bolchevique, commissaire du peuple à l’Instruction publique ; Postychev, qui sera membre du bureau politique sous Staline, épurateur sanglant de l’Ukraine, avant d’être lui-même liquidé ; d’autres moins connus : Afanassiev, Dounaiev.

Et pourtant, ce fut Avenir Nozdrine, ouvrier graveur, né en 1862, âgé donc de quarante-trois ans, poète à ses heures, à l’époque membre d’aucun parti, qui fut élu à l’unanimité président du soviet et le resta pendant les

soixante-douze jours de l'existence du soviét. Les gendarmes du tsar multiplièrent les perquisitions à son domicile, les Cent-Noirs monarchistes mena-

cèrent de l'abattre. Il fut finalement exilé et placé sous surveillance de la police. Il soutint ensuite la révolution de Février et la révolution d'Octobre.



Vladimir Smirnov

Vladimir Smirnov, dont nous publions ci-après un dossier qui nous a été communiqué par son fils, fut l'un des dirigeants du groupe d'opposition constitué en 1919 au sein du Parti bolchevique et qui prit le nom de Centralisme démocratique (ou "décistes", d'après les initiales russes de Demokratitcheski Tsentralism). Ce groupe, dont la plupart des membres étaient issus des "communistes de gauche" de 1918 hostiles à la signature de la paix de Brest-Litovsk, dénonce alors les excès de la centralisation et la généralisation des méthodes autoritaristes de commandement dans le parti.

Il entre dans l'Opposition unifiée constituée en 1926 par Trotsky, Zinoviev et Kamenev. Mais, dès 1927, il s'en distingue en affirmant que la contre-révolution avait triomphé en URSS, que le Parti bolchevique stalinisé n'était plus redressable et qu'il fallait sans tarder s'atteler à la construction d'un nouveau parti ouvrier. Il était sur ce point en désaccord avec Trotsky et les trotskystes dits "orthodoxes", qui, jusqu'en juillet 1933, menèrent une activité d'opposants au sein du parti russe et de l'Internationale communiste.

Les dirigeants "décistes", dont leur principal théoricien, Sapronev, furent fusillés. Vladimir Smirnov fut fusillé le 25 mai 1937.

Dossier n° 208 (notice biographique)

VLADIMIR MIKHAÏLOVITCH SMIRNOV, né en 1887 dans la famille d'un employé. A achevé la section économique de l'Université de Moscou. Economiste de profession, Smirnov a adhéré au parti en 1907 et a commencé à travailler comme propagandiste dans l'arrondissement de Zamoskvoretchie, à Moscou. Pendant les années de réaction, il a pris part au groupe d'initiative chargé de rétablir

l'organisation de Moscou et au journal *Nach Pout* ("Notre Chemin").

Il fut arrêté avec tout ce groupe. Il fut mobilisé en 1914 comme adjudant dans l'artillerie. Revient du front à Moscou en avril 1917 et travaille comme collaborateur, puis comme membre du comité de rédaction de la revue *Social-Democrat*, et participe en même temps à l'activité du comité de Moscou et au bureau régional du parti.

Est délégué du soviet de Moscou à la conférence démocratique. Appartient au comité militaire révolutionnaire pendant la révolution d'Octobre. Puis travaille dans la commission financière du soviet de Moscou, de décembre 1917 à mars 1918, se trouve à Petrograd en tant que membre du conseil supérieur de l'Economie nationale et du commissariat du peuple au Commerce et à l'Industrie. Lors du VII^e Congrès du parti, est élu à la commission de révision du programme du parti.

Pendant le débat sur la conclusion de la paix de Brest-Litovsk, il appartient au groupe des communistes de gauche et démissionne avec eux du Conseil des commissaires du peuple. Il est l'un des collaborateurs de la revue *Communiste*, qui était alors l'organe des communistes de gauche.

En août 1918, il est envoyé sur le front Est, où il travaille comme chef de l'artillerie de la 5^e armée, puis comme membre du conseil militaire révolutionnaire. A partir de 1919, sur le front Ouest, en qualité de membre du conseil militaire révolutionnaire de la 16^e armée, puis comme chef de la 8^e division. A partir de mai 1920, il est démobilisé et affecté à un travail régulier dans

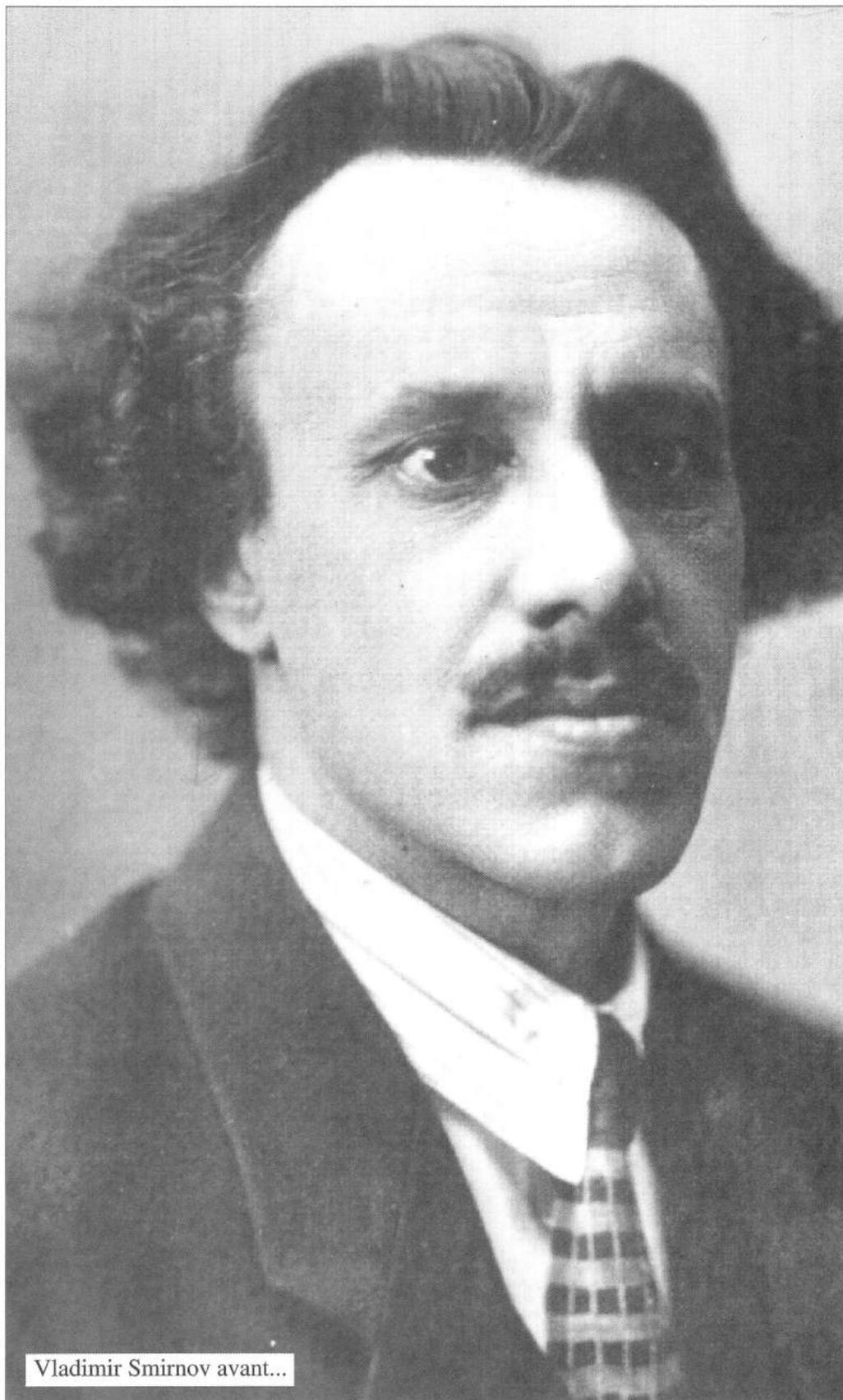
le domaine économique comme membre du collège industriel du conseil supérieur de l'Economie nationale d'Ukraine, comme membre du collège de la commission technique du conseil du Travail et de la Défense et, à partir d'août 1921, au Gosplan (commission de la planification), comme membre du collège et président de la section financière jusqu'en octobre 1926. A l'heure actuelle, travaille comme membre du collège de la direction centrale des statistiques.

Par décision de la commission de contrôle de Moscou, a été exclu du Parti communiste russe en septembre 1926 pour activité fractionnelle. Suite à sa déclaration du 26 novembre 1926 à la commission centrale de contrôle, dans laquelle V. Smirnov reconnaît que la lutte fractionnelle dans le parti est nuisible et considère comme obligatoire pour lui-même toutes les résolutions des congrès, conférences, organismes dirigeants du parti et prend l'engagement d'abandonner les méthodes de défense de ses opinions contenant des éléments de fractionnisme, la commission centrale de contrôle l'a rétabli dans les rangs du Parti communiste de Russie (bolchevique).

Le 7 avril 1927



Vladimir Smirnov (1887-1937) une fois traité par le NKVD.



Vladimir Smirnov avant...

Résumé d'une lettre de cinq pages envoyée par Vladimir Smirnov de l'isolateur de Verkhne-Oural'sk, en date du 10 mars 1930 (contenu approximatif)

A PPEL à écarter les désaccords. L'accès du prolétariat au pouvoir par la voie réformatrice est désormais impossible.

Appel à écarter les désaccords. Une revue.

Nous devons nous considérer comme les héritiers directs du bolchevisme révolutionnaire et pas des bolcheviks-léninistes (1).

Appel à étudier : L'Etat et la révolution de Lénine, L'Origine de la famille, d'Engels, Le 18 Brumaire.

Le passage à la NEP. Tentative idiote de pousser le paysan à coups de matraque dans le "paradis" du socialisme (2).

La tactique, le slogan des soviets à diverses périodes d'Octobre. Contre «la révolution permanente» (3). Sur cette base, élaborer une position com-

mune. La publication d'une revue est prématurée.

Sur les trotskystes. Il y a parmi eux de bons garçons, mais dans l'ensemble c'est un courant qui nous est étranger. Ils forment un groupe opportuniste du type des anciens mencheviks » (4).

Notes de la rédaction

(1) Smirnov refuse de s'associer à l'appellation adoptée par les militants de l'Opposition de gauche, habituellement qualifiés de "trotskystes".

(2) Allusion à la collectivisation forcée et brutale déclenchée depuis l'automne 1929 et qui contraignait des millions de paysans à entrer de force dans les kolkhozes (fermes collectives) en leur confisquant souvent tous leurs biens, même leurs poules et leurs bottes.

(3) Sans doute parce que la "révolution permanente" repose sur l'idée que le développement mondial des forces productives engendré par le capitalisme et la division mondiale du travail exigent pour la victoire du socialisme la révolution dans les principaux pays avancés.

(4) Cette caractérisation fait allusion au refus de l'Opposition de gauche d'appeler à ce moment-là à la création d'un second parti et à sa politique de redressement du parti dirigeant.

Lettre à lejov de quatre détenus (dont Vladimir Smirnov) après la mort d'Elzear Solntsev

Elzear Solntsev (1900-1937), économiste, adhéra au Parti bolchevique en 1917, fut un des principaux dirigeants de l'Opposition de gauche dans les prisons et les camps, jusqu'à sa mort à la suite d'une grève de la faim.

COPIE de la déclaration — non acceptée par nous (1) — transmise collectivement par les détenus politiques trotskystes d'un seul bâtiment du premier groupe de promenade (lancé dans la fenêtre de la prison) :

“Au commissaire du peuple à l'Intérieur de l'URSS”

« Il y a quelques jours, nous avons appris la mort du camarade Solntsev dans un camp de concentration de Sibérie.

Au cours de l'automne 1929, le camarade Solntsev, se trouvant en exil, fut arrêté et envoyé pour trois ans en isolateur politique. A l'expiration de cette peine, on lui rajouta deux années supplémentaires et il ne fut “libéré” de l'isolateur politique de Souzdal que pour être envoyé en exil.

Mais, dès la fin de l'été 1935, pendant la campagne panique d'arrestations développée pendant cette période, il fut déporté au Siblag (2) et soumis là à toutes les humiliations du régime concentrationnaire. En février 1936, il déclara la grève de la faim pour exiger l'arrêt de ces mauvais traitements et son envoi en exil.

On le laissa de sang-froid continuer sa grève de la faim pendant quinze

jours, puis on répondit favorablement à ses revendications, mais il était déjà trop tard : il mourut deux jours après avoir interrompu sa grève de la faim, mais l'administration prétendit qu'il était mort d'un arrêt du cœur. Avec leurs mœurs de bandits, ses assassins se sont efforcés de dissimuler leur crime et ont tenté de convaincre ses parents que sa mort était due à des “causes naturelles”.

Mais ce n'était pas là votre premier crime. Déjà Boutov, Gogol, Perevertsev sont morts des suites de leur grève de la faim. Papermeister est mort en prison, où vous l'avez maintenu par basse vengeance ou par lâcheté, alors qu'il était gravement malade. Il y a peu de temps, est mort à la suite de vos mauvais traitements, dans le même Siblag, V. I. Ousouguine, que vous aviez affecté à des travaux pénibles alors qu'il était malade au dernier degré, toute la partie inférieure de son corps couverte de plaques sanglantes. Ce sont les noms qui sont parvenus à notre connaissance, mais vous, vous en connaissez certainement bien d'autres !

Vous êtes tombés moralement si bas que vous vous vantez quasiment de vos cruautés, en déclarant à votre propre usage et pour ceux à qui vous ne pouvez cacher vos crimes, que vous mènerez “une lutte impitoyable contre les

ennemis du prolétariat". Mais seule la contre-révolution perfide et lâche peut ainsi réprimer ses adversaires. La tromperie, la violence et l'hypocrisie sont les fondements mêmes sur lesquels repose la caricature lamentable du pouvoir des soviets que vous avez fabriquée en trahissant la cause du prolétariat et de la révolution d'Octobre.

Pour manifester notre deuil du camarade Solntsev, mort dans la lutte

pour la cause du prolétariat et du communisme, et notre mépris vis-à-vis de ses assassins, nous décrétons une grève de la faim de protestation de deux jours, les 10 et 11 juillet.

Le 9 juillet 1936

**Iou. Azagarov, I. Poudovkine,
V. Smirnov, N. Fomine**

(1) Le gradé du NKVD (NDR).

(2) Camp de concentration de Sibérie (NDR).

Interrogatoire de Vladimir Smirnov (20 avril 1937)

QUESTION : Vous étiez l'un des organisateurs et des dirigeants du groupe contre-révolutionnaire déciste à Moscou ?

Réponse : *Je suis l'un des organisateurs du groupe déciste.*

Q. : L'instruction est informée que vous avez à l'égard du système soviétique et du gouvernement soviétique une attitude d'hostilité implacable. Le confirmez-vous ?

R. : *Je suis hostile au gouvernement existant en ce moment en URSS.*

Q. : L'instruction est informée que lorsque vous vous trouviez en exil en 1929 dans l'Oural, vous avez mené un travail systématique de propagande et d'organisation destiné à rétablir et renforcer l'activité déciste clandestine. Le confirmez-vous ?

R. : *Je confirme que j'ai effectué un travail de propagande en correspondant avec mes camarades d'opinion. Je n'ai pas mené un travail d'organisation, ce qui a été reconnu par la décision de la*

conférence spéciale qui m'a reconnu coupable d'un délit prévu à l'article 58-10 du Code pénal, malgré les conclusions du juge d'instruction, qui m'accusait du délit prévu à l'article 58-11.

Q. : Vous avez diffusé en 1929 toute une série de documents de caractère anti-soviétique, en particulier un texte sur "la crise de la politique petite-bourgeoise", dans lequel vous avez posé la question du renversement du pouvoir soviétique.

R. : *J'ai diffusé une lettre portant ce titre, mais, comme il ressort de son intitulé même, elle posait la question du rétablissement du pouvoir soviétique et non de son renversement.*

Q. : L'instruction est informée que, lors de votre internement au début de 1930 dans la prison de Souzdal, vous n'avez cessé de maintenir un lien illégal avec les décistes détenus et vous avez entrepris de recruter des trotskystes dans le groupe Centralisme démocratique ; vous avez enfin participé à la création d'une revue déciste en prison. Confirmez-vous ces faits ?

R. : *Lors de mon internement à la prison de Souzdal, je n'ai échangé de correspondance illégale qu'avec Bourkhartysevo. Je n'ai recruté aucun des trotskystes, bien que j'aie eu avec eux des discussions portant sur des problèmes politiques. En ce qui concerne la revue, il n'y a pas eu de revue déciste publiée dans la prison de Souzdal. Dans la prison de Verkhné-Oural'sk, où j'ai été détenu environ un mois, l'édition d'une revue de ce type a été envisagée et je lui ai fourni deux ou trois articles.*

Q. : Avec quels décistes avez-vous établi une liaison lors de votre exil à Oïrot-Toura ?

R. : *Lors de mon exil à Oïrot-Toura, je n'ai échangé de correspondance politique avec personne. J'ai juste eu une correspondance personnelle avec Sapronov, Davydov, Khartchenko et quelques autres.*

Q. : Vous avez eu une activité déciste parmi les déportés d'Oïrot-Toura.

R. : *Non. J'ai juste eu des conversations politiques sur des thèmes politiques.*

Q. : Voici le texte des déclarations que vous avez adressées au commissaire du peuple à l'Intérieur de l'URSS, en da-

te du 4 janvier 1937, et au procureur de l'URSS, en date du 10 janvier 1937. Confirmez-vous être l'auteur de ces déclarations ?

R. : *Oui.*

Q. : Voici un constat rédigé par le chef de la prison de Souzdal, du 20 mars 1937. Confirmez-vous la réalité des faits exposés dans ce constat ?

R. : *L'exposition des faits dans ce constat est correcte. Seulement, je n'ai pas qualifié le chef de la prison d'ordure ; mais lors de la discussion entre nous, un accrochage s'est produit, au cours duquel nous nous sommes l'un l'autre qualifiés de sales types, de minables et de contre-révolutionnaires.*

Et j'ai effectivement qualifié le chef de la prison de fasciste, et lui, à son tour, m'a traité de complice d'Hitler.

Ma déposition a été lue et notée correctement à partir des mots que j'ai prononcés (suit une ligne incompréhensible).

A effectué l'interrogatoire : le chef de la deuxième division de la dixième section de la direction principale de la Sécurité d'Etat (GOUGB), le capitaine de la Sécurité d'Etat, Zilberman.

Jugement, verdict et condamnation à mort de Vladimir Smirnov

LE 26 mai à 17 h 22, on introduit Vladimir Smirnov dans la salle du tribunal, où ne se trouvent que les trois membres de la troïka chargés de le condamner et deux gardes. Personne d'autre. Cela n'empêche pas le président du tribunal de présenter à l'accusé "ses droits" et de lui deman-

der s'il récusé la composition du tribunal. Le tribunal sort pour "délibérer" (le verdict est évidemment déjà rédigé), il rentre et lit à Smirnov la sentence le condamnant à mort. A 18 heures, la séance s'achève. Les gardes sortent Smirnov de la salle et on le fusille sur le champ dans un sous-sol du tribunal militaire.

Jugement

26 mai 1937, Moscou

Président : juriste militaire Ulrich

Membres : juriste militaire de brigade I. M. Zarianov, juriste militaire du premier rang D. Ia Kandybine

Secrétaire : juriste militaire du troisième rang N. V. Kozlov (1).

La séance est ouverte à 17 h 22 minutes.

Le président informe que la cour examine l'accusation portée contre Smirnov Vladimir Mikhailovitch, accusé en vertu de l'article 58 § 8 et 58 § 11 (2) du Code pénal de la République socialiste soviétique de Russie.

Le secrétaire informe que l'inculpé est présenté au tribunal et que l'on n'a convoqué aucun témoin.

Le président vérifie l'identité de l'inculpé et lui demande s'il a eu communication de l'acte d'accusation.

L'inculpé répond par l'affirmative. On lui explique ses droits lors du jugement et on lui communique la composition du tribunal. L'inculpé ne présente aucune requête et ne récusé pas la composition du tribunal.

Sur proposition du président, le secrétaire donne lecture de l'acte d'accusation. Le président explique à l'inculpé l'essence de l'accusation qui lui est présentée et lui demande s'il se reconnaît coupable.

L'inculpé se reconnaît coupable de hooliganisme, reconnaît avoir dirigé un groupe contre-révolutionnaire, avoir eu une attitude hostile à l'égard du pouvoir soviétique et avoir eu une correspondance de caractère propagandiste avec des décistes (3). Pour le reste, il ne se reconnaît pas coupable. Il confirme les dépositions qu'il a faites lors de l'instruction préalable et, à une ques-

tion du président, répond : il a rompu avec les trotskystes en 1926 et n'a mené aucun travail. Il n'a mené aucune activité d'organisation avec les trotskystes, il a seulement échangé une correspondance avec eux. Il n'a recruté aucun trotskyste. Il a donné des articles pour une revue, mais il ne sait pas s'ils ont été imprimés. Les décistes considéraient qu'à cette époque le comité central du parti s'était écarté du pouvoir soviétique ; ils jugeaient donc qu'il fallait rétablir le pouvoir soviétique. Ils critiquaient la politique du pouvoir soviétique et du comité central du parti, qu'ils jugeaient nécessaire de renverser par la voie révolutionnaire, c'est-à-dire par la voie de la violence.

Le tribunal a en main toute une série de documents dans lesquels ses opinions contre-révolutionnaires sont exposées de façon précise et détaillée.

La séance du tribunal est déclarée close et l'inculpé est invité à prononcer une dernière déclaration, dans laquelle il déclare qu'il considère comme infondées les accusations portées contre lui, car jamais son groupe n'a pensé recourir à la terreur.

La cour se retire pour délibérer. A son retour de la délibération, le président donne lecture du verdict.

La séance est close à 18 heures.

Le président : le juriste militaire Ulrich.

Le secrétaire : le juriste militaire de troisième rang Kozlov.

Verdict

Au nom de l'Union des républiques socialiste soviétiques, le collège militaire de la Cour suprême de l'URSS (*suit l'énumération des trois juges et du secrétaire*), dans une séance à huis

clos tenue à Moscou le 26 mai 1937, a examiné l'accusation portée contre Smirnov Vladimir Mikhailovitch, né en 1887, employé, de commission des crimes prévus aux articles 58 § 8 et 58 § 11 du Code pénal de l'URSS.

L'enquête préalable et celle menée par le tribunal ont établi la culpabilité de Smirnov, qui a été l'organisateur et le dirigeant du groupe contre-révolutionnaire, nommé déciste, à Moscou, et membre du centre du groupe contre-révolutionnaire déciste ; après avoir été jugé pour son activité contre-révolutionnaire et se trouvant interné dans des lieux de détention jusqu'en février 1937, il n'a pas cessé son activité : en 1929, il a lui-même rédigé et diffusé une lettre dans laquelle il lançait des appels au renversement du pouvoir soviétique ; dans son activité contre-révolutionnaire, il a établi une liaison avec les contre-révolutionnaires décistes Sapronov, Sotnikov et autres, il a recruté des contre-révolutionnaires trotskystes dans le groupe déciste ; en janvier-mars 1937, il a écrit des lettres d'un contenu démonstrativement anti-soviétique adressées aux organes du gouvernement, il y avançait dans des termes violemment coléreux des affirmations calomniatrices fabriquées contre l'Union soviétique.

Ainsi est établie la culpabilité de Smirnov dans l'accomplissement des crimes prévus par les articles 58 § 8 et 58 § 11.

Sur la base de ce qui est ci-dessus exposé et en se fondant sur les articles 319 et 320 du Code pénal de la RSFSR, le collège militaire de la Cour suprême de l'URSS a condamné Smirnov Vladimir Mikhailovitch à la peine suprême, la fusillade avec confiscation des biens lui appartenant personnellement.

Le verdict est définitif, ne peut faire l'objet d'aucun appel. Sur la base du décret du comité exécutif central des soviets du 1^{er} décembre 1934, il est mis immédiatement à exécution.

(Suivent les signatures des trois juges.)

Attestation

Le verdict sur l'exécution de Smirnov Vladimir Mikhailovitch a été mis à exécution le 26 mai 1937. L'acte sur l'exécution du verdict est conservé dans les archives spéciales de la première section spéciale du NKVD de l'URSS, tome 2, feuille 59.

Le chef de la douzième division de la Ire section spéciale du NKVD de l'URSS, le lieutenant de la Sécurité d'Etat, Chevelev.

(1) Juge d'instruction qui sera ensuite en poste à Magadan, le centre administratif du camp de Kolyma (NDR).

(2) Article 58-8 : *"La commission d'actes terroristes visant des représentants du pouvoir soviétique ou des responsables d'organisations révolutionnaires, ouvrières et paysannes, et la participation à l'exécution de ces actes, fût-ce par des personnes n'appartenant pas à des organisations Contre-révolutionnaires, seront punies par les mesures de défense sociale mentionnées à l'article 58-2 du présent code"* (A savoir : la plus haute mesure de défense sociale... c'est-à-dire la fusillade ou la qualification d'ennemi du peuple avec confiscation des biens et retrait de la citoyenneté d'une république fédérée et par là même de la citoyenneté de l'URSS et l'expulsion définitive hors des frontières de l'URSS. En cas de circonstances atténuantes, la peine peut être abaissée à trois ans de privation de liberté avec confiscation de tout ou partie des biens.)

Article 58-11 : *"Une activité organisationnelle de toute nature tendant à préparer ou à commettre les infractions prévues au présent article, de même que la participation à une organisation formée ou constituée pour préparer ou commettre une des infractions prévues au présent chapitre seront punies de mesures de défense sociale mentionnées aux articles correspondants du présent article"* (la mort).

(*"Mesure de défense sociale"* est l'expression du Code pénal pour dire *"châtiment"* ou *"peine"*, NDR.)

(3) Tout le reste montre que le bref compte rendu du tribunal interprète la déposition de Smirnov : *"hooliganisme"* renvoie aux échanges d'insultes avec le directeur de la prison, et Smirnov a toujours rejeté le qualificatif de *"contre-révolutionnaire"* accolé au groupe déciste, NDR.

Eva et Marc Broïdo, nés l'un et l'autre en 1877, ont laissé une trace dans le mouvement ouvrier russe comme militants mencheviques. Mark Broïdo sera élu en 1907 membre du comité central du Parti ouvrier social-démocrate russe. En mars 1917, il appartiendra au comité exécutif des soviets de Petrograd au titre de la fraction menchevique. Il se définira alors un peu bizarrement comme "*menchevik-internationaliste, défenseur révolutionnaire*" (c'est-à-dire partisan de la guerre contre l'Allemagne à des fins révolutionnaires).

Eva et Mark Broïdo avaient auparavant joué un grand rôle dans la bataille dite de la Romanovka, à laquelle fait allusion le texte ci-après, republié de la revue *Combat marxiste* (n° 28-29, février mars 1936).

La Romanovka est le nom d'une énorme maison dans la ville de Iakoutsk, en Sibérie, où vivaient des exilés. En 1889, à Iakoutsk, le gouverneur avait réprimé une protestation d'exilés en faisant abattre six d'entre eux et condamner les autres à mort. En 1904, le gouverneur général de la Sibérie orientale, le comte Koutiassov, décida que l'Etat ne paierait plus le voyage de retour des exilés à l'expiration de leur peine. Cela menaçait la grande majorité des exilés, sans ressources, d'un séjour à vie au fin fond de la Sibérie.

Les exilés de Iakoutsk protestèrent ; ils réclamèrent l'abrogation de la mesure et un certain nombre de droits (droit pour les exilés revenant chez eux de rencontrer des exilés sur le chemin du retour, droit de visiter les exilés des bourgades et villages voisins). Le comte Koutiassov refusa. Les protestataires se barricadèrent dans la maison Romanovka et s'armèrent comme ils purent.

Marc Broïdo était à l'intérieur, Eva Broïdo, chargée de deux enfants en bas âge et de sa mère, resta à l'extérieur. Les soldats prirent d'assaut la maison, tuant un exilé, en blessant grièvement deux, et perdant deux d'entre eux dans la bataille acharnée qui se déroula alors. Les révoltés échappèrent de douze ans de bague ("*katorga*", c'est-à-dire avec les fers aux pieds). Marc Broïdo s'échappa peu après.

Eva et Mark Broïdo quittèrent la Russie soviétique à la fin de 1920 et participèrent à la fondation de la publication menchevique *Le Courrier socialiste*, avec Martov. Après avoir rédigé des mémoires publiés en anglais en 1967 par sa fille Vera (Eva Broïdo, *Memoirs of a revolutionary*, Oxford University Press), Eva Broïdo partit en 1927 en URSS prendre contact avec des groupes mencheviques clandestins.

Le texte ci-après évoque son arrestation et ses diverses condamnations. Eva Broïdo fut fusillée au lendemain de l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht.

La déportation de la menchevique Eva Broïdo

COMMUNICATIONS sur la situation des prisonniers politiques publiées par la commission d'enquête instituée par l'Internationale ouvrière socialiste (supplément aux *Informations internationales*).

Prière d'adresser tous les envois concernant la commission sur la situation des prisonniers politiques, au secrétariat de l'Internationale ouvrière socialiste (Belgique), 162, rue de Laeken, Bruxelles.

Le 23 janvier 1936

La vieille social-démocrate Eva Broïdo, membre du comité central et de la délégation à l'étranger du Parti social-démocrate de Russie (mencheviks) et déléguée de ce parti au Comité international des femmes socialistes, se rendit au mois de novembre 1927 illégalement en Russie pour y entrer en relation avec les groupements menchevistes.

Elle s'y rendit illégalement parce qu'elle n'avait aucun espoir et absolument aucune possibilité d'obtenir du gouvernement soviétique un passeport et un visa. Les organisations du Parti menchevique qu'elle allait visiter étaient également illégales, car, en Union soviétique, le parti régnant dispose du monopole politique absolu et il n'est accordé

aucune liberté d'opinion ou d'expression à ceux qui professent d'autres opinions.

Après quelques mois, la citoyenne Broïdo fut trahie par un provocateur de la Guépéou ; l'omnipotence secrète était parvenue à s'introduire dans les rangs des mencheviks illégaux. Sans aucune enquête ni procédure en justice, sur l'ordre pur et simple des autorités policières, la citoyenne Broïdo fut "condamnée" à trois années de prison solitaire dans les célèbres "isolateurs politiques" de Souzdal.

Complètement isolée du monde extérieur et même des camarades qui se trouvaient dans la même prison, cette courageuse femme, qui, à ce moment, avait déjà bien dépassé la cinquantaine et était même grand-mère, fut maintenue pendant trois ans dans une cellule froide et humide.

Les conséquences de ce traitement furent le retour de son ancienne affection des poumons et l'apparition de rhumatismes. Mais lorsque son temps fut accompli et que la citoyenne Broïdo allait être libérée, vint une nouvelle "condamnation" : cinq ans de déportation !

Ces cinq longues années, la citoyenne Broïdo les passa à Tachkent, dans le Turkestan. A des milliers de kilomètres de ses amis, de ses camarades, de sa famille, dans un isolement politique et personnel absolu, souffrant de la sécheresse du climat, elle dut, pour ne pas mourir de

faim, travailler chez un pharmacien, comme employée misérablement payée. Son seul espoir était de pouvoir, à l'expiration de sa peine, retourner en Russie occidentale, ou peut-être même en Europe auprès de ses enfants. Cette espérance se trouvait renforcée par les efforts de ses amis étrangers, en particulier des femmes socialistes d'Angleterre et de quelques hommes politiques influents de France et d'ailleurs, qui, à diverses reprises, réclamèrent du gouvernement soviétique la libération de la courageuse socialiste.

Mais les camarades étrangers qui avaient espéré que leurs interventions seraient couronnées de succès avaient sous-estimé la soif de vengeance de la Guépéou. La citoyenne Broïdo n'a pas seulement commis le crime impardonnable d'appartenir à la social-démocratie internationale, elle a fait pis encore : même en prison et dans la déportation, elle s'est permis de rester fidèle à son idéal.

C'est pour cela que la vengeance de la Guépéou la frappa à nouveau. Lorsqu'en janvier de cette année, sa période de déportation prit fin, elle fut à nouveau condamnée à la déportation. Elle sera déportée pour cinq nouvelles années, cette fois à Oulala, à la frontière de la Mongolie. Tachkent était au moins une ville et le chemin de fer y passe. Oulala n'est qu'un petit trou, à 150 kilomètres de la station de chemin de fer la plus proche. La poste n'y parvient qu'une fois par semaine. Pour aller de Tachkent à Oulala, il faut sept à huit jours d'un voyage compliqué en chemin de fer.

Nous l'avons déjà dit, la citoyenne Broïdo est une vieille so-

cialiste. Elle milite dans le mouvement ouvrier depuis les années 1890, soit depuis quarante ans. Sous le tsarisme, elle fut à plusieurs reprises emprisonnée et déportée. En 1904, elle participa à Yakoutsk au "siège de Romanov", célèbre dans l'histoire du mouvement révolutionnaire, et fut l'une des rares femmes qui fut arrêtée avec les autres camarades et condamnée à plusieurs années de travaux forcés. Ses souvenirs de cette époque ont été édités sous le titre *Eclairs de la révolution*, à l'étranger, en allemand et en d'autres langues, et même en russe en 1928... aux Editions de Moscou !

A présent, on veut ruiner cette courageuse et inébranlable révolutionnaire, âgée de plus de 60 ans, par de continues réclusions et déportations. Huit années de châtement ne suffisent pas à étancher la soif de vengeance de la Guépéou : on lui inflige cinq nouvelles années dans des conditions aggravées.

Tout cela se passe en l'an 1936, après dix-neuf années de régime soviétique.



Eva Broïdo (1877-1941) (?).

**Une grève
de la faim
des trotskystes
à Vorkouta**

Le camp de Vorkouta a été le siège en 1936 et 1937 de plusieurs grèves de la faim déclenchées par des convois de trotskystes. Plusieurs récits de plusieurs de ces grèves de la faim ont déjà été publiés, en particulier dans les souvenirs de l'ancien dirigeant de l'Internationale communiste, Joseph Berger (*Nauffrage d'une génération*, Grasset) et dans les *Cahiers Léon Trotsky* (n° 53).

Celui qui figure ci-après est extrait du dossier constitué par le NKVD sur cette grève et en particulier sur deux dirigeants trotskystes, Socrate Gevorkian et Grigori Iakovine, arrivés au camp après la grève, condamnés à mort par la troïka (commission de trois membres) du NKVD de la province d'Arkhangelsk le 25 décembre 1937 et fusillés le 1^{er} mars 1938.

Je me suis procuré une photocopie de ce dossier auprès d'un gradé de l'ex-KGB.

Le récit de la grève est fourni par un "témoin" convoqué par le NKVD. D'où les qualificatifs qui accompagnent le plus souvent le mot "trotskyste".

La grève de la faim dure du 18 octobre 1936 au 8 février 1937. Elle s'achève sur des concessions de l'administration du camp aux grévistes.

On remarquera que l'interrogatoire du témoin à charge date du 12 septembre 1937, soit sept mois après la fin du mouvement. C'est donc une décision prise à Moscou. Cette décision répond à deux exigences :

- la liquidation de tous les opposants anciens et actuels ;**
- la liquidation des trotskystes, qui, dans les camps, organisent la résistance collective, comme le souligne le juge d'instruction Kozlov dans son témoignage.**

Le récit d'un témoin à charge

LE 12 septembre 1937, je sous-signé, plénipotentiaire de la troisième division de la première section de la station Ous, de Oukhetchlag (1), du NKVD, Dmitriev, en vertu de l'article 162-165 du Code pénal, ai interrogé l'individu ci-dessous cité en qualité de témoin.

Ce dernier a indiqué :

Identité : Abiks Rudolf Petrovitch, né en 1901 à Bakou, de nationalité allemande, d'origine ouvrière. Situation sociale : employé, formation militaire supérieure, ancien membre du PCR(b) de 1918 à 1935, exclu pour lien avec l'opposition, condamné en 1936 par la conférence spéciale du NKVD à cinq ans de réclusion pour activité contre-révolutionnaire trotskyste. *"Ai été prévenu de la responsabilité encourue en cas de faux témoignage, en vertu de l'article 95 du Code pénal"* (Abiks).

Interrogatoire

Question : *Depuis quand travaillez-vous dans la section sanitaire n° 1 en qualité d'aide-soignant ?*

Réponse : Je travaille en qualité d'aide-soignant depuis le 20 octobre 1936 et, pendant la grève de la faim, je me suis occupé du suivi des grévistes.

Q. : *Dites-moi ce que vous savez de la préparation de la grève de la faim collective effectuée par les trotskystes ?*

R. : La grève de la faim collective a été préparée de façon organisée et me-

née par un groupe de trotskystes contre-révolutionnaires "orthodoxes", qui s'intitulaient d'ordinaire "bolcheviks-léninistes" ou, plus tard, "révolutionnaires". Jusqu'à l'arrivée des convois de 1936, composés, dans leur écrasante majorité, de condamnés pour activité contre-révolutionnaire trotskyste, les grèves de la faim ne constituaient que des cas isolés.

Après l'arrivée du convoi du 9 août 1936 commencent à apparaître des signes de préparation d'une grève de la faim collective dans tous les points et secteurs de Vorkouta. L'arrivée du convoi du 9 août fut marquée par plusieurs conflits liés à des problèmes d'installation, de travail, d'alimentation, etc. Les zeks de ce convoi exigèrent d'être affectés à des tâches correspondant à leur qualification, réclamèrent l'attribution d'une "ration de politique" et exigèrent d'être logés dans des baraquements distincts de ceux des détenus condamnés en vertu d'autres articles du Code pénal.

C'est de ce convoi que se dégagèrent les organisateurs et les dirigeants de la préparation de ce mouvement collectif, entre autres : Donadzé, Kras-kine, Bergman, Gourovskaja, Epstein, Slitinski, Zaslavski, Ekhoudziak, Sadjaia, Voulfovitch, Stern, Kounina, Routouzer, Tsemakh et autres.

Peu après arrivèrent encore deux autres convois, parmi lesquels se manifestèrent d'autres organisateurs et dirigeants de la grève de la faim et les participants les plus actifs de ce mouvement, à savoir : Aronov, Grunman,

Bourlii, Dvinski, Pliso, Toptchiak, Popandopolo, Sandler, Polevoï, Polevaia, Guenkina, Lobkovski, Sourina, Souliko, Elissieiev, etc.

Avant leur arrivée à Vorkouta, les trotskystes avaient déjà organisé une grève de la faim à Arkhangelsk, où un groupe de détenus internés en isolateurs politiques et de trotskystes "orthodoxes" transférés de leur lieu d'exil s'était efforcé d'entraîner dans la grève de la faim divers groupes de condamnés au cours de l'année 1936.

Au témoignage de l'un des participants à la grève de la faim collective, Makarov (de la section sanitaire), les "orthodoxes" développèrent leur agitation à partir du procès Zinoviev-Kamenov, en qualifiant ce procès de mise en scène visant à tromper le peuple, comme cela se pratiquait auparavant ; ils expliquèrent leur situation aux détenus, les effrayèrent en leur parlant des conditions de travail et d'existence de type "travaux forcés", etc. Néanmoins, aucun détenu ne fit écho à cette agitation trotskyste.

Arrivé à destination, le groupe de grévistes de la faim suspendit son mouvement et passa au régime d'après-grève. A la fin de la période de transfert, le pain et d'autres produits vinrent à manquer. Les trotskystes "orthodoxes" et leurs associés utilisèrent cette interruption dans le ravitaillement et entreprirent à nouveau de pousser les détenus convoyés à organiser une protestation collective en refusant d'accepter la nourriture fournie et à entrer en conflit avec l'administration du convoi. Cette provocation rencontra un certain succès, mais des mesures prises permirent de ravitailler le convoi et le conflit fut liquidé, mais les "trotskystes orthodoxes" avaient réussi à acquérir une certaine influence et on commençait à prêter l'oreille à leurs déclarations.

Après son arrivée à la station de Ous, le 28 septembre 1936, le convoi fut affecté à des travaux, réparti dans les tentes et les baraquements, une partie fut envoyée à la mine, mais il y eut des conflits avec l'administration du

camp, qui furent systématiquement gonflés. Au moment de l'arrivée de ce convoi à la station Ous et à la mine, s'étaient formés des groupes et des groupuscules d'"orthodoxes" dans les convois arrivés le 9 août 1936 et à d'autres dates encore, et qui commençaient à préparer le déclenchement d'une grève de la faim collective.

Dans la section sanitaire, en août-septembre, se trouva un groupe de grévistes de la faim (Sharfgartz, Ioffé, Tsouritchenko, Kassabov, Keller et autres). De plus, étaient alités comme malades quelques individus qui sympathisaient avec ce groupe (Kessel, Troufanov, Vassenine, Mouromtsev) et qui sont entrés partiellement dans la grève de la faim collective. Un certain nombre d'individus sont venus d'Ous pour "rendre visite" aux malades : V. B. Bergman, B. Kh. Epstein et, à la fin de septembre, Ch. A. Polevaia-Guenkina sont venus rendre visite surtout aux individus qui sympathisaient avec le groupe des "orthodoxes" en grève. Après ces visites, l'activité d'opposition des grévistes, leur agressivité s'accroissaient continuellement. Certains malades visités par ces "émis-saires" faisaient des déclarations affirmant "*qu'allaient venir des gens qui allaient fondamentalement modifier le régime existant dans le camp, etc.*", à l'égard des détenus politiques.

Mouromtsev allait de salle en salle et assurait les malades que l'administration du camp avait déjà fait des concessions, était d'accord pour séparer les détenus condamnés en vertu d'autres articles du code des détenus politiques trotskystes et leur proposer le libre choix de leurs voisins de baraquements, accorder une ration de détenu politique, etc. D'un autre côté, des voix s'élevaient en nombre croissant, annonçant une grève de la faim de masse.

A la station d'Ous, le recrutement se développait de cette façon, mais comme des mesures furent prises pour entraver les liens entre les détenus, le groupe d'Ous qui préparait la grève de la faim établit une liaison avec le grou-

pe du centre minier, grâce à des conducteurs de trains de marchandises qu'ils recrutèrent, etc. A la station d'Ous et au centre de répartition des détenus, les "orthodoxes" effectuaient un travail de recrutement intensif partout où ils pouvaient s'infiltrer ; cependant, ils n'obtenaient de succès qu'auprès des nouveaux arrivants. Il faut remarquer en passant que, parmi les 72 grévistes de la faim de la section sanitaire, il n'y avait pas un seul droit commun et pas un seul "ancien de Vorkouta". Ce n'est pas le fait du hasard : la grande masse des détenus travaillant à la production et dans les diverses subdivisions ne marchait pas dans la provocation trotskyste.

Q. : Dites-nous ce que vous savez sur la structure et les formes d'organisation des trotskystes grévistes ?

R. : Au milieu d'octobre, divers groupes de détenus trotskystes "orthodoxes", qui avaient projeté et préparé la grève de la faim collective, considéraient manifestement leurs liens entre eux comme suffisamment établis et jugèrent le moment venu d'avancer leurs revendications. D'après le récit de certains participants à la grève (Makarov, Popandopolo, Faerman), quelques variantes de la déclaration de grève furent établies à partir d'un texte de base unique, élaboré par un groupe central établi à la mine. Cependant, par endroits, les grévistes recrutés modifièrent tel ou tel aspect du texte pour des raisons tactiques.

Au témoignage de Makarov, les détenus qui se trouvaient dans son baraquement et qui travaillaient aux chemins de fer refusèrent de signer la déclaration que leur avait transmise S. S. Goulko, car ils n'étaient pas d'accord avec l'analyse de la situation politique et économique de l'Union soviétique donnée en préambule du texte dans l'esprit habituel de la calomnie trotskyste. Alors les recruteurs, Goulko et les autres, acceptèrent de retirer le préambule et de conserver seulement les exigences économiques et sur les conditions de vie. Ce n'est qu'en agis-

sant ainsi que les recruteurs réussirent à contraindre les gens à signer leur déclaration. Il faut remarquer que, dans le groupe central des dirigeants de la grève, qui élaborait le texte de la déclaration de grève, il n'y avait pas non plus d'unité sur le caractère de l'action, sur son orientation et sur ses buts.

J'ai appris d'une source sûre que, dans le groupe central, une discussion s'est engagée entre les trotskystes "orthodoxes" et le déciste Slitinski sur l'introduction et les conclusions. Slitinski insistait pour formuler un jugement très vif de la situation politique en URSS et sur la nécessité d'avancer dans la déclaration de grève de la faim toute une série de revendications politiques. L'autre courant voulait simplement donner une appréciation politique et avancer seulement des revendications économiques et de conditions de vie, en affirmant que le fait même de décréter une grève de la faim collective était une manifestation politique et que des revendications politiques pouvaient freiner l'engagement dans le mouvement d'un cercle plus large d'individus. C'est ainsi que le texte fut ensuite diffusé vers la base pour la collecte de signatures.

Toute la direction du travail d'organisation et de déroulement de la grève de la faim a manifestement été confiée à un groupe central dans la mine ; c'est de ce centre que partaient toutes les directives adressées aux starostes dans les divers secteurs (lagpunkty) de la mine de Vorkouta et ces derniers, à leur tour, dirigeaient les starostes des divers baraquements. C'est donc dans la mine qu'était rassemblé le groupe central, qui réunissait et diffusait toute l'information sur le déroulement de la grève de la faim, sur tel ou tel conflit, et qui, ensuite, diffusait l'information reçue de divers secteurs.

A cette fin, le "comité" disposait de gens qui assuraient la liaison entre les secteurs (lagpunkty), qui, formellement, ne faisaient pas la grève et qui ne s'étaient pas déclarés grévistes ; c'est en particulier à cette fin, sous le prétexte de rendre visite à son frère,

qui faisait la grève de la faim, que Rosa Natanovna Rappaport venait à la section sanitaire. La plupart du temps, pour transmettre leurs informations, ils utilisaient des livres.

Il faut remarquer en passant que la majorité des femmes, tant dans la période de préparation que — et surtout — pendant la tenue de la grève, remplissaient les fonctions d'agents de liaison. L'activité de Polevaia-Guenkina, Epstein, Gourovskaia et Sourina en ce sens fut particulièrement remarquable. En même temps, elles déployèrent une agitation active et parfois ouverte, tant pendant le transfert (Kounina, Epstein, Stern et Gourovskaia) que pendant la période de la grève de la faim, en se permettant des déclarations ouvertes contre la politique du pouvoir soviétique, de l'actuelle direction du parti et du gouvernement. Se distinguèrent (*sic !*) particulièrement en cela Sourina, surtout après la décision prise d'arrêter la grève de la faim dans le bâtiment des femmes.

La liaison entre les divers secteurs du camp était organisée secrètement et ne s'effectuait que par l'intermédiaire d'un mot de passe. Ainsi, lorsque la décision fut prise d'arrêter la grève de la faim à la mine et au Syiag, pendant une durée de 16 à 18 heures, la grève de la faim ne fut pas interrompue à la section sanitaire parce que le "staroste" de la section sanitaire, Donadzé, n'avait pas réussi à vérifier l'authenticité de la consigne d'arrêter le mouvement. Et ce n'est que lorsqu'il eut reçu le mot de passe que la grève fut arrêtée.

Un tel ordre avait encore un autre sens, à savoir : la direction de la grève de la faim, les véritables organisateurs de la provocation, selon toutes les données, se tenaient dans l'ombre et peut-être même ne prenaient-ils pas part personnellement à la grève pour préserver leur liberté de prévision et d'action.

Dans la section sanitaire, on ne réussit pas pendant très longtemps à découvrir le véritable "staroste" de toute la section. Extérieurement, chaque salle avait un "staroste", unique

représentant indépendant des grévistes de la salle concernée.

Cependant, nos observations nous ont permis d'établir que toutes les mesures et actions des grévistes étaient dirigées à partir de la salle n° 10, où tentaient en permanence de pénétrer et de se faufiler les "starostes" ou les agents de liaison (femmes) des autres salles. Et pourtant, le "staroste" de la salle n° 10, Voulofovitch, ne donnait vraiment pas l'impression d'être un homme sur qui on ait pu faire reposer les actions des 72 grévistes de la faim de la section sanitaire, d'autant plus que certains des grévistes ne lui manifestaient aucun respect.

Cette impression fut bientôt confirmée. Une nouvelle élection remplaça Voulofovitch par Kraskine, un homme extérieurement plus solide et plus maître de lui, mais ce n'était pas lui non plus le véritable "staroste" de toute la section sanitaire.

Ce n'est qu'à la fin du mouvement que l'on découvrit le vrai "staroste" : Donadzé, qui, pendant toute la durée de la grève, se conduisit comparativement de façon plus paisible que les autres, qui ne se distinguait en rien et qui n'intervint jamais dans les discussions conflictuelles tant avec l'administration du camp qu'avec le personnel médical. C'est ainsi que fut définie la tâche de préservation des cadres dirigeants du mouvement et il est pour cette raison parfaitement possible que certains d'entre eux soient restés inconnus à ce jour

Q. : *Dites ce que vous savez sur l'ordre d'entrée des trotskystes dans la grève de la faim et sur le déroulement de cette dernière ?*

R. : La grève de la faim fut proclamée le 18 octobre 1936 et un premier groupe de 50 à 60 individus communiqua à la direction de la mine une déclaration de grève et cessa d'accepter la nourriture. Ensuite, selon la liste établie, se joignirent au mouvement de grève, le 24 octobre 1936, un groupe de femmes.

Une partie des individus gagnés par la propagande et des "orthodoxes" ne

furent pas entraînés dans la grève, mais conservés comme réserve pour des considérations d'ordre tactique et médical. En même temps que ces derniers, apparurent des déclarations de "solidarité" avec les grévistes. Ainsi, dans la section sanitaire, un groupe de malades, parmi lesquels se trouvaient un vieillard de 66 ans, Tsemakh, un tuberculeux au dernier degré, Kojevnikov, un malade atteint d'une névrose de l'estomac (*sic !*), Zaslavski, Sotnikov, Kessel et d'autres, affirmèrent leur solidarité avec les grévistes et se déclarèrent prêts à "*entrer dans le mouvement à la première exigence du comité de grève*". Par la suite, Tsemakh, pour des raisons particulières, fut adjoint au mouvement et Zaslavski, Sotnikov et Kojevnikov firent grève de cinq à vingt-deux jours en signe de solidarité,

Les grévistes de la station Ous furent dispersés par baraquements et placés en état d'hospitalisation. Au témoignage de Makarov, dès le troisième ou quatrième jour, le mécontentement commença à s'exprimer parmi les grévistes contre l'administration du camp, accusée de créer des "*conditions asiatiques*" de grève de la faim. Certains grévistes n'en étaient pas à la première grève de la faim ; il y avait 22 récidivistes parmi les 72 grévistes. Et les "vieux grévistes" manifestèrent leur mécontentement contre les "*méthodes asiatiques*" de la grève en affirmant que, dans les pays européens, on nourrissait les grévistes de la faim avec du chocolat et des aliments concentrés de haute qualité.

Ils jugeaient inadmissible qu'au troisième ou quatrième jour, on n'ait pas commencé à les nourrir, mais qu'on les ait laissés livrés à eux-mêmes en se contentant de les placer en hospitalisation. Ce mécontentement reflète très vivement l'orientation que suivaient et qu'avaient en partie diffusée les organisateurs de la grève de la faim. Ils persuadaient leurs partisans et les nouveaux recrutés qu'il valait mieux s'imposer la grève de la faim pour deux ou trois jours et se faire hospitaliser grâce à cela, et d'avoir ainsi

un lit personnel avec une couverture, etc., une nourriture riche en calories, etc. Et la période post-grève promettait encore plus de biens. Les grévistes de la faim expérimentés racontaient régulièrement leurs souvenirs sur les rations qu'ils avaient auparavant reçues et obtenues après la grève. Ils calculaient ainsi que, pour chaque jour de grève de la faim, ils recevraient des rations de rétablissement pour deux ou trois jours. Dès le début de la grève, dont ils ignoraient la durée, ils affirmaient qu'en tout état de cause ils seraient hospitalisés jusqu'en février. Ces conversations démontrent que les inspireurs du mouvement étaient orientés sur une manifestation longue et durable, qui donnerait à ses participants la possibilité de se rouler les pouces pendant les mois d'hiver en tirant au flanc sans rien faire du tout.

Les instructions des "starostes" sur la conduite du mouvement précisaient que si l'administration tentait de nourrir les grévistes de force, il fallait lui "*opposer une résistance individuelle sans recourir à des armes de métal ou de bois*". Ainsi, on n'"*empêcherait pas*" les alimenteurs d'effectuer leur travail, comme l'expliqua le "staroste" d'un baraquement de la station Ous, au témoignage de Makarov. Certains jeunes, entraînés dans ce qu'ils considéraient comme une "lutte" sérieuse insistèrent pour opposer une résistance collective décidée en utilisant à cette fin tous les moyens de défense et d'offensive, mais ces propositions furent rejetées comme inadéquates. La même orientation s'exprime dans l'attitude à l'égard du travail formulée dans la plate-forme de grève avec l'exigence d'obtenir "un travail correspondant à la qualification ou proche de la qualification telle qu'elle est définie par le Code du travail" (KZOT).

Le groupe des prétendus "cheminots" (Ouritski, Faerman, Popandopolo, Elisseiev, Kogarova, Gaboukov) déclarèrent unanimement, lorsqu'ils arrêtèrent la grève, qu'ils rompaient avec les "trotskystes orthodoxes" en faisant ressortir le véritable visage politique de ces gens-là précisément sur la ques-

tion du travail. Ces "cheminots" déclarèrent : en faisant grève, nous cherchions à obtenir une amélioration de nos conditions de travail et lorsque nous avons signé une déclaration exigeant "*un travail dans notre spécialité*", nous comprenions cette exigence au sens propre (ce groupe comprenait deux serruriers, un tourneur, un mécanicien, un cuisinier). Mais au cours des conversations sur le travail pendant la grève elle-même, les "orthodoxes" (Milman, Slitinski, Zlotnik et Goulko, qui s'était joint à eux), il apparut que ces derniers ne voulaient pas du tout travailler dans le camp. Et c'est la raison pour laquelle ils exigeaient un poste de travail correspondant à leur qualification conformément au Code du travail, en sachant à l'avance que cette revendication ne pouvait pas être satisfaite et qu'ils auraient ainsi une raison de forme pour ne pas se livrer à d'autres travaux. Cette interprétation est renforcée par l'examen des qualifications des 72 grévistes : 63 % étaient journalistes, consultants juridiques, pédagogues, travailleurs scientifiques, etc. De plus, ils comptaient que l'administration serait conciliante à l'approche de l'anniversaire de la révolution d'Octobre.

Le premier groupe des "cheminots" grévistes arriva à la section sanitaire au troisième jour de la grève et avança un certain nombre de revendications culturelles ; les grévistes décidèrent de refuser de se soumettre à un examen médical tant que ces revendications ne seraient pas satisfaites. Ce groupe de détenus condamnés pour la première fois en 1936 et pour la première fois internés en camp avaient été convaincus par les "orthodoxes" et par S. S. Goulko, qui s'était joint à eux.

Goulko, dans le passé, n'avait pas été lié aux trotskystes. C'était un ancien militant du Comintern (un Juif allemand), qui, après sa condamnation, prit dans le camp des positions extrêmement antiparti et antisoviétiques, qu'il exprima devant les "cheminots" qui se trouvaient dans le même groupe que lui. Ce Goulko, aigri, vindicatif et indigné, fit de l'agitation auprès du

personnel soignant de la salle en faisant appel à la conscience et à l'honneur de chaque individu cultivé. Il déclara ainsi au médecin Khartchenko, dans l'esprit de l'habituelle politique démagogique trotskyste : "*Si vous êtes un honnête intellectuel médecin et savant, vous devez vous mettre de notre côté et lutter contre l'arbitraire qui règne ici, etc.*"

Lorsqu'il fut convaincu de l'inefficacité de ses propos, il cessa ses conversations avec le personnel médical. Cependant, dans une première étape, il réussit à attirer dans le mouvement de grève puis à tenir en main et à diriger Grinblot (ancien émigré autrichien, membre des Komsomols), qui avait déclaré individuellement une grève de la faim : une fois arrivé à l'infirmerie, Grinblot, qui était en grève de la faim depuis treize jours déjà pour soutenir son exigence d'être affecté à un travail correspondant à son métier de serrurier, déclara, lorsqu'il fut informé du démarrage de la grève collective, qu'il n'avait rien à voir avec les trotskystes et ne s'associait pas à leur mouvement. Mais, deux jours après l'arrivée de Goulko et d'autres dans la salle, Grinblot, travaillé par Goulko, fit savoir par une déclaration écrite qu'il s'associait au mouvement collectif ; or seul Goulko, qui parle l'allemand, a pu convaincre Grinblot, qui ne parle couramment que cette langue.

Dans les jours qui suivirent, toute l'activité de Goulko visa à susciter des conflits aigus avec l'administration du camp et avec le personnel médical de l'infirmerie. Pendant que Popandopolo et Elisseiev étaient "starostes" dans la salle n° 9, d'après les déclarations des infirmiers, Goulko les poussait à susciter des conflits, il insistait pour que personne ne discute avec le personnel médical, etc. Après le transfert dans la salle n° 9 des "orthodoxes" Milman et Zlotnik, du déciste Slitinski et de l'anarchiste Kassabov, Goulko, disposant en plus de la voix de Grinblot, "renversa" du poste de "staroste" Popandopolo, qu'il prétendit "*pas assez vigoureux*", et fut élu en qualité de "co-staroste" ; en cette qualité, il se dé-

chaîna : les revendications, les déclarations, les protestations sur la qualité de l'alimentation (c'est-à-dire sur la masse alimentaire), sur la conduite des infirmiers, qui ne laissaient pas entrer dans la salle les visiteurs des autres salles, et en particulier les femmes, se mirent à pleuvoir.

Popandopolo et Elisseiev, qui arrêtaient la grève de la faim avant les autres, accusèrent les "orthodoxes" de préserver et de protéger soigneusement les cadres en exposant les autres aux coups. Dans cette salle, en particulier, les relations entre Faerman et les "orthodoxes" dirigés par Goulko se dégradèrent lorsque Faerman voulut être autorisé à subir une opération pendant la grève, ce qui signifiait qu'il serait nourri avant, pendant et après l'opération. L'autorisation en fut refusée à Faerman, qui rappela alors l'autorisation accordée à l'"orthodoxe" Chkliarman de se faire transférer à la section de chirurgie pendant la grève de la faim et d'être alimenté.

Après un second refus de répondre positivement à sa demande, Faerman décida d'arrêter la grève personnellement. La conduite et l'activité de Goulko sont typiques de celles de tous les "starostes" grévistes, qui, dans leur majorité écrasante, appartenaient aux trotskystes "orthodoxes". Les "starostes" étaient Arobov, Stern, Polevaia, Guenkina, Boulgakova, Polevoï, Guenkine, Popandopolo (qui retira sa signature de la déclaration de grève), Goulko, Elisseiev, Seinblat, Voulfovitch et Kraskine. Toute la grève de la faim se déroula dans une atmosphère de conflits permanents avec le personnel soignant, suscités pour le moindre prétexte et sans raison.

Les espoirs d'une fin rapide de la grève de la faim nourris par la direction du mouvement n'étant pas confirmés, l'esprit combatif des grévistes se mit à tomber, ce qui était très indésirable pour les dirigeants. Il leur fallait des moyens vigoureux pour réveiller cet esprit combattant ; le médecin Khartchenko témoigne qu'ils choisirent la mort du vieillard Tsemakh et du tuberculeux Vo-

robiev ; ils s'efforcèrent d'empêcher par tous les moyens qu'on leur prodigue des soins et qu'on les alimente de force. Cette provocation échouant, ils choisirent comme victime le déciste Slitinski, qui mit en scène une tentative de suicide en s'ouvrant les veines sur la neige en face de la salle (sans que cette tentative ait la moindre conséquence physique pour le manifestant). Slitinski écrivit une longue déclaration au "*prolétariat mondial*", qu'il invitait à connaître les "*horreurs*" de Vorkouta en exposant dans les termes les plus vifs la plate-forme des grévistes. Par cette grève, selon Slitinski, ils voulaient surtout provoquer un dommage économique à un organe du système soviétique qu'ils détestent. Après de longues négociations, la grève fut arrêtée le 8 février 1937.

Les militants de la grève étaient : Grūman, Boulgakova, Sandler, Satdjia, Voulfovitch, Grinblot et d'autres, qui s'efforcèrent d'affirmer que leur agitation s'était achevée par une victoire sérieuse et multiplièrent les déclarations antisoviétiques et contre-révolutionnaires habituelles pour eux.

La grève n'a eu aucune influence sur la masse de la population du camp.

Je n'ai rien d'autre à déclarer.

Le procès-verbal ci-dessus reproduit fidèlement mes déclarations. Je l'ai relu et je le signe.

R. Abikh

Interrogé par Dmitriev.

La vengeance du NKVD s'abattit sur les trotskystes qui avaient dirigé la grève et sur d'autres trotskystes arrivés ultérieurement : Socrate Gevorkian, Mikhaïl Schapiro, Vassili Donadzé, Iossif Kraskine, Nikolai Grolov, Grigori Iakovine, Gueorgui Khotinski, Grigori Voulfovitch et Dmitri Kourinevski furent condamnés à mort le 25 décembre 1937 par une "troïka" du NKVD et fusillés le 1^{er} mars 1938.

(1) Camp d'Oukhta et de la Petchora, au nord-est de la Russie d'Europe (NDR).

Pendant que les trotskystes déclenchaient la grève de la faim à Vorkouta, d'autres déportés trotskystes menaient un combat acharné à 4 000 kilomètres de là, à Magadan, le centre administratif du camp de Kolyma.

Le n° 1 des *Cahiers* évoque un aspect de ce combat à Magadan dans l'article consacré à Tatiana Miagkova (p. 66).

Le témoignage ci-contre du juge d'instruction Kozlov illustre à la fois l'ampleur de ce combat et ses effets jusque dans l'appareil répressif.



Evadés repris après une tentative de fuite. Le placard affirme : “La même chose arrivera à quiconque tentera de s'enfuir.”

Archives de Nikolai Kozlov (1) (extrait de la lettre d'un ancien juge d'instruction)

En 1936, les trotskystes, zinoviévistes et boukharinistes (comme on les appelait) condamnés à des peines plus ou moins longues d'isolation à Magadan et dans les environs organisèrent sur les lieux de leur détention, comme sous la baguette d'un chef d'orchestre, des grèves du zèle, des prises de parole ouvertement antisoviétiques, rédigèrent et diffusèrent des tracts aux proclamations incendiaires, exigeant la venue d'un procureur de Moscou et demandant la liberté de déplacement, le changement de ration de nourriture etc.

Les tentatives de discussion qu'entreprirent avec eux les responsables de la section politique de Dalstroï (2) et du NKVD, au lieu de faire cesser ces manifestations, ne menèrent à rien. Et lorsque, sur ordre du NKVD de l'URSS, des opérationnels (3) commencèrent à soustraire de la masse les meneurs trotskystes, les initiateurs, les dirigeants de ces manifestations, ils leur répondirent en montant des barricades dans leurs baraquements et en faisant des grèves de la faim massives.

Pour la première fois, une certaine confusion se fit jour parmi les travailleurs de l'appareil tchékiste (*souligné par nous, NDR*) : tous, nous avons été élevés, tant dans notre travail que

dans notre vie quotidienne, dans le cadre de la stricte observation de la légalité socialiste et aucun d'entre nous ne pouvait penser ni même imaginer que, bientôt, toutes nos représentations sur nos droits et nos obligations de service seraient sens dessus dessous.

Chaque mesure opérationnelle liée à ces événements se faisait à l'initiative de E. P. Berzine, qui était, entre autres, le plus ancien instructeur opérationnel du commissariat du peuple aux Affaires intérieures à Kolyma. Il faut garder à l'esprit que, dans les faits, à la tête de l'appareil tchékiste d'alors, se trouvait le détenu A. S. Gorine-Loundine, condamné par délibération particulière du NKVD à cinq ans de camp de travail forcé pour négligences de service ayant conduit à la mort de S. M. Kirov.

Cet homme, indiscutablement intelligent, fin et cultivé d'après sa conversation, tenait les rênes du commandement entre ses mains ; c'est lui qui donnait le ton à tout le travail dans l'appareil et à ses collaborateurs du Guépéou de Leningrad : A. A. Mossevitch (lui aussi condamné pour l'affaire de l'assassinat de Kirov), qui occupait le poste de responsable de la section politique secrète de la direction du NKVD, et P. A. Lobov (lui aussi condamné pour la même affaire), res-

responsable opérationnel de la direction du NKVD. Ils jouissaient tous, en tant que vieux tchékistes expérimentés, de notre considération, et sans trahir ma conscience, je puis dire que nous apprîmes beaucoup auprès d'eux.

Pour ce qui concerne le responsable de la direction du NKVD, dans le rôle duquel se trouvait Karl Karlovitch Chel', un communiste bon, simple, mais peu instruit (que nous aimions tous pour sa simplicité et son caractère de démocrate), notre Karl Karlovitch ne décidait en fait de rien. Il était responsable à titre honorifique, si, bien sûr, on peut ainsi définir son rôle. (En 1937, Chel' fut libéré de la fonction et quitta Kolyma. Je le

rencontrai en juillet 1938, place de Crimée, à Moscou, lors de mes congés, et nous discutâmes longuement et chaleureusement de beaucoup de choses. Il était en uniforme et portait une vareuse ; il me raconta qu'il travaillait dans un camp de la périphérie et était très content de son sort.)

(1) Juge d'instruction en fonction à Magadan en 1936-1938 (NDR).

(2) Le Dalstoï est la section du Goulag (direction du NKVD chargée de gérer les camps de concentration) qui gère les camps de Kolyma (est et nord-est de la Sibérie), dont le centre administratif est la ville de Magadan (NDR).

(3) Opérationnels : la section opérationnelle du NKVD est chargée de la mise en œuvre des décisions "politiques" et policières du NKVD, en particulier répressives (NDR).

1930 : un bloc pour renverser Staline

Le 2 décembre 1930, la *Pravda* annonçait la découverte d'un groupe opposant "Syrtsov-Lominadzé", accusé d'avoir organisé un "groupe droito-gauchiste" sur la plate-forme politique des "droitiers" (c'est-à-dire des partisans de Boukharine, Rykov et Tolski, hostiles à la collectivisation et à l'industrialisation planifiée). Les deux hommes furent ensuite exclus du comité central, et Syrtsov du bureau politique, dont il était membre suppléant, ainsi que de sa fonction de président du Conseil des commissaires du peuple de Russie. Lominadzé, alors premier secrétaire du comité du PC de Transcaucasie, affecté ensuite à l'usine de Magnitogorsk, se suicidera le 18 janvier 1935. Syrtsov sera condamné à mort par le collège militaire de la Cour suprême de l'URSS le 10 septembre 1937 et fusillé le jour même.

La découverte du groupe repose sur deux rapports remis à Staline par l'un de ses membres (Reznikov), les 21 et 23 octobre 1930. Le fils de Vissarion Lominadzé, Sergo, a publié un dossier sur son père dans le numéro de novembre 1997 de *Znamia*, dont il nous a autorisés à reproduire de longs extraits. Ce texte comprend entre autres de très longs passages des rapports dénonciateurs de Reznikov, qui donnent sans aucun doute une idée exacte des positions des deux hommes. Le rapport destiné à informer Staline ne comporte en effet aucune des exagérations verbales, caricatures, slogans, accusations de liens avec les gardes-blancs ou les trotskystes, qui émaillent les écrits provocateurs. Reznikov veut manifestement informer le plus exactement possible Staline sur la nature exacte d'un danger sérieux pour lui.

Syrtsov avait déjà manifesté publiquement une attitude oppositionnelle en publiant au printemps 1930 une brochure de masse intitulée *Nos succès, nos défauts et nos buts*, qui comportait une analyse critique de la situation économique ; en septembre, il fit reproduire à dix mille exemplaires le texte d'un de ses discours, qui contenait, selon la résolution du bureau politique du 15 octobre qui la condamnait à la demande de Staline, une "grave erreur politique" consistant à avoir traité "une série de questions qui ne devaient être ni dévoilées ni diffusées". Lorsque Staline convoqua Syrtsov après la première dénonciation, Syrtsov refusa de s'expliquer devant le secrétaire général et lui déclara qu'il réservait ses explications à la commission de contrôle du parti, et il sortit du Kremlin pour se rendre directement à la seconde réunion "fractionnelle" qu'il avait convoquée ce même jour et dont Staline eut sur son bureau un compte rendu le lendemain.

Les rapports de Reznikov à Staline éclairent en tout cas l'état de crise profond dans lequel se trouvent à la fois le pays et le parti dirigeant après un an de collectivisation forcée, de mise en œuvre chaotique du premier plan quinquennal et de chasse aux sorcières trotskystes.

Les rapports de Reznikov

REZNIKOV informe Staline que Syrtsov et ses partisans ont déjà rédigé une "plate-forme" (et promet d'"en obtenir un exemplaire dans les jours prochains"). Cette plate-forme indique que "les difficultés énormes que nous éprouvons proviennent d'une direction incorrecte (exemples : la chute de 25 % de la productivité du travail, malgré les déclarations de Staline sur son augmentation : "le recours aux mesures administratives et des déviations manifestes" dans la collectivisation), que "le régime intérieur du parti, qui interdit à qui que ce soit d'ouvrir la bouche, empêche de surmonter les difficultés (...). La discussion qui s'est déroulée entre les partisans de Syrtsov et de Lominadzé sur les méthodes permettant d'améliorer la direction et la situation dans le parti est très caractéristique. Selon Lominadzé, il y avait quelques pourcentages de chances, peut-être seulement un pour cent, que la direction finisse par comprendre le caractère funeste de son cours, que le groupe de Syrtsov et de Lominadzé caractérise comme un cours aventuriste : il y a une possibilité de changer ce cours par la voie pacifique, une possibilité que la direction et en particulier le cam. Staline comprennent le caractère erroné du cours suivi et le modifie.

A cette déclaration, Noussinov, le bras droit de Syrtsov, répondit : non, il n'y a pas un pour cent de chances, il

n'y a pas la plus petite parcelle de chance. On ne peut changer de cours qu'en changeant la direction. Et Syrtsov a récemment déclaré devant moi que Lominadzé souffrait encore de crétinisme parlementaire, c'est-à-dire espérait en un changement de cours progressif et pacifique.

Qu'espère Syrtsov ? Il affirme brutalement que, dans un futur proche, l'économie du pays va subir une secousse brutale, il va y avoir une grande crise, un krach, et alors la direction, ou plus exactement le cam. Staline (ils disent sans ambage que la direction, c'est le cam. Staline), sombrera dans la même panique dans laquelle il est tombé au printemps, il perdra la tête et le parti se trouvera une direction. Quand se produira la secousse économique brutale, quand la catastrophe approchera, alors les classes s'exprimeront et aucun appareil ne tiendra le coup, or Staline repose sur l'appareil.

Syrtsov explique clairement le fait qu'il n'intervient pas pour le moment de façon directe et active contre le parti et qu'il se limite seulement à des conversations et à la préparation à la lutte par la faiblesse des forces pour le moment et par la nécessité de préserver ces forces jusqu'à la catastrophe (cette catastrophe, la crise décisive, il la prévoit toutes les deux semaines : "Voilà, voilà, elle arrive...").

Pour se mettre définitivement d'accord sur la tactique, Syrtsov a convoqué une réunion le 22 octobre dans l'appartement de V. Kavraïski. Cette date a été choisie parce qu'à ce moment-là, on arriverait à se mettre d'accord sur tout avec le groupe de Lominadzé, que le comité central avait convoqué à Moscou. La réunion se tint le jour fixé à 11 heures et dura jusqu'à 4 heures... A cette réunion, Noussinov a fait un rapport sur les discussions avec Lominadzé... Il déclara : Lominadzé est mécontent de notre imprudence. Il exige que l'on respecte les règles d'une stricte conspiration. Il a exigé en particulier la conspiration autour de Syrtsov. Syrtsov, a-t-il déclaré, occupe une position (membre du bureau politique) que nous ne devons pas perdre. Il faut diviser le travail en travail légal et illégal. Comme possibilités légales, il faut utiliser la presse, les réunions pour y glisser nos idées, même sous forme atténuée. Le modèle de l'utilisation des possibilités légales, c'est la brochure de Syrtsov et la déclaration du comité de Transcaucasie. D'un autre côté, il faut mener un travail illégal, se lier aux rayons ouvriers, constituer des groupes dans les entreprises, recruter des gens, faire de la propagande. Noussinov raconta que Lominadzé avait rassemblé à Moscou toute une série de gens qu'il voulait emmener avec lui (*au Caucase, NDR*), mais Kaganovitch ne l'avait pas permis. Tous ces gens que Lominadzé avait voulu emmener, il les considère comme ses partisans.

En ce qui concerne le jugement porté sur la situation dans le parti et dans le pays, déclara Noussinov, il n'y a plus de différences entre Lominadzé et nous. Si, auparavant, Lominadzé avait ne fût-ce qu'un pour cent d'espoir que Staline s'oriente sur un cours correct, désormais les choses étaient claires : sans changement de la direction, sans lutte contre Staline, rien ne se produira. Lominadzé pense lui aussi que nous sommes à la veille d'un krach économique, à la veille de sérieux troubles paysans et de puissantes grèves et ma-

nifestations ouvrières. Quand cela se produira, Staline perdra la tête, l'appareil cessera automatiquement d'agir, il ne restera plus alors qu'à prendre la direction du mouvement dans le parti. Le régime dans le parti est devenu insupportable, la direction pourrit.

Sans être en désaccord avec Syrtsov dans l'appréciation de la situation et dans les méthodes de lutte, Lominadzé, néanmoins, propose une tactique plus prudente :

1) retravailler la plate-forme, se mettre d'accord sur elle avec Chatskine (1) et commencer à la diffuser clandestinement ;

2) Syrtsov doit s'abstenir pour le moment d'intervenir publiquement et ne pas publier d'article dans la *Pravda*; il doit se démarquer des droitiers ;

3) rassembler des forces et les préserver jusqu'au moment où commencera le mouvement dans le parti et dans le pays, autrement Staline chassera tous ceux qui seraient susceptibles de diriger ce mouvement ;

4) mener un travail légal et clandestin,

Selon les déclarations de Lominadzé à Noussinov, les principaux désaccords avec la direction s'expriment autour des questions suivantes :

1) les possibilités de construction du socialisme dans un seul pays ;

2) sommes-nous déjà entrés dans le socialisme dans une quelconque mesure ?

3) la question "qui va battre qui ?", où que ce soit, est-elle retirée de l'ordre du jour ?

En plus, la direction a fait complètement banqueroute, elle pourrit, Staline est incapable de prévoir quoi que ce soit, il est incapable de diriger. Le régime est funeste (ils ne désignent jamais

la direction autrement que par le mot "régime").

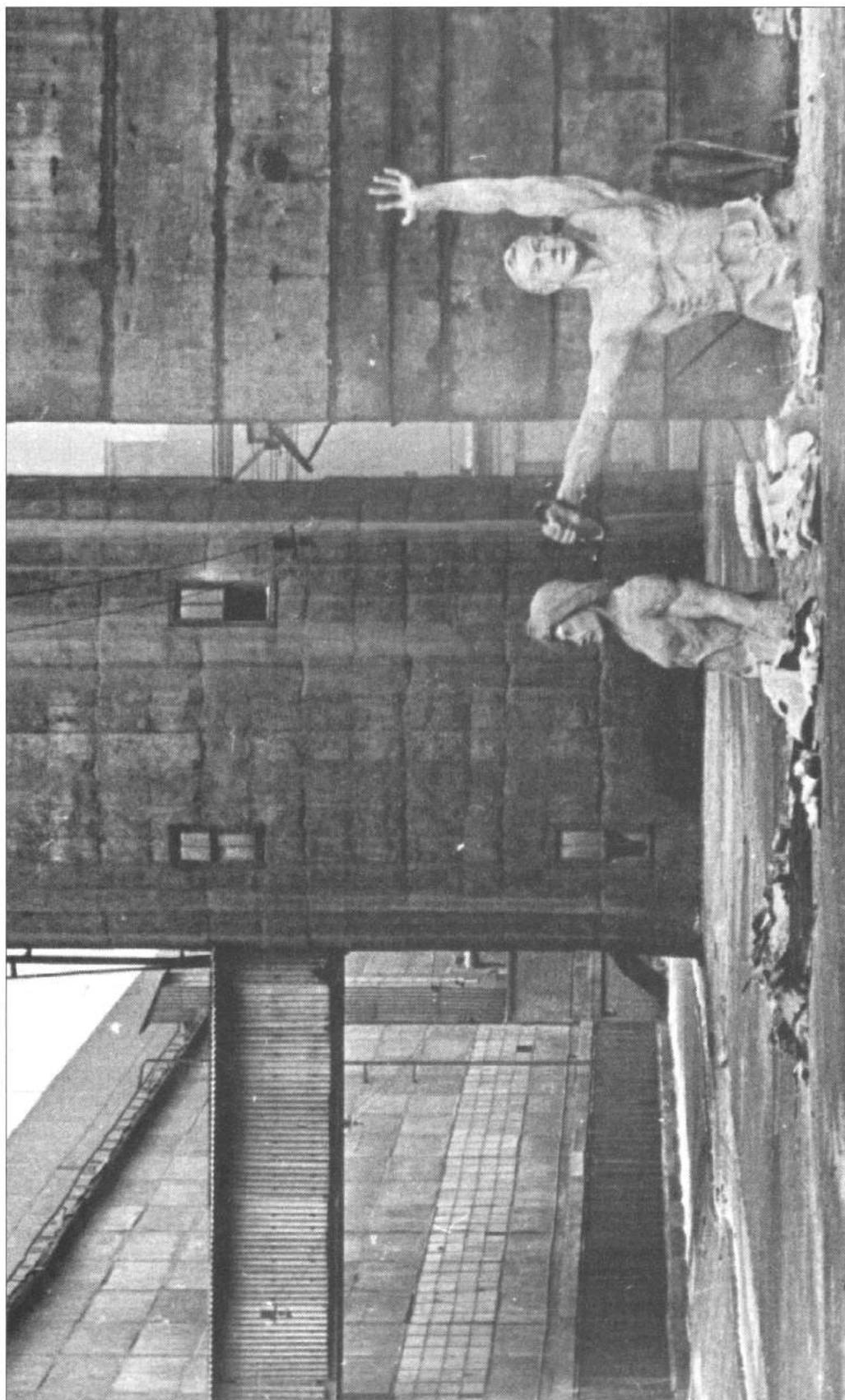
Passant à l'analyse des positions de Lominadzé, Noussinov déclara qu'il n'y avait entre eux aucune divergence. "Nous devons, dit-il, obtenir un accord complet avec le groupe de Lominadzé-Chatskine, et c'est pourquoi nous devons donner notre accord à leur proposition de ne pas intervenir tout de suite. Je pense, ajouta Noussinov, qu'il ne leur faudra pas plus de deux semaines pour être d'accord sur l'idée d'intervenir immédiatement. Il nous est impossible de nous manifester indépendamment d'eux. Il nous faut donc nous préparer et mener un travail clandestin. Le principal danger, c'est que le régime peut nous liquider avant que nous ne puissions intervenir, avant que la crise n'éclate."

A ce moment-là, Kavraïski, montrant de la main le cimetière de Dorogomilovskoïe, déclara : "Ils ne nous enverrons pas plus loin que là" (...).

A la fin de la réunion, il fut décidé de "mener pendant quelque temps un travail clandestin, puis d'intervenir publiquement en accord avec le groupe de Lominadzé. Même si à ce moment-là la crise n'est pas encore complètement mûre. Parce qu'on peut nous liquider." Noussinov ajouta à cette idée la formulation suivante : "Ce n'est pas un malheur que nous ne soyons pas une organisation de masse. L'essentiel est de jeter dans les masses des idées derrière lesquelles les masses iront quand elles se mettront en mouvement ; nous ne sommes pas tout le mouvement, nous devons seulement le diriger, et si on nous liquide avant que le mouvement ne démarre, alors nous aurons néanmoins fait notre travail."

(Znamia 11-1997, pp. 158-159, documents du CRCEDHC, fonds 589, opus 3, dossier 9 333, tome 2, feuilles 239 à 243, 248 à 251).

(1) Chatskine : ancien dirigeant des Jeunes communistes russes (Komsomols), partisan de Boukharine (NDR).



Documents

L'hebdomadaire *La Lutte*, d'où est extrait cet article, était le principal organe trotskyste vietnamien. L'épisode qu'il raconte porte sur les élections au Conseil colonial vietnamien d'avril 1939. Des candidats trotskystes (groupe Trinh-Dau, Quatrième Internationale) et staliniens (Parti communiste, groupe Dan Chung), qui impulsa des listes dites "Front démocratique") s'affrontèrent dans deux des cinq circonscriptions électorales.

Les deux dirigeants trotskystes, Ta-Thu Thau et Nguyen Van Tao, sortaient tout juste de prison. L'hebdomadaire *La Lutte*, des 24 et 31 mars, publia le programme électoral du groupe de la IVe Internationale. Ce programme, après avoir critiqué la politique stalinienne en Allemagne et en Espagne, et dénoncé l'imposture des procès de Moscou, réclame une Assemblée constituante indochinoise élue au suffrage universel, l'amnistie des condamnés politiques, la semaine de quarante heures, l'annulation des dettes pour les paysans pauvres, un plan de construction d'écoles et d'hôpitaux publics, l'exonération d'impôts pour les paysans possédant moins de cinq hectares, la suppression des taxes sur les bœufs et les buffles.

Les trotskystes n'eurent pas le droit de tenir le moindre meeting. Ils remportèrent néanmoins les élections et battirent en particulier, dans les deux circonscriptions où ils étaient opposés, les candidats du Front démocratique. Ils eurent trois élus, dont Ta-Thu Thau.

Le 10 mai 1939, Nguyen ai Quoc, plus connu sous son nom historique de Hô Chi Minh, adressa de Chine, où il était, une lettre à ses camarades sur le "visage répugnant du trotskysme et des trotskystes". Deux mois plus tard, dans un rapport au comité exécutif de l'Internationale communiste, il soulignait : "Il faut par tous les moyens démasquer les trotskystes comme agents du fascisme, il faut les exterminer au point de vue politique."

L'extermination "politique", comme le montrait la répression en Union soviétique et la chasse aux trotskystes de par le monde, passait par l'extermination physique. Ta-Thu Thau sera abattu par le Vietminh en septembre 1945. Beaucoup d'autres militants de la Quatrième Internationale subiront alors le même sort, entre la répression colonialiste et l'entreprise d'extermination stalinienne.

Pour en savoir plus sur cette période, lire : Ngo Van, *Vietnam 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale* (édition L'Insomniaque).

Une page d'histoire des trotskystes vietnamiens

Après la proclamation des résultats du scrutin
Des milliers de travailleurs
manifestent aux cris de «Vive Trotsky»
«Vive la IV^e internationale»

Mairie de Saigon, 30 Avril, 10 heures du soir.

Lorsque les résultats partiels de province donnent virtuellement la victoire à la liste de «La Lutte», quelques camarades entonnent l'Internationale dans la salle de vote, sous les yeux atterrés d'un inspecteur de la Sûreté. C'est bien la première fois qu'on chante «l'Inter» à la proclamation officielle : «Ta thu Thâu, Phan van Hùm, Trân van Trach élus!»

Sur la place noire de monde, la foule attend fiévreusement les résultats.

Ta thu Thâu apparaît escorté des militants de La Lutte.

—«Toute la liste de la IV^e est

—«Vive Ta thu Thâu». C'est une formidable ovation qui répond à l'annonce de la victoire complète, éclatante.

Tout le monde se précipite. Thâu est entouré de toutes parts.

Mais la police intervient: on s'entend pour un défilé «pacifique» jusqu'au Bureau de «La Lutte».

Un cortège se forme aussitôt avec Thâu et les camarades de La Lutte en tête. Des cris fusent de toutes parts, «Vive Trotsky», «Vive la IV^e Internationale» «Vive Ta thu Thâu», «Ta thu Thâu à Saigon», «Amnistie!» «A bas le front démocratique», «Vive le front ouvrier et paysan».

Le défilé gagne la rue d'Espagne, mais à l'approche de la Prison cen

trale, nouvelle police. Celle-ci se dirige vers le Boul

«Amnistie, a

Arrivé devant, nouvelle ov

«Vive Ta thu

«Puis les tra

se dispersent

yeusement la t

chevicks.lénini

Saigon, Imp. V

Le Gérant: NG

« Après la proclamation des résultats du scrutin, des milliers de travailleurs manifestent aux cris de "Vive Trotsky", "Vive la IV^e Internationale" »

(extrait du journal des trotskystes vietnamiens

La Lutte, du vendredi 5 mai 1939)

MAIRIE de Saigon, 30 avril, 10 heures du soir. Lorsque les résultats partiels de province donnent virtuellement la victoire à la liste *La Lutte*, quelques camarades entonnent *L'Internationale* dans la salle de vote, sous les

yeux atterrés d'un inspecteur de la Sûreté. C'est bien la première fois qu'on chante *L'Inter* à la proclamation officielle : «*Ta thu Thâu, Phan Van Hùm, Trân van Trach élus!*»

Sur la place noire de monde, la foule attend fiévreusement les résultats.

Ta thu Thâu apparaît escorté des militants de *La Lutte*.

— “*Toute la liste de la IV^e est élue !*”

— “*Vive Ta thu Thâu !*”

C'est une formidable ovation qui répond à l'annonce de la victoire complète, éclatante. Tout le monde se précipite. Thâu et les camarades de *La Lutte* en tête. Des cris fusent de toute part :

“*Vive Trotsky !*”, “*Vive la IV^e Internationale !*”, “*Vive Ta thu Thâu !*”, “*Ta thu Thâu à Saigon !*”, “*Amnistie !*”, “*A bas le front démocratique !*”, “*Vive le front ouvrier et paysan !*”

Le défilé gagne la rue d'Espagne, mais à l'approche de la prison centrale, nouvelle intervention de la police. Celle-ci fait dévier le cortège vers le boulevard Bonnard.

“*Amnistie, amnistie !*”

Arrivé devant le siège de *La Lutte*, nouvelle ovation encore :

“*Vive Ta thu Thâu !*”

Puis les travailleurs saigonnais se dispersent en commentant joyeusement la belle victoire des bolcheviks-léninistes d'Indochine.

Marceau Pivert : La Position du socialisme révolutionnaire

IL y a quarante ans, dans la nuit du 2 au 3 juin 1958, s'éteignait Marceau Pivert, né en 1895. Un moment membre du bureau national du Syndicat national des instituteurs, cofondateur en 1927 de la tendance Bataille socialiste dans la SFIO, il rompt avec cette tendance en septembre 1935 pour fonder la Gauche révolutionnaire dans la SFIO, car il ne peut accepter que la Bataille socialiste approuve les exclusions de 13 membres des Jeunesses socialistes accusés de “trotskysme” par la direction du parti et renvoie publiquement la bataille révolutionnaire au lendemain de la prochaine guerre qui vient... La Gauche révolutionnaire devient bientôt majoritaire dans la fédération de la Seine de la SFIO.

En mars 1938, le conseil national de la SFIO confie à Léon Blum la mission de constituer un ministère d'Union nationale. La fédération de la Seine pro-

teste aussitôt en contestant le droit au conseil national de modifier le caractère du parti, “*parti de lutte de classes, d'opposition fondamentale et irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et à l'Etat qui en est l'instrument*” (déclaration commune des organisations socialistes du 13 janvier 1905), et décide de faire connaître sa protestation dans l'ensemble du Parti socialiste. Le bureau de la fédération est suspendu. Un secrétaire provisoire est nommé par le secrétaire général de la SFIO de l'époque, Paul Faure (futur membre du Conseil national de Pétain) : un certain Desphilippon, qui, sous l'occupation, se ralliera à l'ultracollaborationniste Marcel Déat. En juin 1938, le congrès du Parti socialiste à Royan exclut la fédération de la Seine en utilisant à cette fin les mandats mêmes de la fédération. Marceau Pivert fonde alors le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP), qui se disloque face à la guerre.

Marceau Pivert, réintégré dans la SFIO en 1946, redevient vite secrétaire de la fédération de la Seine, poste dont il sera démis en 1956. Il est aussi jusqu'à cette date membre du comité directeur. Il s'élève contre la guerre d'Algérie et contre l'invasion par les troupes franco-britanniques du canal de Suez (1956), nationalisé par Nasser, et participe alors à l'entreprise du journal *La Commune*, qui tente de regrouper les forces ouvrières hostiles à la guerre coloniale et à l'écrasement concomitant de la révolution hongroise. Trois jours avant de mourir, il dicte un court texte à la demande d'André Breton, qui dit alors de lui : "C'est le dernier socialiste."

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* publieront dans leur numéro de septembre 1998 la plate-forme de fondation de la Gauche révolutionnaire. Nous publions ci-dessous des extraits d'un chapitre, intitulé "La Position du socialisme révolutionnaire", d'un texte inédit de 76 pages, qu'il rédigea en octobre 1946 et intitula : "Et pourtant, elle tourne".

Jacques Kergoat a publié en juin 1994 aux éditions de l'Atelier une biographie très bien informée : *Marceau Pivert, socialiste de gauche*.

Jean-Jacques Marie



Marceau Pivert (1895-1958).

“Et pourtant, elle tourne”

(Marceau Pivert)

“La crise générale de la société capitaliste est ouverte depuis le début du siècle. En faisant sauter le chaînon le plus fragile de la solidarité internationale contre-révolutionnaire, la Première Guerre mondiale a prouvé que les travailleurs les plus déshérités pouvaient se libérer du joug de leurs maîtres quand ceux-ci représentent une forme politique rétrograde par rapport aux exigences contemporaines des nouvelles forces de production, en Russie, un empire féodal, en face de la nécessité de l'industrialisation. Mais le prolétariat russe était une minorité dans une immense communauté paysanne inculte.

Il ne reçut pas l'aide escomptée du prolétariat industriel européen et il compliqua d'ailleurs cette solidarité en essayant d'imposer au mouvement socialiste des formes d'organisation autocratiques et totalitaires, forgées dans l'expérience particulière des minorités russes. La contre-révolution fut repoussée par le prolétariat russe à cause de circonstances géographiques et psychologiques favorables et aussi de l'immense sympathie dont fut entourée la révolution russe dans les masses populaires du monde entier. Mais le rétablissement provisoire du régime capitaliste partout ailleurs allait avoir une double conséquence :

1) En URSS, reflux des tendances révolutionnaires internationalistes, création d'une bureaucratie totalitaire constituée en caste privilégiée et prenant en charge la fonction historique de la révolution bourgeoise, d'où industrialisation et collectivisation par voie de décrets, surexploitation des travailleurs, dictature policière et étatique renforcée. Théorie du “socialisme” dans un seul pays. Entrée dans le jeu diplomatique des grandes puissances, c'est-à-dire abandon de la solidarité in-

ternationale inconditionnelle des opprimés.

2) Dans le monde capitaliste, aggravation des contradictions : la guerre avait une origine impérialiste évidente ; elle opposait le plus vieil impérialisme, la Grande-Bretagne, à un jeune et vigoureux concurrent, l'Allemagne, dont le rapide développement des industries électriques et chimiques avait fait un terrible compétiteur sur tous les marchés et un âpre demandeur de débouchés coloniaux. L'élimination de l'impérialisme allemand fut de courte durée : l'accroissement de la productivité provoqué par la guerre, la faillite de tout système de réparations substantielles, en économie capitaliste fermée (basée sur les échanges et les investissements de capitaux), le rétrécissement du marché mondial au moment où les besoins d'expansion sont accentués (URSS et pays neufs), tout cela créa les conditions de la formidable crise de 1929-1930, au moment même où les théories réformistes se développent partout et tendent à faire réviser les enseignements fondamentaux du marxisme révolutionnaire : c'est en 1927, à Lyon, que Léon Blum refuse à notre tendance (alors Bataille socialiste) son accord sur la notion de “*croissance des antagonismes de classes*”. C'est à la même époque que Spinasse développe, avec l'appui de tout le socialisme réformiste, la thèse du développement capitaliste continu, des hauts salaires...

Mais la crise éclate et s'étend sur le monde capitaliste. La menace révolutionnaire peut devenir sérieuse. Les dirigeants capitalistes s'en rendent compte et pratiquent une solidarité spontanée véritablement touchante, d'un pays à l'autre : c'est alors que le fascisme hitlérien apparaît au capitalisme international comme la digue la plus sûre contre la révolution prolétarienne. Des crédits énormes sont fournis à Hitler par toutes les bourgeoisies sans exception : les millions de dollars de la Standard Oil of New Jersey permettront la construction des usines synthétiques de caoutchouc et de pétrole. Les armes de Vickers armeront ses bandes d'énergumènes. Les crédits

de la Skoda (Schneider) alimenteront ses caisses noires. Les historiens socialistes auront ici un beau sujet de recherches pour mettre en évidence la solidarité internationale des classes capitalistes en face des dangers de révolution prolétarienne : ce phénomène n'était pas nouveau, puisque la Commune de Paris a été écrasée après un accord entre Thiers et Bismarck pour reconstituer une armée de versaillais avec les prisonniers rapidement libérés. Il apparaît encore mieux au cours des discussions des états-majors en 1918, alors qu'on s'est beaucoup préoccupé de fournir à Hindenburg le moyen de faire massacrer par Noske les vaillants ouvriers révolutionnaires du Spartakusbund allemand.

Le fascisme hitlérien est donc alimenté à son départ par toutes les

caisses du capitalisme international. Mais il obéit à ses lois propres, qui sont celles d'un impérialisme encore plus agressif, encore plus vorace, encore plus explosif, un impérialisme qui, ne pouvant trouver d'issue à ses contradictions intérieures, discipline son propre capitalisme pour mieux préparer la guerre, qui pousse les tendances naturelles du système capitaliste jusqu'à la réquisition des forces de travail et au monopole étatique absolu sur toute la vie du pays, et qui, enfin, ne pouvant coloniser les nègres africains ou les jaunes, se jette à la conquête des vieux pays voisins.

Dans cette interprétation générale, le fascisme et la guerre sont à nos yeux les produits directs du fonctionnement du régime capitaliste

Juin 36

(organe du Parti socialiste ouvrier et paysan) et la censure

EN temps de guerre, la censure a comme justification officielle la volonté d'interdire la communication à l'ennemi de tout renseignement susceptible d'être utilisé par lui à des fins militaires, bref tout renseignement militaire direct ou indirect. Le caviardage par la censure d'une partie du numéro du 13 (? , chiffre illisible sur l'exemplaire en notre possession) novembre 1939 et d'un bon tiers du numéro du 20 décembre 1939, en pleine "drôle de guerre", c'est-à-dire alors qu'aucune opération militaire n'est en cours, illustre de façon particulièrement grossière l'ob-

jectif essentiellement politique poursuivi par cette institution..

Ainsi, dans le numéro de novembre, la censure supprime les deux tiers d'un article intitulé "*Soviétisation ou stalinisation ?*" et, dans un article intitulé "*Un meilleur monde*", supprime les deux passages suivants :

"En attendant, les gars se préparent à passer l'hiver sur la ligne Maginot. Ils demandent seulement qu'on leur fasse signe le jour où les plans de l'Europe future seront fin prêts. Et ils voudraient bien ne pas être obligés de partir pour un monde meilleur avant d'avoir vu poindre l'aube d'un

meilleur monde. Curiosité qui se comprend et que la censure elle-même trouvera légitime."

Et surtout, après la phrase "Dollfuss n'est plus" (l'ancien chancelier réactionnaire d'Autriche), la censure supprime : "Paix à ses cendres ! M. Salazar a fait au Portugal des expériences que Le Temps juge fort intéressantes ! Libre à lui ! M. Mussolini et même le saint-père ont chacun, paraît-il, leur plan en réserve. Nous demandons à réfléchir."

Ensuite, la censure interdit la reproduction du poing levé, symbole de la grève générale de juin 1936. La rédaction remplace donc l'image par la phrase "Un poing, c'est tout !".

Dans l'article éditorial du numéro du 20 décembre, "Sans guides ni boussoles", la censure supprime les deux lignes suivantes, après "les principes essentiels du socialisme" : "lutte de classes, internationalisme prolétarien, démocratie intérieure".

Puis elle supprime tout le paragraphe final, qui dit : "La IV^e Internationale est à naître. Car elle n'existe pas encore, n'en déplaît aux disciples de Trotsky. Ne nous faisons pas d'illusions ! La guerre fera craquer l'armature des vieux partis. Pas de chauvinisme partisan ! Pas de roublardise inutile. Il ne s'agit pas de nous entre-voler nos effectifs ! Pauvre jeu ! Triste jeu ! Il s'agit de retrouver la route, de rassembler les volontés éparses, de construire les nécessaires plates-formes de combat.

Contre le fascisme intérieur ou extérieur, qu'il se présente sous sa forme hypocrite du corporatisme ou sous la forme brutale de la dictature césarienne.!

Contre le système capitaliste et sa folie criminelle !

Pour la gestion directe des entreprises de production et d'échanges !

Pour la coopération internationale des travailleurs.

Pour et par la paix."

L'article central, dont la censure ne laisse rien, même pas le titre, s'intitule : "Mines de Petsamo" :

"La grande presse n'en a pas fait mystère :

La mine de nickel finlandais de Petsamo devait entrer en pleine production dès 1940. La revue américaine The Business Week écrivait récemment que cette production devait atteindre 500 tonnes de nickel et 250 tonnes de cuivre par mois.

Mais à qui donc appartient cette mine ? Elle est propriété du trust canadien International nickel, qui, jusqu'à ce jour, y a investi un capital de 7 millions 300 000 dollars. Et le minerai transporté à Kristiansand, en Norvège du Sud, y est traité dans une usine récemment installée par la Falconbridge nickel of Canada.

Le Canada est en guerre.

Aux côtés de la Grande-Bretagne. Aux côtés de la France, son alliée.

Et voici qu'apparaît un des aspects de l'enjeu qui oppose en un duel gigantesque et à peine amorcé deux forces rivales, deux puissances antagonistes, deux systèmes.

Capitalisme traditionnel contre capitalisme d'Etat.

Internationale bancaire contre économie autarcique.

L'impossible conservatisme et la fausse révolution.

Quand les dieux se querellent, disait feu M^{me} Hanau, qui souvent voyait clair, ce sont les hommes qui tombent.

C'est l'heure décisive du XX^e siècle. Les destins économiques de notre globe se décident en ce moment."

Après quelques considérations générales, l'article continue :

"Aujourd'hui, c'est la maîtrise de l'océan Arctique qui est en jeu.

Ses rives glacées ont un riche sous-sol.

Demain, ce sera la maîtrise de la mer Noire, la clef des Dardanelles, la route vers l'Orient (...).

Nous nous refusons à choisir entre Moscou et... Ottawa.

Derrière le panneau-réclame de la révolution mondiale, nous savons bien

que s'avance l'impérialisme pan-slave.

Et capitalisme d'Etat ne signifie pas socialisme.

Mais nous savons bien aussi que le capitalisme néo-libéral, appuyé sur les oligarchies qui triomphèrent en 1918, est en train de crouler, sapé par ses contradictions internes.

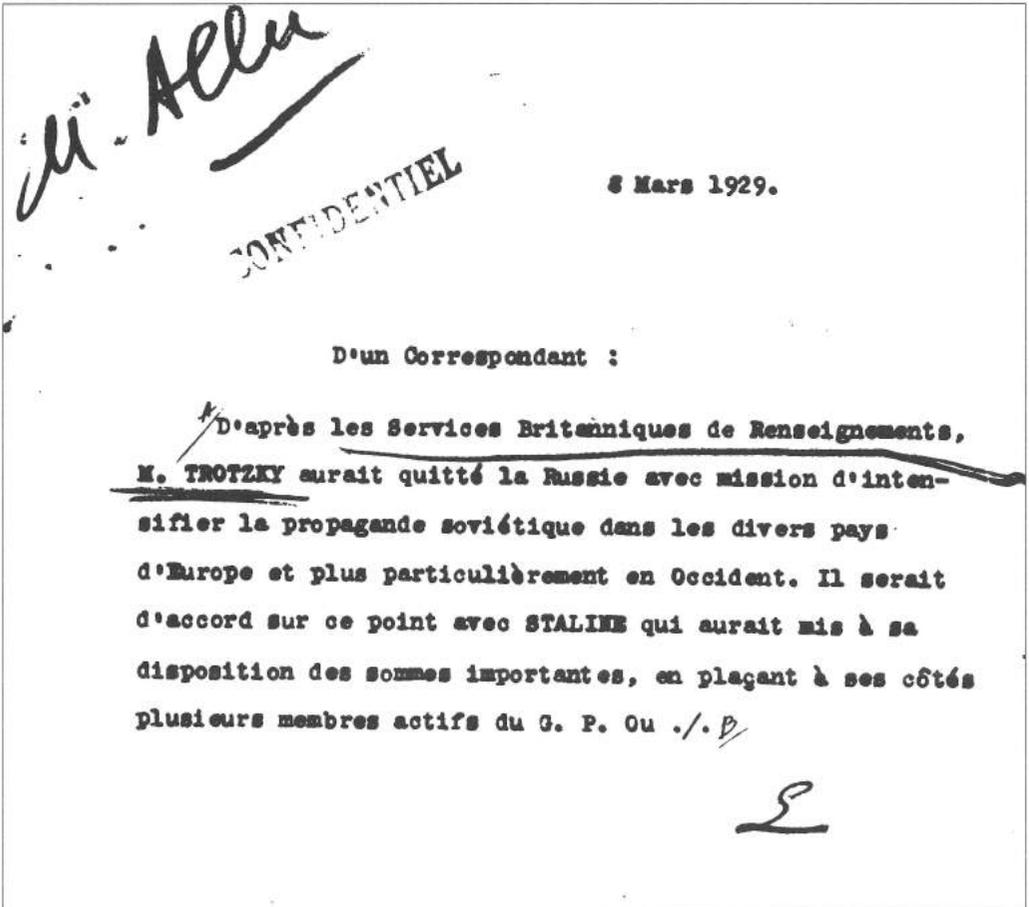
Contre l'impossible conservatisme.

Contre la fausse révolution.

Place à la gestion directe des travailleurs associés : techniciens, ouvriers, paysans.

Place au socialisme."

Un document "confidentiel"...



"8 mars 1929. D'un correspondant : D'après les services Britanniques de Renseignements, M. Trotsky aurait quitté la Russie avec mission d'intensifier la propagande soviétique dans les divers pays d'Europe et plus particulièrement en Occident. Il serait d'accord sur ce point avec Staline, qui aurait mis à sa disposition des sommes importantes, en plaçant à ses côtés plusieurs membres actifs du G.P.Ou." Sans commentaire...

Bribes d'histoire

Henryk Erhlich et Victor Alter, dirigeants du Bund (Parti ouvrier socialiste juif) polonais, appartenaient à l'exécutif de l'Internationale ouvrière socialiste. Après l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht, au début de septembre et au lendemain de l'entrée de l'Armée rouge en Pologne, le 17 septembre 1939, ils se réfugient en URSS. Là, le NKVD les arrête (Alter le 26 septembre, Erhlich le 4 octobre). Le NKVD les accuse d'avoir été envoyés en URSS par les services secrets polonais pour y multiplier les attentats terroristes. Le 20 juillet 1941, un mois après l'invasion de l'URSS, le NKVD condamne Alter à mort. Le 2 août, Erhlich est lui aussi condamné à mort pour espionnage, sabotage, lien avec la bourgeoisie internationale. Quelques semaines plus tard, leur peine est commuée et, début septembre, les deux hommes sont libérés et installés en plein Moscou à l'hôtel Métropole, tout près du Kremlin.

Un colonel du NKVD les convoque, s'excuse pour la regrettable erreur de leur arrestation et les invite à collaborer à la mise sur pied d'un Comité juif mondial antifasciste. Beria les convoque ensuite et leur précise ce qu'il attend d'eux : un projet de programme, de statuts du comité, et une liste de personnalités.

Les deux hommes se mettent au travail, rédigent tous ces documents, les envoient à Staline avec double à Beria et proposent un véritable Comité international juif dirigé par trois membres : président : Erhlich, secrétaire : Alter, un troisième homme dont le nom reste en blanc, sans doute le régisseur et acteur du théâtre yiddish, Mikhoels. Deux semaines plus tard, face à l'avance allemande, le NKVD évacue les deux hommes avec le corps diplomatique à Kouibychev. Le 3 décembre 1941, ils sont invités à sortir de l'hôtel. On ne les reverra plus jamais. Ils sont abattus dès le lendemain. Après quoi, Beria met sur pied un Comité antifasciste juif, présidé par Mikhoels.

Ce dernier sera chargé, avec son ami (et agent du NKVD), le poète yiddish Itzak Fefer, d'une tournée de propagande aux Etats-Unis, au Mexique, en Angleterre, en 1943. Il s'en acquitte avec brio. C'est sans doute pourquoi Staline le fera assassiner, dans un accident de circulation mal maquillé, le 13 janvier 1948, au lieu de le juger. Itzak Fefer, lui, sera arrêté avec les autres dirigeants du Comité antifasciste juif et fusillé le 12 août 1952 (pour plus de détails sur ces questions, lire : Jean-Jacques Marie, *Les Derniers Complots de Staline*, édition Complexe, et Guennadi Kostyrtchenko, *Prisonniers du Pharaon rouge*, édition Solin).

Le tract ci-après, dont il n'existe plus qu'un unique exemplaire, a été ronéotypé et diffusé au Mexique par le groupe espagnol au Mexique de la IV^e Internationale.

“Vive l'URSS, à bas Staline !”

POURQUOI les dirigeants socialistes polonais Erhlich et Alter ont ils été fusillés ? Des agents allemands, comme Moscou le prétend ?

Mensonge ! Erhlich et Alter ont été les organisateurs de la garde ouvrière qui, à Varsovie lutta contre les troupes allemandes après la fuite du gouvernement polonais. Combattants contre Hitler, ils furent faits prisonniers par Staline, qui donnait à celui-ci du pétrole et des vivres, tandis qu'il éliminait ses ennemis. Ils échouèrent dans les prisons de Staline parce qu'ils combattaient contre Hitler, alors que Staline lui permettait de dominer l'Europe. Et le cynisme de la bureaucratie essaie de nous les présenter maintenant comme des agents d'Hitler !

Mensonge ! Les socialistes polonais ont été fusillés pour des motifs inavouables pour le stalinisme, parce qu'ils ont défendu leurs opinions et ont refusé de faire son jeu en capitulant. Nous, nous ne sommes pas d'accord avec Erhlich et Alter ni avec leur tendance politique (II^e Internationale), mais, dans la lutte contre la bureaucratie stalinienne, nous appuierons tous ceux qui se situeront à sa gauche — la totalité du mouvement ouvrier — et nous leur apporterons notre collaboration. Le nouveau crime est, par son procédé, une répétition de ce qui arriva à la vieille garde bolchevique et aux milliers de jeunes révolutionnaires, ennemis du Thermidor stalinien. Des hommes qui refusaient de poignarder dans le dos la révolution russe et inter-

nationale furent assassinés par Staline sous des accusations infamantes.

La même terreur antirévolutionnaire a été appliquée au mouvement ouvrier mondial par la bureaucratie stalinienne, autant qu'il lui a été possible de le faire, par le moyen du Guépéou. Carlo Tresca, syndicaliste italien connu, a été récemment assassiné à New York. Les pistes suivies pour découvrir les assassins conduisent au stalinisme. Le fait qu'il soit responsable semble évident aux amis de la victime. Souvenons-nous de Trotsky, de Nin, de Berneri, de Moulin, de Klement, etc.

A l'étranger et en URSS, la terreur stalinienne est réactionnaire ; en URSS, elle sert la contre-révolution et, à l'étranger, elle convient à la bourgeoisie et au fascisme. La terreur stalinienne porte préjudice à la défense de l'Union soviétique. Les ouvriers et les soldats allemands ne peuvent sympathiser avec le gouvernement d'un pays qui fusille les vieux bolcheviks, les socialistes et les anarchistes qui luttent contre le fascisme par des moyens plus révolutionnaires. La sympathie des soldats et des ouvriers pour le pays de la révolution prolétarienne est l'arme la plus efficace de l'Union soviétique contre Hitler.

En y renonçant, Staline oblige l'Armée rouge à faire de plus grands sacrifices et à perdre des dizaines de milliers d'hommes supplémentaires dans sa lutte contre le capitalisme allemand. Staline agit comme un ennemi de la défense soviétique : que périssent plus

de soldats rouges, mais que soit sauvé le parasitisme bureaucratique ! Telle est sa devise.

Le gouvernement thermidorien stalinien est le principal obstacle à la défense soviétique. Vive les soviets démocratiques ! A bas la contre-révolution ! Vive l'URSS et la révolution mondiale ! Telles sont les clés du succès militaire, non seulement contre Hitler, mais aussi contre la conspiration antisocialiste du capital international.

A l'étranger, le mouvement ouvrier doit passer à l'offensive contre la ca-

lomie et la terreur stalinienne. Les soldats et les ouvriers soviétiques se sentiront ainsi aidés contre le despotisme stalinien. Publiquement, nous proposerons une commission prolétarienne contre la terreur et la calomnie dans le mouvement ouvrier.

Vive l'URSS ! A bas l'assassin et le contre-révolutionnaire Staline !

Mexico, D. F., 1^{er} avril 1943
Groupe espagnol au Mexique
de la IV^e Internationale

A propos de Zimmerwald (1915)

Les 5, 6, 7 et 8 septembre 1915, après plus de treize mois de guerre, une conférence socialiste internationale de socialistes hostiles à la guerre se réunit dans la bourgade suisse de Zimmerwald : trente-six délégués y représentaient dix-neuf pays. Quelle qu'ait été l'évolution ultérieure de tel ou tel de ces trente-six délégués, cette réunion marque le premier acte de la renaissance d'un mouvement ouvrier international indépendant des États.

L'une des participantes est une militante du Parti socialiste italien, Angelica Balabanova (1877-1963), née en Ukraine. Elle prendra part en 1919 à la fondation de l'Internationale communiste, sera un instant membre de son comité exécutif, affirmera assez vite ses désaccords avec les bolcheviks, quittera l'URSS en 1922, sera exclue du PC italien en 1924 et rejoindra le PS italien.

En 1955, elle participe à la réunion commémorative du quarantième anniversaire de Zimmerwald au cercle qui porte ce nom à Paris. Prennent la parole avec elle Alfred Rosmer (1877-1964) et Pierre Monatte (1881-1960), animateurs tous les deux dès 1914 du groupe constitué autour du journal syndicaliste *La Vie ouvrière*, qui mène le combat contre la guerre en France. Adhérents du Parti communiste, ils en sont l'un et l'autre exclus en 1924 à cause de leur opposition à la politique dite de "bolchevisation" menée de Moscou sous la direction de Zinoviev, et qui vise à aligner les partis communistes des différents pays sur les ordres venus de la direction du PC russe. Monatte se consacre alors à la seule activité de "syndicaliste révolutionnaire" dans la CGTU (née d'une scission de la CGT en 1921), puis dans la CGT. Rosmer, après avoir appartenu à l'exécutif de l'Internationale communiste en 1920 et 1921, est d'abord l'un des organisateurs de l'Opposition de gauche fondée en France en 1929. Il s'en éloigne deux ans plus tard et consacre une grande partie de son temps à écrire un monumental ouvrage sur *Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale* (Mouton éd.).

Le compte rendu non signé de cette réunion commémorative du cercle Zimmerwald, où les trois orateurs, à des titres divers participants de l'événement, expriment des positions différentes, a été mis en forme sur la base de notes non identifiées par Marceau Pivert lui-même (*Correspondance socialiste internationale*, n° 57, novembre 1955, pp. 13 à 17).

LE Cercle Zimmerwald de Paris avait organisé le 23 octobre, devant une salle comble, une réunion destinée à commémorer la Conférence de Zimmerwald (5-8 septembre 1915). C'est notre amie Lucie Colliard qui présidait. Elle évoqua les noms de ses compagnons de lutte

disparus : Loriot, Bourderon, Merheim, Marcel Martinet, Raffin-Dugens, Alexandre Blanc, Brizon... Elle rappela que les internationalistes n'avaient pas accepté de s'incliner devant les décisions des gouvernements et des bureaucraties ouvrières officielles interdisant la reprise des

contacts internationaux en pleine guerre. L'action clandestine est devenue alors une nécessité historique. Institutrice en Haute-Savoie, Lucie assumait courageusement, mais, selon elle, tout naturellement, des tâches de liaison avec la Suisse. Elle fut arrêtée sur simple suspicion pour crime de "*possibilité d'intelligence avec l'ennemi*". Mais à mesure que les mois et les années passaient, la poignée d'internationalistes du début se trouvait portée par un immense courant de sympathie. Le 19 janvier 1919, Lucie Colliard était amnistiée : c'est ce même combat qu'elle a continué toute sa vie et qu'elle souhaite de voir repris en charge par la jeunesse d'ouvrière d'aujourd'hui.

Angelica Balabanoff

Notre vénérée amie, qui fut déléguée du Parti socialiste italien à l'exécutif de la II^e Internationale, puis secrétaire de la Conférence de Zimmerwald, retrace l'atmosphère optimiste et illusionniste des milieux socialistes d'avant 1914 : personne ne croyait à la possibilité de la guerre, et pourtant, en tant que marxistes, les dirigeants socialistes auraient dû être mieux préparés à comprendre les causes de la guerre. Elle refait donc cette "préhistoire" en soulignant que les difficultés et les insuffisances étaient celles d'une avant-garde encore trop isolée dans sa propre classe.

Stuttgart (1907) et Bâle (1912) admettent néanmoins l'hypothèse de l'éclatement de la guerre. En ce sens, il faudra "*utiliser les contradictions du régime pour passer à la société socialiste*". Seul, le parti italien, en organisant la lutte contre la guerre coloniale en Tripolitaine, avait, en 1914, à la réunion ultime de Bruxelles, un certain prestige sur ce point. Le discours d'Annini fut acclamé, et Bebel alla embrasser Angelica en lui disant : "*En écoutant la délégation italienne, j'ai entendu la voix de l'Internationale.*" Mais c'était le peuple italien qui, d'ins-

tinct, s'était montré internationaliste (il l'est encore aujourd'hui, affirme A. B.), alors que, dans les autres pays, l'angoisse et la résignation tragique prévalaient ; on s'avouait la vérité cruelle : l'action internationaliste commune, en juillet 1914, apparaissait comme impossible. Victor Adler (1) paraît vaincu et désespéré, Hugo Haase (2), pur, humain, pressent la tragédie. Angelica parle de la grève générale internationale et Cipriani lui réplique : "*Alors, les pays les plus évolués vers le socialisme seront écrasés par ceux où il n'y a pas de mouvement ouvrier conscient.*"

C'est Jaurès et Rosa Luxembourg qui rédigent le dernier manifeste de la II^e Internationale. Et Jaurès allait être assassiné. L'effondrement fut total. Mais la stupéfaction des militants internationalistes fut à son comble lorsqu'on apprit le vote des crédits de guerre : c'était incroyable et dramatique. Il fallait réagir : puisque l'Internationale était morte, puisque cette division créée par les impérialismes dans les rangs du prolétariat international était tellement contraire à l'idée socialiste essentielle, il fallait reprendre le contact entre tous ceux qui n'acceptaient pas cette faillite.

La Hollande, la Suisse, l'Amérique lancèrent des appels. Mais c'est surtout un ouvrier typographe suisse, Robert Grimm, qui prit l'initiative des premières réunions, d'abord entre socialistes suisses et italiens, clandestinement, à Lugano, au début de 1915. Là, pour la première fois, des ouvriers socialistes ont affirmé le caractère impérialiste de la guerre en cours et rappelé que les travailleurs de tous les pays avaient les mêmes intérêts. Au moment où tous les journaux, dans tous les pays, déclaraient exactement le contraire, cette affirmation avait un caractère révolutionnaire.

Naturellement, ceux qui mentaient, et qui savaient qu'ils mentaient, déclenchèrent les plus effroyables calomnies contre ces travailleurs honnêtes. Tous étaient dénoncés comme des "vendus" à l'Allemagne. Angelica était

présentée comme un agent du Kaiser, payée 10 millions ! Mais le fait historique fondamental est là : la fraternité entre les ouvriers conscients des différents pays n'avait pas été entamée par les mensonges et les horreurs de la guerre ; les plus ardents parmi les "conspirateurs" étaient les socialistes et les bolcheviks russes. Mais ceux-ci pensaient déjà à créer une autre Internationale.

Les ennemis les plus acharnés de cette "fraternisation internationale" étaient les dirigeants des partis socialistes officiels. Il faut comprendre cet aspect du drame : l'unité et la discipline, dans les partis, constituaient l'expression nécessaire du mouvement de classe lui-même. La minorité non conformiste était donc devant une responsabilité terrible. Il y eut d'abord une réunion internationale des femmes socialistes à Berne. Il fallut beaucoup de courage aux minoritaires pour continuer leur tâche, et le travail avec les bolcheviks, qui remettaient constamment en cause les décisions prises en commun, était très ingrat.

Un appel aux femmes du monde entier fut donc rédigé à Berne : *"Où sont vos fils, vos frères, vos fiancés, vos maris ? Et à quoi donc sacrifient-ils leur vie ?"* Le contenu politique du manifeste ne convenait pas aux bolcheviks : ils exigeaient une autre Internationale. On dut se séparer. Puis on reprit le travail chez Lénine et on aboutit à un compromis. La même scène se reproduisit quelques semaines plus tard à Berne, cette fois avec des jeunes socialistes, qui, tous, risquaient le peloton d'exécution. Mêmes discussions entre socialistes et bolcheviks. Les larmes dans les yeux, un jeune ouvrier allemand demanda : *"Qu'est-ce que je pourrai dire à mes camarades, en rentrant, si, ici, une dizaine de personnes ne peuvent pas se mettre d'accord ?"*

Dans le petit village de Zimmerwald, enfin, l'idée internationaliste s'est affirmée avec succès ; échappant aux policiers et espions de tous les pays, qui pullulaient en Suisse, les délégués de vingt partis socialistes (des

minorités, sauf pour le parti italien, alors unanime) se sont rencontrés. Au moment où la haine chauvine dressait partout Allemands contre Français, très émus, mais très fraternels, Hoffmann et Ledebour (3) tendirent la main à Merrheim et Bourderon. Tous les quatre, aujourd'hui disparus, s'assirent à la même table et travaillèrent avec une volonté farouche à faire oublier les aberrations des directions des partis officiels : *"Ce n'est pas vrai que les peuples soient des ennemis. Et voici les vraies raisons de cette guerre !"*

Leur élan internationaliste était tel qu'à certains moments, ils pouvaient se passer d'interprète et se comprenaient directement !

Tel fut le début d'un vrai mouvement international faisant la preuve de la possibilité d'entente entre prolétaires même au milieu des horreurs et des mensonges de la guerre.

Puis ce fut Kienthal (1916). Et puis le bureau fut transféré à Stuttgart. Et puis ce fut Stockholm, en 1917, conférence extrêmement intéressante et qui mériterait, à elle seule, toute une étude ; le dialogue entre mencheviks et bolcheviks était encore possible : la révolution russe était en danger, comme le reconnaissait Radek. Et comme Angelica part en Russie, son vieil ami Axelrod (4), dont elle rappelle la grande pureté et le magnifique dévouement à la cause de la révolution, la met en garde : *"Ce n'est pas une vraie révolution, c'est tout autre chose ! En encourageant les bolcheviks, vous allez commettre un crime."*

"Il avait raison, déclare Angelica, mais nous ne pouvions pas faire autrement !" Déjà, pour les décisions prises en commun, à Zimmerwald, les difficultés avec les bolcheviks avaient été très pénibles : le Manifeste devait être appris par cœur et les transmissions avaient pour objet de sonder les différents prolétariats afin de déterminer, après cette consultation, la décision d'une grève générale internationale contre la guerre. Mais les bolcheviks avaient volé un exemplaire du Manifeste et ils le publièrent en Finlande :

c'était une violation d'un engagement contracté, car ni les Français ni les Allemands n'avaient encore pu être consultés. Et les camarades chargés de cette consultation risquaient naturellement leur vie dans chaque pays.

Après octobre, l'idée de créer une Troisième Internationale dominait les préoccupations : Tchitcherine (5) envoya Angelica en Ukraine pour maîtriser son opposition. Il y eut donc, en mars 1919, une conférence à Moscou, mais les représentants des prolétariats n'avaient pas qualité pour les envoyer. Eberlein, Allemand (fusillé ensuite), suppliait d'attendre. Angelica refusa d'engager ses amis socialistes italiens, sans les avoir consultés. Sadoul, pour la France, n'avait aucune expérience politique.

Cette Troisième Internationale, à sa naissance, était un bluff. Mais Angelica refusa de transmettre les archives de Zimmerwald à la Troisième Internationale, car les deux choses sont de nature différente.

Il reste que Zimmerwald, petite étincelle au milieu des tempêtes, a prouvé qu'il pouvait en sortir des flammes, dont on ne sait jamais jusqu'où elles pourront aller. Puisque, seuls, les militants du Cercle Zimmerwald de Paris demeurent fidèles à cette tradition de lutte contre la guerre par la solidarité révolutionnaire des travailleurs, c'est à eux que revient ce modeste héritage : que l'exemple de cette étincelle ne soit pas perdu par les jeunes et qu'il éclaire les hommes et les femmes conscients pour les diriger vers le socialisme.

Alfred Rosmer

Avec l'un des représentants authentiques du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914, et l'un des fondateurs, à ce titre, de la IIIe Internationale, on entend les souvenirs précis et l'interprétation d'un autre courant, d'une autre composante du mouvement de Zim-

merwald. Certes, dit Rosmer, Bourderon, secrétaire du syndicat du tonneau, était un socialiste convaincu, membre de la fédération de la Seine, et qui aurait sans doute choisi le socialisme si on l'avait obligé à opter entre son parti et son syndicat. Mais en fait, c'est la base anarchiste et syndicaliste qui a fourni au mouvement de Zimmerwald sa résonance et son activité révolutionnaire. *"Nous, nous n'avons pas confiance dans la IIe Internationale, nous n'avons donc pas été surpris de son impuissance. Mais c'est l'effondrement du syndicalisme révolutionnaire qui nous a surtout stupéfiés : toute la direction de la CGT est passée du côté de la guerre."*

Ce sont les émigrations russe (Martov et Trotsky) et polonaise, qui fournissent les premiers réconforts aux minoritaires, et bientôt, c'est le social-démocrate Robert Grimm qui, comme journaliste suisse, est venu apprendre aux syndicalistes internationalistes français comment procéder pour le travail illégal. La direction de *L'Humanité* (Pierre Renaudel) le reçoit avec ironie : *"Sans doute il y a, ici et là, quelques ouvriers récalcitrants... Mais ça n'existe pas... On les mobilisera !"*

Cependant, à *La Vie ouvrière*, la compréhension mutuelle est immédiate : on s'entraidera. On fera passer les tracts illégaux. On établira les liaisons internationales. La censure, en France, était encore plus rigoureuse dans les organisations socialistes et syndicales officielles que dans les milieux gouvernementaux.

C'est la fédération des métaux qui fournira la base de départ. C'est autour d'elle que se regrouperont toutes les minorités internationalistes. C'est grâce à elle que fut connue la résistance à la guerre de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Puis que fut publié leur manifeste du 1er mai 1915. Le retentissement en fut énorme et la direction du Parti socialiste fut obligée de reconnaître qu'il existait en Allemagne, une opposition ouvrière à la guerre.

A la fédération des métaux, il faut joindre le syndicat des instituteurs,

groupant beaucoup moins d'adhérents, mais tous d'une autre qualité que les syndicats d'aujourd'hui. Leur *Ecole émancipée* paraissait avec beaucoup de blancs de censure... Mais on faisait circuler les articles supprimés.

Bientôt, au conseil national du Parti socialiste, se manifesta une opposition importante, bien que modérée, autour de la fédération de la Haute-Vienne, et comprenant tous les élus ainsi qu'un quotidien bien moins chauvin que *L'Humanité*. Alors, la pression de la direction du parti et du gouvernement s'exerça au moyen de la suppression des sursis d'appel : si on était pour la politique de guerre, on pouvait avoir un sursis... et faire envoyer au front ceux qui s'opposaient à la guerre. Le plus déchaîné des chauvins était Marcel Cachin (6), qui fulminait contre les Italiens. Les bons limousins, sincères, se laissaient impressionner par les dirigeants parisiens. Mais leur protestation circulait dans les autres fédérations. Il y avait un sentiment unitaire très vif : l'unité était récente et on craignait la scission, la rechute dans les querelles de sectes. Préservons l'unité était le mot d'ordre général. On peut ainsi mesurer ce qu'il a fallu de courage au brave Bourderon pour aller à Zimmerwald, sans compter les risques du retour.

A Zimmerwald, oui, il y avait des tendances. Mais le fait essentiel était l'affirmation internationaliste. Sans doute aussi, en 1918, Merrheim a renié Zimmerwald. Et puis on a trafiqué avec sa pensée : on a replacé à 1915 ses affirmations de 1918.

On présente aussi les bolcheviks comme responsables, mais ils n'ont pas échappé à la crise. Sur 91 militants, ici, 11 se sont engagés dans l'armée française ! Pendant ce temps, nous avons assisté à un regroupement de syndicalistes, de socialistes et d'anarchistes — et aussi de bolcheviks — autour de Zimmerwald. Au centre apparaîtrait Lénine, qui passe pour sectaire, mais qui veut simplement qu'on agisse et non plus qu'on se contente de discours. On pouvait invoquer la motion

de Stuttgart. Est-ce que cela voulait dire qu'il fallait renverser immédiatement le régime capitaliste ? C'est idiot. Il fallait d'abord **préparer** la chute du régime capitaliste en utilisant ses contradictions, car c'est tout de même lui, ce régime, qui est la cause de la guerre. Et Lénine avait raison de dire : *"Sinon, il recommencera ! Il y aura une autre guerre !"* Eh bien ! est-ce qu'il y a eu une autre guerre ? Sur toutes ces questions, comme sur ce qu'il fallait entendre par défaitisme, la pensée de Lénine était nuancée : *"Pour nous, Russes, oui, la défaite sera le moindre mal."* Mais, même sous cette forme "défaite de la Russie", Lénine se heurte à l'opposition de la quasi-totalité de son parti : *"On ne peut tout de même souhaiter ni favoriser la victoire des Allemands !"*

Certes, il était intransigeant et s'adressait à Ledebour : *"En rentrant, vous allez voter contre les crédits de guerre, n'est-ce pas ?"* Mais Ledebour refusait de prendre un engagement, tout était si complexe.

Pourtant, tous étaient des hommes d'une autre trempe que ceux qu'on a vus ensuite. La révolution, ils la voulaient, ils la vivaient, ils la voyaient venir. Tandis que, depuis, c'est devenu une sorte de clause de style pour des hommes qui, alors qu'ils auraient pu le faire, n'ont rien fait et l'ont remise à plus tard. *"Pour moi, dit Alfred Rosmer, Zimmerwald est le lieu de rassemblement de toutes les tendances internationalistes du mouvement ouvrier, des socialistes et des anarchistes et syndicalistes que les socialistes parlementaires avaient chassés de l'Internationale à Zurich et à Londres"* (7).

Les socialistes non parlementaires étaient à l'origine de la motion de Stuttgart. Mais les socialistes parlementaires ont vu croître le nombre des députés. Ils ont abandonné l'idée fondamentale : *"Plus besoin de préparer la révolution, les députés socialistes s'occuperont de cela !"* Alors les internationalistes et révolutionnaires se sont regroupés dans le mouvement syndical, où il y a eu aussi très peu d'inter-

nationalistes. Mais du moins, à Zimmerwald, c'est là que l'on retrouve l'origine des divergences.

La II^e Internationale était morte. Fallait-il garder tout de même les anciens partis ? Se contenter d'éliminer ceux des dirigeants qui s'étaient trop compromis ? Pour nous, syndicalistes, la III^e Internationale était nécessaire et devait tenir compte du reclassement de Zimmerwald : il ne fallait pas une Internationale exclusivement parlementaire. C'était l'avis de la CNT espagnole, de l'Union syndicaliste italienne, etc., qui ont voté l'adhésion à la III^e Internationale. Est-ce qu'on pouvait reconstruire la II^e Internationale ?

Il est vrai qu'en 1915, Martov, militant très sérieux, avait dit : *"Ne posons pas cette question d'une nouvelle Internationale maintenant."* Mais à mesure que la guerre durait, les soldats en avaient assez, ils ne pouvaient plus lire *L'Humanité* sans dégoût.

En résumé, Zimmerwald, c'est d'abord le regroupement sain, révolutionnaire, qui place l'internationalisme prolétarien avant toute autre préoccupation. Mais il faut aussi qu'un tel regroupement soit capable de comprendre et de définir une ligne directrice commune, de prévoir ce qui va se passer : *"Si le mouvement né à Zimmerwald est capable de faire cela, alors, il a de l'avenir."*

Pierre Monatte

Il y a quarante ans, comme aujourd'hui, le nationalisme coulait à pleins bords — l'internationalisme était une rareté. Un historien, rapportant les événements que nous rappelons, les résume ainsi : *"Les délégués français ne représentent rien ! Les délégués allemands étaient envoyés là par le chancelier."* Cet historien n'y comprend rien. Ceux qui auraient dû parler au nom de la classe ouvrière avaient un bœuf sur la langue, car ils avaient accepté un sursis d'appel. Mais il y a eu

Merrheim et sa fédération des métaux. Ils ont relevé le défi lancé à la classe ouvrière par un système de corruption qui n'a fait qu'empirer depuis. Et les militants honnêtes se sont retrouvés. Bourderon était un ancien allemaniste, porte-parole des réformistes, mais qui n'avait jamais cherché à être conseiller municipal ou député : sa seule ambition était de vouloir vivre avec ses compagnons d'atelier et d'être leur porte-parole.

Un réformiste de cette qualité est bien proche d'un syndicaliste révolutionnaire. Et on l'a vu réagir dès le début, avant Merrheim lui-même, au premier appel de Liebknecht. Et il n'a pas tourné casaque ensuite, comme Merrheim : il est resté fidèle à Zimmerwald. Ainsi, en 1914, quand les ouvriers se taisent, deux personnalités du mouvement marquent le coup. Il y a comme cela des moments où il faut que quelques hommes se lèvent.

Le cas de Merrheim est particulièrement douloureux. Bouet parle d'un Merrheim "renégat". En vérité, épuisé, mal conseillé, il a quitté le bon chemin et il dira ensuite : *"C'est la classe ouvrière qui m'a trahi"*, ce qui est sans doute exagéré. Mais il est vrai que tous les bons éléments de la classe ouvrière ne se sont pas retrouvés autour de lui.

Au moins, à cette époque, on posait le principe *"Ni annexion ni indemnités !"*. Alors qu'aujourd'hui, nous avons vu Bidault et de Gaulle réclamer la rive gauche du Rhin et réclamer l'annexion de la Sarre sans protestations ouvrières au congrès de la CGT : c'est vrai, il n'y a pas de véritable Internationale ; que le mouvement ouvrier est faible !

Mais la responsabilité de cette situation remonte à tous ceux qui ont déserté l'internationalisme et, parmi eux, ceux soi-disant communistes. Le mouvement ouvrier doit payer aujourd'hui cent vingt ans de colonialisme, de nationalisme ; à ce sujet, quand j'entends nos camarades musulmans, j'aimerais qu'ils se présentent comme des travailleurs plutôt que comme des musulmans.

On a presque honte de se dire internationaliste. On est Français ! Alors, toutes ces erreurs et ces fautes doivent se payer un jour.

Mais l'exemple de Zimmerwald permet de poser clairement la question : *"Que faut-il faire en 1955 ? Il faut réunir tous ceux qui sont d'abord des internationalistes."* Il faut comprendre que, sans cette condition, l'impuissance du mouvement ouvrier sera fatale. Comment déclencher une grève générale si on n'est pas prêt à la faire des deux côtés de la frontière ?

Le parti ouvrier italien s'est trouvé incapable, après la guerre, de poser sa révolution en termes internationalistes, et il a dû payer par des larmes de sang la contre-révolution fasciste. Et combien d'autres enseignements à tirer de ce que nous avons vécu depuis quarante ans ! Aujourd'hui, plus que jamais, il faut préparer la révolution à l'échelle internationale, car tous les grands problèmes de notre époque auxquels nous ne pouvons pas échapper appellent à la

solidarité internationale les travailleurs de partout.

(1) Victor Adler (1852-1918), principal dirigeant social-démocrate autrichien et dirigeant de la IIe Internationale jusqu'à la guerre. Père de Friedrich Adler.

(2) Hugo Haase (1863-1919), président du parti, puis du groupe parlementaire social-démocrate avant la guerre, à laquelle il se déclara hostile. Fondateur en janvier 1917 du Parti social-démocrate indépendant (USPD). Assassiné en 1918.

(3) Adolf Hoffmann (1858-1930), député social-démocrate de Prusse. Participe en 1917 à la fondation de l'USPD. Georg Ledebour (1850-1947), député social-démocrate. L'un des fondateurs en 1917 de l'USPD.

(4) Paul Axelrod (1850-1925), membre du premier comité de rédaction de l'*Iskra* (1900-1903), puis dirigeant menchevique.

(5) Georges Tchitchérine (1872-1936), commissaire du peuple aux Affaires étrangères soviétique de 1918 à 1930.

(6) Marcel Cachin (1869-1958), député socialiste de Paris, partisan de l'Union sacrée pendant la guerre. Se rallie au Parti communiste, membre du bureau politique dès 1920. Directeur de *L'Humanité* de 1918 à 1958, avec une interruption en 1945.

(7) Le Congrès de Zurich de la IIe Internationale, constituée à Paris en 1889, tenu en août 1893, écarta de l'Internationale les anarchistes et les autres courants antiparlementaristes. Le Congrès de Londres, tenu en 1896, confirma cette décision en adoptant un texte qui *"déclare reconnaître la nécessité de l'action législative et parlementaire. En conséquence, les anarchistes sont exclus."*



Zimmervald : la maison où vivait Lénine pendant la conférence.

En 1930, un paysan pauvre dénonce la collectivisation stalinienne

EN mai 1930, un rapport du sous-département de l'information du comité exécutif central des soviets reproduit un certain nombre de lettres adressées à Kalinine, président de cet organisme.

Une des lettres, signée "un paysan pauvre", affirme : "La paysannerie est mécontente de votre Staline. Vous avez conduit le pays à sa perte." Après avoir dénoncé la dékoulakisation comme dirigée contre "ceux qui travaillaient de leurs mains calleuses pour améliorer leur exploitation", condamnés à "mourir de faim dans les convois de la mort", il dénonce dans la politique de Staline une tentative de restauration politique et sociale, condamnée selon lui à l'échec : "Chez vous, au centre, on se dit sans doute : rendons la vie si impossible que plus personne ne songe, des siècles durant, au pouvoir soviétique. Il ne fait pas de doute que chez vous, il y a pas mal de bourgeois qui se sont trouvés une bonne petite place. Mais sachez que vous ne ferez pas revenir la Russie au temps du tsarisme et des propriétaires terriens. Il y aura beaucoup de sang, mais il n'y aura plus ni tsar ni propriétaires fonciers."

Un autre, membre du parti, démissionne en dénonçant : "Pour masquer ses erreurs et ses excès, le comité central de la bureaucratie bolchevique cherche une issue en faisant de lâches concessions (...), tandis que le gouvernement accomplit

en pleine inconscience les volontés du monarque Staline." Il dénonce le fardeau des impôts qui accable les "paysans moyens" et affirme : "Notre tâche est d'organiser de grandes exploitations collectives, pour en tirer un maximum de bénéfiques et de produits pour l'Etat. Les fermes collectives de type stalinien ne peuvent qu'être déficitaires, à la différence des fermes collectives de type léniniste, bâties sur une base technique solide et volontaire (...). Lénine disait qu'on ne construirait des fermes collectives qu'avec des tracteurs, de l'électricité, petit à petit, à mesure que le niveau culturel du paysan russe s'élèverait." Il dénonce "l'usurpateur Staline, responsable de la collectivisation forcée de cet hiver", et annonce in fine : "Je quitte le parti et j'entre dans le parti de la révolution populaire, avec lequel nous construirons tous ensemble le socialisme dans notre pays et mettrons à bas la dictature de la bureaucratie."

Un groupe de paysans, qui exige que tout le comité central lise sa lettre, oppose les paysans moyens, avec "une vache, un cheval, une maison pourrie et cinq gosses sur le dos" à "celui qui est au pouvoir, fils de koulak, qui reçoit 200 roubles par mois. Et vous appelez ça un prolétaire (...). Si un jour il y a la guerre, alors la première balle sera pour vous, salauds."

Il ne s'agit là ni d'une suite de protestations individuelles ni d'un phénomène strictement paysan. De la

même année date la lettre de Podolsk, petite ville au sud-est de Moscou : en septembre de ce mois, 273 ouvriers des diverses usines de la ville rédigent et signent une lettre envoyée au comité central, véritable acte d'accusation de la politique de Staline, accusé d'avoir, "après deux années de pouvoir absolu incontrôlé, amené l'Etat dans une situation pire qu'en 1919" — c'est-à-dire aux pires moments de la guerre civile et du communisme de guerre — et d'avoir, "par son activité criminelle,

réduit à néant tout ce que Lénine avait obtenu en deux ans". Les signataires exigent que "Staline soit immédiatement écarté de la participation à la direction des affaires du pays et immédiatement déféré devant un tribunal d'Etat pour répondre de ses crimes innombrables contre les masses prolétariennes". Le Guépéou fut chargé de régler l'affaire de ces ouvriers, accusés d'être des trotskystes, des socialistes-révolutionnaires, etc.



Pavlik Morozov, le petit paysan, réel ou inventé, qui aurait dénoncé son père au Guépéou puis aurait été abattu par des "koulaks" en 1932.

Pages oubliées

Friedrich Adler :
***“Pourquoi
j’ai tué le comte Stürgkh”***

**Le Parti ouvrier
socialiste-révolutionnaire
et l’affaire Dreyfus**

Après avoir assassiné le Premier ministre autrichien, le comte Stürgkh, Friedrich Adler fut jugé le 16 mai 1917. La délibération des juges dura peu de temps : 17 minutes. Ils condamnèrent l'accusé à la pendaison, peine ensuite commuée en dix-huit ans d'emprisonnement. Dans son discours, reproduit en brochure par le Parti socialiste italien, Friedrich Adler s'attacha uniquement à expliquer et à justifier politiquement son acte. Son point de départ est la conviction que la classe ouvrière est *"le gérant de l'avenir de l'humanité"*. Cette phrase du congrès socialiste international de Bâle, tenu en 1912, il continue en ce qui le concerne à la prendre au sérieux et il reproche aux dirigeants de son parti (Renner, futur chancelier d'Autriche, Seitz) de l'avoir abandonnée.

L'un des passages les plus significatifs de son discours est celui où il analyse la position de la direction du Parti social-démocrate autrichien, devenu, dit-il, *"un consort du gouvernement"* (c'est-à-dire un complice). Ce parti, explique-t-il, en défendant des intérêts qui ne sont pas ceux de la classe ouvrière, est devenu *"une institution antirévolutionnaire"*.

D'où sa conviction exprimée sans détour : *"La direction du parti n'est qu'un organe saboteur du mouvement révolutionnaire"* et *"une révolution ne peut avoir lieu en Autriche qu'en dehors de la direction du parti"*.

La *"journée du 4 août"* à laquelle il fait allusion est le vote des crédits de guerre par le groupe parlementaire social-démocrate allemand. L'*Arbeiter Zeitung* est le quotidien du Parti social-démocrate autrichien.

Le socialiste italien qui a traduit et préfacé son discours, Edmondo Peluso, adhérera plus tard au PC italien et connaîtra en URSS un sort tragique, raconté un peu plus loin dans ce numéro.

Friedrich Adler : “Pourquoi j’ai tué le comte Stürgkh”

QUAND nous prêchons la lutte de classe, nous défendons la cause de l’humanité. Quand je parle de l’humanité et du progrès de l’humanité, je me réfère au Congrès de Bâle, qui a dit :

“Le prolétariat a la conscience d’être en ce moment le gérant de l’avenir de l’humanité.”

Cette pensée de l’humanité donne une haute valeur à la lutte de classe du prolétariat, et ce fut cette pensée de l’humanité qui, lorsque la guerre éclata, fut trahie par les social-patriotes et à laquelle il semble qu’on ne puisse plus revenir. Pendant les jours qui ont précédé le 1er Mai, l’*Arbeiter Zeitung* publia des essais sur ce thème. Mais, ce qui me distingue, moi, des autres socialistes, c’est le fait que cette opinion que l’*Arbeiter Zeitung* propage depuis trois semaines, moi, je l’ai propagée pendant tout cet intervalle et je l’ai toujours défendue.

Certes, j’eus à soutenir une rude lutte lorsque je cherchai à ramener mes camarades à la morale de l’Internationale. Cette morale de l’Internationale semble très ingénue. C’est de cette même morale que Marx dit, en 1864, qu’elle consiste en ce qu’elle veut faire valoir comme loi suprême, dans les rapports entre les peuples, les simples lois de moralité et de justice qui règlent les rapports entre simples particuliers. Cette morale de la démocratie révolutionnaire, qui fit son apparition pour la première fois dans la

Grande Révolution fut proclamée par la Constitution de 1791 par la phrase :

« La liberté a sa grandeur morale dans la maxime : “Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas que l’on te fit”. »

C’est une maxime très naïve, mais c’est la morale de la démocratie, qui a été reprise par la révolution russe et qui oppose au principe du vol des territoires, principe hérité depuis des siècles, le principe de l’égalité parmi les peuples, qui veut une paix sans annexion et sans compensations.

La défense de la nation

Si vous voulez comprendre ma lutte, vous devez savoir que, pour moi, il s’est toujours agi de ramener mes camarades à ce programme et vous comprendrez aussi quelle catastrophe cela a été pour moi d’apprendre l’attitude des socialistes en Autriche.

Nous étions en train de préparer un congrès international et l’on avait projeté de publier dans l’*Arbeiter Zeitung* des articles des délégués de tous les pays, quand tout à coup, d’une façon inattendue, apparut dans l’*Arbeiter Zeitung* un article intitulé : “*La journée de la nation allemande.*” C’était un article en faveur de la guerre. L’article commençait par la

phrase : *“Cette journée du 4 Août, nous ne l’oublierons pas.”*

La direction du parti aurait bien voulu que l’on oubliât cette journée. A moi, l’on me disait toujours : *“Mais nous, en Autriche, nous n’avons pas eu de 4 Août.”* Ce à quoi je ripostais : *“En Autriche, on a pas eu de 4 Août parce que le gouvernement Stürgkh ne nous a pas même demandé notre avis, mais nous avons eu quelque chose de bien pire, nous avons eu un 5 août, c’est-à-dire le jour où l’Arbeiter Zeitung publia cet article qui nous nuisit au-delà des frontières, spécialement en Italie, où cet article fut télégraphié.”*

C’est dès ce moment que se produisit le conflit avec mon parti, mes amis et moi.

Mais bientôt apparut la pensée que nous devions infliger aux autres la défaite que nous voulions nous éviter, avec toutes ses terreurs et toute sa misère. C’est cette pensée qui fut exprimée dans l’Arbeiter Zeitung du 5 août dans les termes suivants : *“Quoi qu’il puisse arriver, nous espérons du fond de notre cœur en la victoire pour la sainte cause du peuple germanique.”*

Au niveau des brigands

Cette idée de victoire fut toujours plus accentuée, et c’est là ce qui nous fit arriver au point décisif de la controverse. Puisque nous suivons le point de vue socialiste, nous ne devons obtenir aucun avantage de la guerre, de même que l’individu qui est assailli par un brigand dans un lieu désert emploie toutes ses forces à se défendre et ne vide pas les poches de l’agresseur s’il réussit à l’abattre, de même dans les rapports entre peuples, nous ne devons pas nous abaisser au niveau des brigands. Et cependant, lorsqu’à la conférence qui eut lieu en mars 1916, nous demandâmes à la direction du parti qu’ils exigent du gouvernement une intervention publique des Empires centraux en faveur de la paix et une renonciation aux annexions

et aux indemnités, on nous railla et, sur cent délégués, seulement seize se mirent de mon côté.

Au début de la guerre, je craignis qu’une courte guerre victorieuse ne renforçât l’absolutisme pour bien des années. Cette longue guerre, avec tous ses terribles ravages et dévastations, a eu au moins un avantage : elle a éclairci les esprits à son sujet, elle a porté dans l’organisme du peuple le contre-poison de la guerre, elle a créé cette disposition d’âme que Goethe définissait ainsi : *“Qui en temps de paix désire la guerre est privé du bonheur de l’espérance.”*

Si la guerre eût été courte, il y aurait eu des deux côtés un enivrement de chauvinisme, qui aurait duré de nombreuses années. Cette guerre a au contraire, pour ainsi dire, créé dans son propre sein le vrai pacifisme de guerre. Les leçons de cette guerre feront sentir en effet pendant longtemps encore leurs conséquences, même chez ceux qui ont qualifié la guerre de *“bain ferrugineux hygiénique aux peuples”*.

Une grande tragédie historique

C’est une grande tragédie historique que celle qui s’accomplit en ce moment et ce n’est que dans son ambiance que je peux être compris, ou plutôt que mes motifs peuvent être compris. Le Parti socialiste, qui, dans un moment historique, aurait dû être le gérant de la pensée de l’humanité, est devenu un consort du gouvernement, un instrument de tendances qui devraient lui être étrangères.

Je ne veux pas dire que cela soit causé par la méchanceté de certains individus. Il y a eu aussi des erreurs individuelles. Mais la cause de cette grande tragédie provient du mouvement ouvrier lui-même, du fait que son bureaucratisme avait pris le dessus sur les intérêts futurs du prolétariat.

Les chefs du prolétariat voulaient, en bons employés, sauver les organisations,

mais ils ont trahi le vrai intérêt de classe, ils ont trahi l'Internationale, ils ont trahi la pensée de la révolution sociale. Pendant la guerre, ils ont bien obtenu quelques petits avantages pour les ouvriers et je suis le dernier à ne pas reconnaître tout ce qu'ils ont fait pour la classe ouvrière ; mais, pour un plat de lentilles, ils ont trahi le droit d'aïnesse de leur existence.

Cette tragédie ne fut pas limitée à l'Autriche. L'on dit que je suis un chicanneur parce que je critique mon parti politique, parce que je fais de semblables reproches à mon parti dans un pays où nous avons pour adversaires des gens du type des chrétiens-sociaux et des nationalistes allemands. Rien ne m'est aussi répugnant en Autriche comme ces partis bourgeois. Mais pour moi, ce fut une rude secousse de voir que le Parti socialiste autrichien, que j'estimais le plus au monde, n'était qu'un être borgne dans un royaume d'aveugles. Je ne puis appliquer la même mesure de critique au Parti socialiste qu'aux partis bourgeois, mais si je veux me rendre compte ce qu'il est devenu, je dois lui appliquer la mesure de son propre glorieux développement. Et pour moi, ce fut une vraie douleur de voir que ce parti a été contaminé en partie des mêmes vices que ses adversaires.

Une institution contre-révolutionnaire

Si je me trouvais en conflit constant avec la direction du parti, c'est précisément parce qu'elle était devenue de plus en plus une institution antirévolutionnaire. La conviction s'était ancrée en moi qu'en Autriche, une révolution ne peut avoir lieu qu'en dehors de la direction du parti et que celle-ci n'est qu'un organe saboteur du mouvement révolutionnaire. Et pensez donc que c'est pour cette direction du parti que je devais travailler en qualité de premier secrétaire, et qu'en cette qualité, je devais assister à toutes ses séances. J'étais arrivé à la ferme conviction que si une fois il fallait agir

sérieusement, je me serais trouvé à mon poste dans un très grand conflit de conscience entre mes convictions et mes devoirs de fonctionnaire du parti.

Je reconnus que pour assainir le mouvement, il fallait une autre direction au parti. Le camarade Seitz a toujours parlé de responsabilités, il a toujours dit : il faut lutter contre les actes de violence, parce que la responsabilité pour le sang versé tomberait sur la direction du parti. Mon opinion est que même pour des cas semblables, il faut avoir le courage d'en prendre la responsabilité.

Le secret de tout le conflit interne repose sur ceci : c'est que, pendant la longue période de paix, le parti, tout en possédant des organisations, une troupe de journalistes, des députés, bref, toute une administration civile, n'avait pas eu l'idée de former des officiers socialistes. L'autre secret du conflit est que personne, en Autriche, n'eut jamais l'idée de penser à comment il faudrait agir dans le cas où il serait nécessaire de passer à la violence. La seule chose à laquelle on pensât, ce fut d'empêcher toujours des désordres.

Le ton dans lequel on parlait de la violence fut inspiré par le Dr Renner, et je vis que l'on voulait discréditer devant les ouvriers la pensée de la violence. Le Dr Renner est un grand démagogue doué de talent. Peut-être s'était-il imaginé de pouvoir, par de volumineux livres, transformer en absolutisme éclairé l'absolutisme du comte Stürgkh. Mais il a tenté de cacher avec un art tout spécial qu'en Autriche comme en Russie, il ne s'agit pas en première ligne de la révolution sociale, mais de la révolution bourgeoise, et que c'est l'absolutisme qui doit d'abord rendre ses comptes.

Je ne suis pas devenu anarchiste

Par suite de ce contraste, je dus recourir à un acte individuel parce que le parti et la direction s'étaient éloignés du

sentiment révolutionnaire. Ce que je voulais montrer, c'est que notre premier devoir est de faire comprendre aux ouvriers que c'est seulement contre la direction du parti et par-dessus elle qu'on arrivera un jour en Autriche à une réelle transformation révolutionnaire ; que c'est seulement par-dessus elle que l'on pourra pratiquer la violence provoquée par le régime de violence du gouvernement. Or le Dr Renner cherchera à démontrer que l'action individuelle est en contradiction avec les principes socialistes et que c'est de l'anarchisme.

Comme de juste, je ne suis pas si ingénu de penser qu'en accomplissant cet attentat, j'aurais pu faire disparaître l'absolutisme de l'Autriche ou amener la paix. Je ne suis pas devenu anarchiste. L'anarchisme croit que l'action individuelle peut jouer ce rôle ; moi, je ne l'ai jamais cru. Je représente au contraire le point de vue de la lutte de classes, qui veut qu'on se serve de tous les moyens opportuns pour arriver à ses buts ! En temps de paix, du Parlement, et si l'absolutisme supprime ce Parlement, il ordonne de se servir de la violence.

Je suis aujourd'hui encore d'avis que la lutte de classes est la chose décisive. Mon acte n'a été qu'un modeste acte individuel et il n'avait pas pour but de remplacer la lutte de classes, pas plus que je ne voulais amener le peuple à se révolter subitement. Ce que je désirais,

c'était créer un courant psychologique favorable à une telle action à l'avenir.

Ce n'était pas mon idée d'accomplir une révolution par mon acte, mais je voulais créer les conditions nécessaires qui obligeraient la foule à prendre position vis-a-vis du problème de la révolution. Pendant toute la guerre — et cette observation s'adresse au procureur d'Etat —, pendant toute la guerre, je n'ai jamais prononcé un mot en vue d'amener une révolte. Je savais très bien que, dans l'ambiance où j'étais condamné à vivre, dans l'ambiance de la direction du parti, de semblables paroles ne pouvaient être prononcées ; car tous avaient perdu la notion que la violence ne peut être produite que par l'action.

Dans leur cynisme, ces gens se seraient moqués de moi. Ce qui était nécessaire et possible, c'était de faire une profession de foi en faveur de la violence afin qu'elle servît aux camarades socialistes pour comprendre que j'agissais sérieusement, puisque je sacrifiais ma vie. Je voulais que mes camarades prisent position et ils ont été obligés de le faire. A l'avenir, aucun chef socialiste en Autriche n'osera s'opposer devant les ouvriers à un acte de violence : c'était ce à quoi je voulais arriver et comme je tenais à cela plus qu'à ma propre vie : j'ai accompli mon acte afin que mes camarades socialistes changent de point de vue.

9

FRÉDÉRIC ADLER

Pourquoi j'ai assassiné le Comte Stürgkh

Plaidoyer prononcé par Adler devant le Tribunal d'exception autrichien le 18 Mai 1917 et jours suivants.

Préface et traduction
de EDMONDO PELUSO



Zurich
Partito Socialista Italiano nella Svizzera
Mittlerestrasse 36

Le Parti ouvrier socialiste-révolutionnaire et l'affaire Dreyfus

LE Parti ouvrier socialiste-révolutionnaire, fondé et dirigé par le communard Jean Allemane, déporté en Nouvelle-Calédonie en 1871, se constitua en juin 1891 comme continuateur du Parti ouvrier, proclamé en 1879. Pour souligner cette continuité, le journal de l'organisation s'appelait *Parti ouvrier*.

Dans le numéro des 7-8 janvier 1895, on y trouvait sur l'affaire Dreyfus, qui venait tout juste de commencer, un article de Maurice Charnay, futur auteur de la brochure consacrée aux allemanistes dans la série *Histoire des Partis socialistes en France*.

Dans *L'Affaire*, de Jean-Denis Bredin, on ne trouve aucune allusion à cet article de Maurice Charnay, seulement une vague allusion à la position même d'Allemane :

"Allemane, convaincu plus tôt que Jaurès, joua un rôle important dans l'engagement total de Jaurès, qui ne sera acquis, estime Madeleine Rebérioux, qu'en juillet 1898" (p. 252, édition Poche).

"S'il disait vrai"

LE capitaine Dreyfus a été dégradé samedi, à la grande joie de ceux chez qui le patriotisme s'unit au goût des spectacles gratuits et au culte de la force brutale.

Jean-Denis Bredin écrit plus loin :

"On ne trouve d'antisémitisme déclaré dans aucune des quatre organisations socialistes qui rivalisent entre elles, celle de Vaillant, celle d'Allemane, celle de Brousse, celle de Jules Guesde. Ni Jaurès, bien sûr, ni Guesde ni Vaillant n'ont repris les thèmes antisémites qui circulaient dans la vieille tradition du socialisme français" (p. 372). Pourquoi, des quatre partis cités dans la première phrase, n'en restait-il que trois à qui l'on attribue le refus de reprendre les thèmes antisémites, moins le POSR d'Allemane ? C'est pour le moins un oubli fâcheux.

Sous le titre *"Le premier juif qui se leva pour le Juif"*, Jean-Denis Bredin présente Bernard Lazare, dont les premiers articles datent de mai-juin 1896 dans *Le Voltaire*, comme le premier dreyfusard de France. Certes, l'article de Maurice Charnay ne marque pas le début d'une campagne dans laquelle le POSR s'engagera en 1898. Mais il met dès 1895 les points sur quelques "i".

"Je suis innocent !", ne cessait-il de répéter tant que dura son horrible promenade. A cet homme sans défense, contre lequel se dressait l'appareil formidable de notre société organisée pour écraser les faibles, les patriotes

répondaient par des outrages... Mais, si c'était vrai, que Dreyfus fût innocent, qu'il n'eût rien livré à l'Allemagne, qu'il fût la victime d'une fatalité, hasard ou épouvantable machination ! Si l'on avait cherché à poursuivre en lui l'Israélite...

Si le gouvernement avait inventé un simulacre de trahison, fabriqué des pièces, sacrifiant Dreyfus, comme son choix aurait pu tomber sur tout autre — la raison d'Etat n'a pas de loi —, afin de surexciter le chauvinisme, de faire une diversion utile au moment où le socialisme commence à pénétrer dans l'armée !

Oh! je ne prétends pas attaquer le jugement du conseil de guerre : il a toute la valeur d'un jugement rendu par n'importe quel tribunal, mais pas davantage ; et les socialistes, qui combattent tous les pouvoirs oppresseurs, qui ont demandé cent fois la suppression des tribunaux militaires, n'ont pas

à se mettre à la remorque des hurleurs, même dans un intérêt politique...

Ce n'est pas aux socialistes, qui tournent en dérision l'infailibilité du pape, simple symbole de ralliement, de croire à l'infailibilité des soldats jugeant avec toutes leurs passions d'hommes et leurs préjugés professionnels ; à ceux qui sont visés par tous les moyens de répression, y compris le huis clos, rétabli exprès pour eux dans les procès politiques, à prendre pour un acte de foi un jugement rendu à huis clos ; à ceux qui ont toujours été décimés par les cours martiales, qu'on veut encore y déférer en se servant du prétexte hypocrite de la trahison, à s'incliner devant les cours martiales.

C'est pourquoi, hurler comme la foule, excitée par les journalistes et les gouvernants, serait pour les socialistes la dernière des lâchetés.

M. Charnay



Jean Allemane (1843-1935), communard, fondateur du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire.

Chronique des falsifications

(Jean-Jacques Marie)

*“Toute une administration russe s’était mise en place au moment de la retraite des armées soviétiques et les Allemands l’avaient respectée.” Ces lignes figurent en bas de la page 21 du livre de Pierre Rigoulot, *Les Français au Goulag (1917-1984)* (Fayard). Lesdits Allemands sont les envahisseurs hitlériens. De braves démocrates, ces hitlériens, qui envahissent un territoire habité, selon eux, par des sous-hommes (*untermenschen*). Ces sous-hommes forment spontanément (“s’était mise en place”) une administration à eux, bref populaire, et les hitlériens “la respectent”, en pleine guerre !*

Jusqu’à cette révélation qui tient en deux lignes, il semblait admis qu’à peine arrivés dans une bourgade ou une ville soviétique, les nazis s’attelaient à réaliser deux objectifs : organiser la chasse aux commissaires, aux bolcheviks et aux Juifs, pendus ou fusillés sans délai, et nommer une administration et une police auxiliaire à leur botte, chargées de faire régner leur ordre, de participer à la chasse aux commissaires, aux bolcheviks et aux Juifs et de les aider à réquisitionner les produits dont ils avaient besoin.

Que, dans cette administration collaboratrice, se soient trouvées, comme le souligne Soljenitsyne, des victimes du stalinisme qui crurent de cette façon régler leur compte avec leurs bourreaux, cela ne change rien aux origines, à la nature et aux fonctions de cette administration.

Un auteur du *Livre noir du communisme* dans ses œuvres

DANS sa jeunesse, Pierre Rigoulot fut admirateur de Staline, par Mao interposé. L'hommage qu'il rend ainsi au "respect" par les armées nazies du choix populaire illustre sa souplesse d'esprit. Or c'est un des onze auteurs du *Livre noir du communisme*. Directeur de la revue *Cahiers d'histoire sociale*, il a publié dans le n° 9 une recension admirative de cet ouvrage, auquel il a modestement collaboré. Son nom ne figure ni sur la tranche ni sur la couverture du *Livre noir*. Traitant de la seule Corée du Nord, il n'a droit qu'au statut de collaborateur.

Cet "historien" nous informe que *"les premières victimes du communisme coréen sont des communistes"* (p. 599), que *"sur les vingt-deux membres du premier gouvernement nord-coréen, dix-sept avaient été assassinés, exécutés ou purgés"* (p. 602), tout cela étant autant de "crimes du communisme" (contre lui-même ?), tout en admettant que *"le communisme nord-coréen est (...) une exception archéo-stalinienne"* (p. 617). *"Ces réserves faites (sic !), on peut additionner, aux 100 000 morts des purges au sein du Parti du travail, 1,5 million de morts du fait de l'internement concentrationnaire et 1,3 million de morts consécutifs à la guerre voulue, organisée et lancée par les communistes — une guerre inachevée, qui accroît régulièrement le décompte des victimes du fait d'opérations ponc-*

tuelles (attaques de commandos nord-coréens contre le Sud, actes de terrorisme, etc.). Il faudrait ajouter à ce bilan les victimes directes et surtout indirectes de la malnutrition. C'est là que les données manquent le plus (sic !) aujourd'hui" (elles manquent donc aussi pour les autres "postes", mais ce manque n'enlève rien à l'alacrité comptable de Pierre Rigoulot) : *"Même si nous nous contentons (sic ! le style, c'est l'homme), depuis 1953, de cinq cent mille vies perdues du fait de la fragilisation face aux maladies ou directement du fait de la pénurie alimentaire (des rumeurs de cannibalisme, évidemment invérifiables, courent actuellement !), nous aboutissons, pour un pays de vingt trois millions d'habitants et d'un régime communiste d'une cinquantaine d'années, à un résultat global de plus de trois millions de victimes"* (p. 617).

Tout part évidemment, en Corée, de la sauvagerie de l'occupation japonaise depuis le début du siècle et de l'opération de dissection de ce petit pays en deux morceaux tranchés au niveau du 38^e parallèle par une opération chirurgicale au scalpel mise au point, au mépris du droit des peuples, conjointement par Staline et Truman. L'auteur enregistre sans le moindre commentaire cette dissection d'un peuple et d'une nation comme s'il s'agissait d'une donnée de fait, semblable à un élément du climat ou à la loi de la gravitation.

Ce découpage d'une nation en deux tronçons, l'une sous contrôle "soviétique", l'autre sous contrôle "américain" ("démocratique" ?), n'a aucun rapport avec le "communisme" ni d'ailleurs avec la démocratie. Cette

violence, qui faisait suite à un demi-siècle d'occupation et de surexploitation japonaises sauvages, poussant des Coréens à se réfugier en Union soviétique, explique la suite. L'auteur n'en a cure.

Un historien américain découvre les assassins de Rosa Luxembour et de Karl Liebknecht : les bolcheviks

LES numéros 9, 10, 11 (1997) et 1 (1998) de la très sérieuse revue d'histoire russe *Voprosy Istorii* ("Questions d'histoire") comportent une "étude" d'un historien américain d'origine russe : Iouri Felchtinski, docteur en histoire, enseignant à l'Université de Boston, intitulée : *Karl Radek est-il mêlé à la mort de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembour ?* Dirigeants du groupe Spartakus, puis du Parti communiste allemand, fondé trois semaines plus tôt, ils furent arrêtés et assassinés le 15 janvier 1919 par un détachement de soldats aux ordres du gouvernement social-démocrate allemand.

Iouri Felchtinski écrit beaucoup sur la révolution russe et ses dirigeants. Les chaînes de télévision russe sont largement ouvertes à cet "historien", qui se présente entre autres comme un spécialiste de Trotsky et du trotskysme, et qui a déjà à son compte quelques "révélations" à faire pleurer d'envie Gérard de Villiers : John Reed, l'auteur de *Dix Jours qui ébranlèrent*

le monde, n'est pas mort du typhus, il a été empoisonné sur ordre de Zinoviev et de Radek ; l'attentat de Dora (ou Fanny) Kaplan contre Lénine le 30 août 1918 a été, en réalité, organisé par Dzerjinski, chef de la Tcheka, sur ordre de Sverdlov, président du comité exécutif des soviets et membre du comité central du Parti bolchevique. Ce dernier n'est pas d'ailleurs mort de la grippe espagnole en mars 1919 (épidémie qui, rappelons-le, a en 1918-1919 fait plus de morts que la guerre mondiale elle-même : 25 millions !), comme on le croyait jusqu'alors : c'est Lénine, qui, pour se venger, l'a tué. La preuve ? Lénine lui a rendu visite sur son lit d'agonie... or Lénine était beaucoup trop prudent pour risquer d'attraper une maladie mortelle, fût-ce en rendant visie à un vieux camarade à l'agonie... donc, il est allé le voir pour l'empoisonner. Voilà comment s'écrit l'histoire aujourd'hui.

Cet historien chéri de la télévision démocratique russe ne pouvait s'en tenir à ce roman policier.

La question posée dans le titre de l'article est purement oratoire et contient la réponse : oui. L'article commence par une précaution doucereuse : *"Cette publication n'accuse pas Karl Radek d'être mêlé à la mort de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg. L'historien ne peut pas et ne doit pas être un procureur"* (p. 3). Après quoi, on passe aux choses sérieuses.

Dès le troisième paragraphe, le ton change : *"La mise à l'écart des leaders du Parti communiste allemand était avantageuse pour Lénine. La paix de Brest-Litovsk, de quelque manière qu'on l'apprécie du point de vue des intérêts de la Russie soviétique, était, évidemment, un coup de poignard dans le dos de Liebknecht et de la révolution allemande. La signature d'un armistice avec le gouvernement du Kaiser sur le front Est, en mars 1918, diminuait les chances de succès d'une insurrection communiste en Allemagne"* (n° 9, 1997, p. 3).

Le critère *"id fecit cui prodest"* ou *"à qui profite le crime"* indique déjà le commanditaire du meurtre. Rappelons que Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht étaient alors en prison et avaient fort peu de possibilités de diriger une *"insurrection communiste"* organisée par un Parti communiste allemand... qui ne sera fondé qu'en décembre 1918. Un détail, diraient certains.

Notre *"historien"* continue : *"C'est précisément à la question de la paix que sont liés les premiers désaccords sérieux entre Luxembourg et le gouvernement de Lénine"* (p. 3). Selon lui, la paix signée par Lénine était *"infiniment pire que ce que Luxembourg et Liebknecht auraient pu prévoir dans un cauchemar : Lénine signe une paix antidémocratique, avec des annexions, des réparations, des annexes complémentaires avantageuses pour le gouvernement allemand"* (p. 4).

Remarquons en passant qu'un traité de paix ou un armistice signé entre un vainqueur et un vaincu (les armées allemandes occupaient une bonne partie du territoire de la Russie d'Europe et l'ex-armée russe reculait en débanda-

de) est rarement *"démocratique"*. Un an plus tard, le gouvernement allemand signera à Versailles un traité peu démocratique comprenant des réparations élevées...

"Bien entendu, Liebknecht et Luxembourg soumièrent la politique de Brest de Lénine à une critique sévère, car elle contredisait les intérêts de la révolution allemande (...). Cependant (?), Luxembourg ne se limita pas à une critique de Lénine dans les questions de la paix de Brest. Elle soumit à une critique de gauche la politique agraire du Conseil des commissaires du peuple" (p. 4).

Sur la nature de cette *"critique de gauche"*, l'historien russo-américain est d'une discrétion remarquable... Et pour cause. Rosa Luxembourg qualifie le *"partage des terres"* et le *"droit des peuples à disposer d'eux-mêmes"* de *"mots d'ordre petits-bourgeois"*, en un mot simplement démocratiques. Et elle reproche aux bolcheviks de ne pas *"prendre des mesures qui aillent dans le sens des conditions fondamentales d'une transformation socialiste de l'agriculture"*, qui passe par la *"nationalisation de la grande propriété"* et la suppression de *"l'opposition entre l'agriculture et l'industrie"*.

Iouri Felchtinski en tire la conclusion suivante : *"La victoire de la révolution dans l'Allemagne industrialisée n'était pas dans l'intérêt de Lénine, car dans ce cas la Russie paysanne serait passée au second plan. Liebknecht et Luxembourg s'installaient à la tête de la Troisième Internationale en gestation. Quel rôle, dans ce schéma, revenait à Lénine, qui venait de signer un accord de paix avec le gouvernement impérial allemand et qui avait auparavant reçu des subsides des Allemands, ce qui était globalement connu, cela reste à deviner. Ni les "communistes de gauche" en Russie ni les spartakistes ne pouvaient pardonner Brest à Lénine"* (p. 4).

Iouri Felchtinski est vraiment un très étrange historien. Dans son article *"La responsabilité historique de Lénine"*, Rosa Luxembourg considère que

le principal coupable de cette paix de rapaces... est le "prolétariat allemand". Elle écrit : "Jusqu'à présent, le seul effet international qu'ait eu la révolution russe, c'est, avec un considérable accroissement de force de l'impérialisme allemand, une recrudescence de la guerre mondiale sur toute la ligne. La principale responsabilité de ce quiproquo tragique incombe au prolétariat allemand. C'est lui, surtout, qui la portera devant l'histoire (...). Car seule la persévérante immobilité de cadavre qu'a observée le prolétariat allemand a réduit les révolutionnaires russes à conclure une paix avec l'impérialisme germanique comme le seul pouvoir qui régnât en Allemagne."

L'acte d'accusation ne vise pas les dirigeants bolcheviques qui ont signé, mais la classe ouvrière allemande, que Rosa Luxembourgeois invite à "secouer de ses épaules la politique suivie jusqu'ici, à savoir la politique de la chair à canon".

A un autre endroit, Felchtinski rappelle l'hostilité de Rosa Luxembourgeois à la proclamation d'une nouvelle Internationale... qu'elle n'envisageait donc nullement de diriger.

Cela n'empêche pas l'historien de tirer deux conclusions : "Seule la défaite de la révolution allemande pouvait sauver la carrière politique de Lénine. C'est pour cela que Lénine avait signé la paix de Brest-Litovsk en mars 1918, c'est pour cela qu'il insista jusqu'à la dernière minute sur le respect de ses dispositions" (p. 4), par peur, en fait, que la République soviétique, alors encerclée et menacée de toute part, ne puisse résister à une pression supplémentaire des armées allemandes. "Pour rester au pouvoir, Lénine sabota la révolution allemande" (p. 5). « Cela ne signifie pas qu'il était contre la "révolution mondiale". Ce qui comptait pour Lénine seulement, c'était que la révolution, et pas seulement la révolution russe, aussi la révolution mondiale, se déroule sous sa direction" (p. 5).

En fait, Lénine attendait désespérément cette révolution pour desserrer

l'étreinte où la Russie soviétique étouffait... Et il essaiera plusieurs fois de la susciter : c'est même la raison essentielle pour laquelle, lors de la contre-attaque de l'Armée rouge contre l'attaque polonaise au printemps 1920, il sera partisan d'entrer en Pologne pour trouver la jonction avec la classe ouvrière allemande...

"C'est pour cela (pour saboter la révolution allemande, NDA) que Radek, l'ennemi personnel de Rosa Luxembourgeois depuis avant la révolution, fut envoyé légalement à Berlin à la fin de décembre 1918" (p. 5). En fait, il fut invité à participer au premier congrès des conseils ouvriers et de soldats allemands.

A la mi-janvier, le gouvernement social-démocrate provoqua une insurrection spartakiste. Rosa Luxembourgeois et Karl Liebknecht durent se cacher. Le 14 janvier, ils changèrent de cachette. Or, par une trahison, l'état-major fut informé dès le 15 au matin du lieu de la cachette des deux dirigeants communistes allemands.

Felchtinski suggère (il ne dit pas nettement) que c'est Radek qui a livré l'adresse de la nouvelle cachette (dont on se demande pourquoi cet "ennemi personnel de Rosa Luxembourgeois" l'aurait connue... surtout si Liebknecht se méfiait si fortement de lui !).

Cette découverte sensationnelle repose sur ce qu'aurait dit le frère de Karl Liebknecht (Théodore Liebknecht) au menchevik russe émigré Boris Nicolaïev-sky. Pour Théodore Liebknecht, une ligne continue mène de la signature de la paix de Brest-Litovsk en mars 1918... à la signature du pacte germano-soviétique entre Ribbentrop et Molotov, le 23 août 1939.

D'ailleurs, Radek, après la défaite militaire allemande, a été partisan d'un rapprochement entre l'Allemagne vaincue et la Russie soviétique encerclée et mise au ban de presque tous les Etats.

Donc, en prévision de cette politique qualifiée de "national-bolchevisme", il a probablement, sur ordre de Lénine, livré Rosa Luxembourgeois et Karl

Liebknecht à la soldatesque allemande... Simple, en vérité...

Et puis, Théodore Liebknecht a fait savoir à Boris Nicolaïevsky que, la veille de son assassinat, « *son frère Karl lui avait dit qu'il avait appris des "choses effrayantes" sur Karl Radek* (ce qui ne l'aurait pas empêché de lui donner l'adresse de sa nouvelle cachette ? NDA), *dont il lui parlerait lors de leur prochaine rencontre. Cette rencontre n'eut pas lieu et Théodore considérait que Radek avait trahi Karl* » (pp. 9-10). On se demande bien pourquoi Karl Liebknecht aurait jugé bon de dire à son frère qu'il savait des "choses effrayantes" sur l'envoyé des bolcheviks, mais inutile de lui en dire le moindre mot pour lui annoncer une prochaine révélation que Karl Radek (informé comment ?) aurait voulu interdire. On reconnaît là le vieux truc des romans-feuilletons : la révélation bouleversante qui va tout changer, mais que, trop pressé, le détenteur du secret reporte hélas ! au lendemain. Mais demain, il sera trop tard...

Théodore Liebknecht a, selon Felchtinski, passé sa vie à rassembler des documents sur le meurtre de son frère. Eh bien, ces documents ? Alors là, pas de chance : "*Les documents rassemblés par Théodore Liebknecht*

sur le meurtre de son frère ont disparu pendant un bombardement en novembre 1943" (p. 8). En vingt-quatre ans, il n'en avait pas trouvé l'usage ? Pourtant, Théodore Liebknecht était dès le début des années 1920 hostile aux bolcheviks. Il avait fait partie de la délégation des avocats sociaux-démocrates qui avaient tenté d'assurer la défense des socialistes-révolutionnaires lors de leur procès de 1922, puis avait dénoncé l'organisation du procès. On peut donc s'étonner qu'il n'ait pas alors, voire plus tard, fait état des certitudes que Felchtinski annonce. On ne saurait, en tout cas, en faire une sorte d'exécuteur testamentaire politique de son frère, fondateur du Parti communiste allemand. Une fois les documents perdus, Théodore Liebknecht s'attacha à en reconstituer de mémoire l'essentiel dans des notes, dont Felchtinski affirme qu'elles ne sont pas rédigées de façon à être publiées et sont assez souvent difficilement déchiffrables. Iouri Felchtinski les déchiffre et les rédige néanmoins.

On éprouverait quelque gêne à traiter d'un pareil feuilleton si l'auteur n'était considéré en Russie et aux Etats-Unis comme un "historien" digne de ce nom et si l'article n'était publié dans la plus vieille revue d'histoire en Russie...

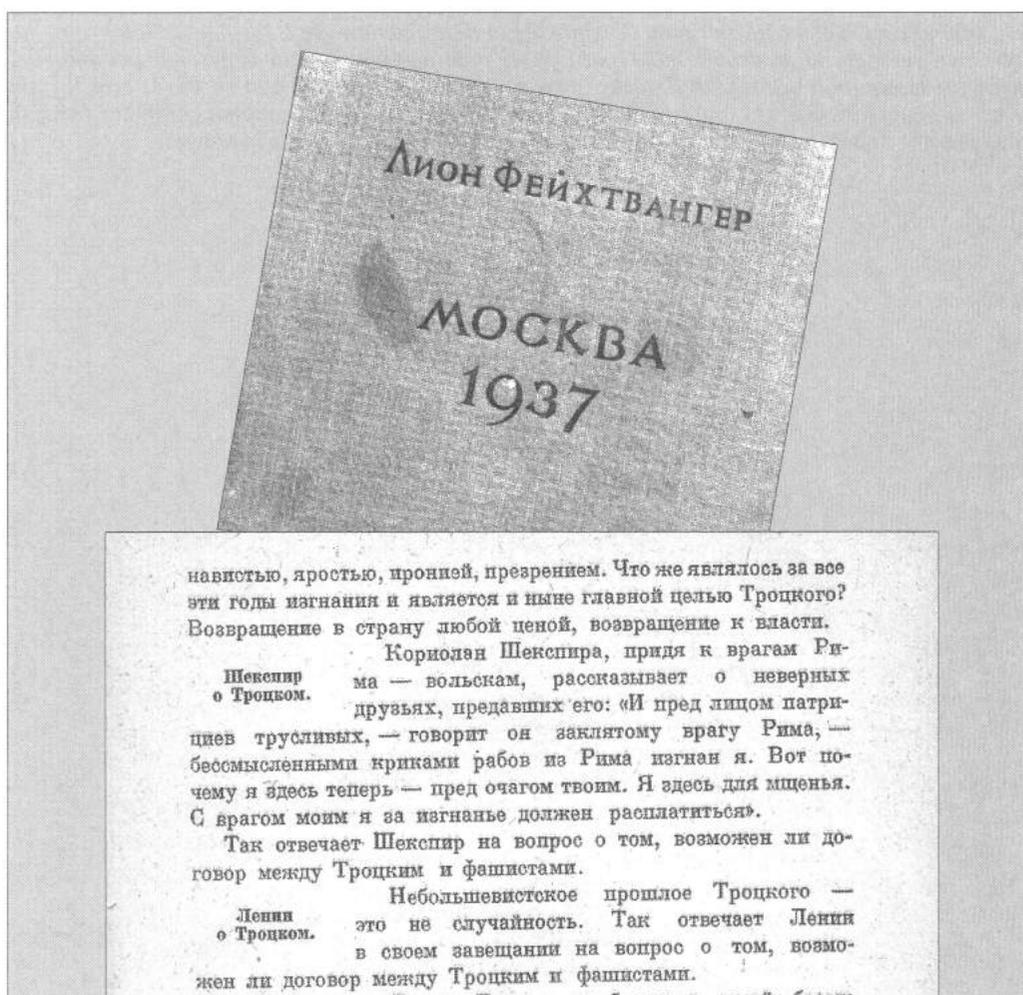
Lion Feuchtwanger (1884-1958), écrivain juif allemand “antifasciste”, se rendit en URSS en janvier 1937. Il assista au deuxième procès de Moscou, qui se conclut pas la condamnation à mort de Piatakov, de Mouralov et de treize autres accusés, Radek et Sokolnikov étant condamnés au camp, où, deux ans plus tard, des truands armés par le NKVD leur fracasseront la tête.

Dès son retour, Lion Feuchtwanger publia à Amsterdam, dans des délais extrêmement rapides, un petit ouvrage en allemand, intitulé *Moscou 1937*, qui parut en novembre 1937, traduit en russe, à Moscou, et fut tiré à 200 000 exemplaires. Le bruit courut qu’en contrepartie de cet opuscule de 94 pages, le Kremlin avait promis à Feuchtwanger de publier ses *Œuvres complètes* en russe, avec des droits d’auteur payés en devises...

La préface de l’éditeur soviétique affirme : “*Au moment où des brigands bourgeois de la plume se démènent pour fabriquer au service du capitalisme et du fascisme des mensonges et des calomnies empoisonnés contre l’URSS, Feuchtwanger s’efforce d’établir la vérité objective sur l’URSS et d’en comprendre les particularités.*” Parmi les huit chapitres du livre, deux méritent particulièrement l’attention : le chapitre VI, intitulé “*Staline et Trotsky*”, et le chapitre VII, intitulé “*Ce qui est clair et ce qui est obscur dans les procès des trotskystes*”.

La page 75, dont nous publions la reproduction ci-après, comporte deux paragraphes particulièrement remarquables...

Lion Feuchtwanger : Moscou 1937 (lorsque Shakespeare et Lénine dénoncent l'alliance de Trotsky avec les fascistes) (page 75)



“Shakespeare sur Trotsky”

Le Coriolan de Shakespeare, en arrivant chez les ennemis de Rome, les Volsques, parle des amis infidèles qui l'ont trahi : *“A la face même des lâches patriciens, dit-il à l'ennemi juré des Romains, j'ai été chassé de Rome par les cris insensés des esclaves. Voilà pourquoi je suis ici maintenant, devant ton foyer. Je suis ici pour me venger. Je dois faire payer mon exil à mon ennemi.”*

C'est ainsi que Shakespeare répond à la question : un accord est-il possible entre Trotsky et les fascistes ?

“Lénine sur Trotsky”

“Le passé non-bolchevique de Trotsky n'est pas un accident.” C'est ainsi que Lénine répond dans son Testament à la question sur la possibilité d'un accord entre Trotsky et les fascistes.

NDR : Dans les notes dictées en décembre 1922-janvier 1923 et qualifiées ultérieurement de Testament de Lénine, ce dernier consacre un paragraphe à Staline et à Trotsky, puis écrit : *“Je rappellerai seulement à propos de Zinoviev et de Kamenev que l'épisode d'Octobre ne fut pas, bien entendu, un accident, mais que l'on ne peut pas plus le leur reprocher personnellement que le non-bolchevisme de Trotsky”* (c'est-à-dire le fait que, de 1903 à 1917, Trotsky soit resté en dehors du courant, puis du Parti bolchevique, et l'ait assez souvent combattu pendant ces quatorze années). Inutile de souligner la grossièreté du faux de Feuchtwanger.



Staline (1878-1953).

Le journal tchèque *Babylon*, du 5 mai 1995, a, sur une pleine page 6, reproduit des extraits du livre de Karel Bartosek et Karel Pichlik, publié en novembre 1953, sur *Les Américains en Bohême occidentale*. A l'occasion d'un certain nombre de développements sur les buts de guerre de l'armée américaine, les auteurs dénoncent les condamnés du procès Slansky, tenu à Prague en novembre 1952. Ce procès, qui signalait la qualité de Juifs de onze des quatorze accusés (dont Slansky lui-même, ancien secrétaire du PC tchécoslovaque, et Artur London), s'était achevé par la condamnation à mort de onze des quatorze accusés. C'est à l'évocation des méthodes d'interrogatoire et du procès lui-même qu'est consacré *L'Aveu*, d'Artur London. Sous le titre *L'Histoire est la mémoire du peuple, A propos d'extraits du livre Les Américains en Bohême occidentale*, l'auteur de la page, Andrej Stankovic, écrit :

« Je donne suite au désir des rédacteurs des éditions Mlada Fronta et, quarante-deux ans après sa publication, je m'exprime sur le livre de Karel Bartosek et Karel Pichlik (la plupart de ces rédacteurs ne travaillent plus et n'auront pas eu de leur vivant connaissance de mes propos). Les auteurs de ce livre, eux, contrairement aux rédacteurs, sont encore très actifs. Les extraits qui suivent mettent en valeur les pages "colorées" du livre. Sa perfidie n'est que suggérée. Mais je crois inutile de chercher à convaincre qui que ce soit que ce livre est une compilation orientée, pleine de constructions idéologiques monstrueuses et de mensonges pathologiques. Les auteurs n'hésitent pas, par exemple, à consacrer tout un chapitre à de fragiles constructions sur d'obscures connexions entre la libération de la Bohême occidentale par les Américains et le procès Slansky. Or, d'après les indications portées à la fin du livre, ce dernier a été imprimé le 23 septembre 1953, soit six mois après le décès de Staline et de Klement Gottwald. Ce faisant, ils reprennent les gesticulations verbales antisémites de Gottwald sur les "organisations sionistes et leurs commanditaires américains (...) abusant des souffrances infligées aux Juifs par Hitler (...) et voulant faire un capital des cendres de Maidanek et d'Auschwitz...". Karel Bartosek passe aujourd'hui son temps comme politologue à Paris et Karel Pichlik est devenu en 1990 directeur du Mémorial de la Résistance de l'Institut d'histoire de l'armée de la République tchèque et membre du conseil d'administration de l'Institut T. G. Masaryk. Donnons-leur la parole. »

Karel Bartosek, les Américains et le complot sioniste de 1952 (extraits du livre de Karel Bartosek et Karel Pichlik)

LES armées américaines ne sont pas venues en Allemagne pour combattre et achever la bête hitlérienne, pour libérer la nation allemande de la domination nazie, mais au contraire pour sauver ce qui pouvait l'être de la machine de guerre nazie brisée par l'Armée soviétique. Rien d'étonnant, dès lors, que, pour les unités américaines, la guerre à cette époque n'existait pratiquement plus. Les assassins nazis se précipitèrent en masse vers leurs sauveurs.

Au même moment, les agents des impérialistes US dans la partie libérée de la Tchécoslovaquie se préparaient à "accueillir" les armées américaines, comme cela est apparu au procès du centre de conspiration contre l'Etat dirigé par Rudolf Slansky.

L'accusé Clementis a alors avoué au tribunal : *"Benès (1) m'a nommé à la fonction importante de secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères et je l'ai tout de suite recherché à mon arrivée à Kosice pour recevoir ses directives. Je l'ai rencontré en avril 1945 dans la villa présidentielle. Benès*

m'a donné comme instruction d'accorder à l'armée américaine un statut privilégié permettant à ses membres d'avoir une liberté de mouvement et de stationnement y compris derrière les lignes soviétiques."

Les plus hauts officiers des troupes US sur notre territoire ont pris part au pillage de notre peuple. Sur ordre express de Patton, les soldats américains ont volé 600 chevaux au haras de Hostom. Le commandant de la 3e armée américaine les a gardés pour lui. Dans ses mémoires, il écrit qu'il est *"un grand amoureux de la Haute Ecole"*. Conduit par son "amour", il n'a pas hésité à devenir voleur de chevaux.

L'armée impérialiste américaine se conduisait envers les nazis comme "une vieille poule couvant ses petits" ; elle se hérissait contre toute personne voulant s'approcher de ses "poussins". Elle ignorait le concept de châtement dès qu'il s'agissait des nazis. Mais elle appliquait au peuple tchèque ses méthodes habituelles : les menaces, les coups et les balles.

Un groupe important de fascistes polonais (2) arrêtés par les Américains en Bohême occidentale en 1945 purent exciper d'un "certificat de bonne conduite passée" et d'une large expérience dans la lutte contre le peuple. Ce groupe a ainsi pu bénéficier des bons soins américains.

Ces terroristes fascistes, fuyant devant l'armée soviétique et le peuple polonais, se sont installés en Bohême occidentale, à l'ouest de Plzen, à la fin de la guerre. Ces ennemis du peuple travailleur se dénommaient "*groupe occidental NSZ*". Forte d'environ 2 000 hommes, cette bande était formée de fascistes de l'organisation terroriste Armija Krajowa (*note du rédacteur : "A. K." est entre autres l'initiateur du soulèvement de Varsovie*). Les fascistes polonais purent ainsi continuer à nuire à notre peuple, à tuer, à terroriser et voler la population tchécoslovaque et toute notre économie. Après quoi, ils partirent tranquillement en République fédérale allemande rejoindre le traître au peuple polonais Anders et préparer leurs activités criminelles contre les travailleurs polonais et leur participation aux nouvelles campagnes de l'impérialisme mondial contre l'URSS et tout le camp du progrès...

Ce n'est certainement pas un hasard si, en juin 1945, au deuxième mois du séjour des représentants de la "culture américaine" en Bohême occidentale, a été publiée à Plzen une œuvre pornographique écœurante d'un certain Bicha : "*Comment avoir une fille en dix leçons faciles*."

Une autre caractéristique de l'armée américaine que l'on pouvait observer en Bohême occidentale en 1945 était la lâcheté... Nous avons entendu beaucoup de témoignages sur les mercenaires américains fuyant apeurés dès qu'ils sentaient la force de l'homme tchèque. Nous avons entendu parler, par exemple, de deux soldats US en état d'ébriété qui voulaient en plein jour voler son vélo à un ouvrier des

usines Skoda en le menaçant d'un pistolet. Mais quand l'ouvrier intrépide se saisit de la pompe de son vélo et fit connaître aux mercenaires la force de son bras, les voleurs en uniforme américain prirent leurs jambes à leur cou. Et ce n'est pas un cas isolé.

Les ennemis de notre peuple, comme l'espion Lomsky, agent de la bande Slansky à Plzen, avaient un très grand intérêt à diffuser auprès de la population de Bohême occidentale la légende mensongère de l'armée américaine "libératrice". Ils essayaient d'utiliser la situation créée en Bohême occidentale après la défaite de l'Allemagne hitlérienne par l'armée soviétique pour falsifier l'histoire de façon éhontée en faisant croire que Plzen et les autres villes et villages de Bohême occidentale avaient été "libérés" par l'armée US. L'agent Lomsky a pendant plusieurs années freiné la description véridique des événements de 1945, qui aurait révélé l'escroquerie de la prétendue "libération" de Plzen par l'armée US...

Est-ce que l'armée US a libéré Paris ? Non. Elle s'est juste dépêchée d'investir la ville après que les Américains se furent mis d'accord avec les troupes d'occupation hitlériennes. Elle s'est hâtée d'empêcher le peuple de Paris de prendre le pouvoir dans la capitale de son pays. Est-ce que les troupes américaines ont libéré les villes italiennes ? Non.

(Préparé par Andrej Stankovic)

(1) Président de la Tchécoslovaquie avant la guerre, réinstallé à ce poste de 1945 à février 1948 (NDR).

(2) L'Armija Krajowa ainsi qualifiée de "fasciste" par Bartosek et Pichlik était l'armée nationale de résistance aux occupants nazis. A l'exception de quelques centaines de résistants rassemblés dans l'Armija Ludowa (700 à 800 membres au maximum), dirigée par les rescapés du PC polonais dissout par Staline en 1938, et de quelques groupes de maquisards juifs, l'"A. K." rassemblait la quasi-totalité de la résistance polonaise, liée au gouvernement polonais en exil de Londres. Les socialistes polonais en constituaient une fraction importante. Le général Anders, qualifié de traître par Bartosek et Pichlik, était le commandant des troupes polonaises formées en grande partie par les rescapés polonais du Goulag libérés en 1941 (NDR).

Un jeu impudique avec les chiffres

LE *Livre noir du communisme* pose deux types de problèmes : l'un, de fond : peut-on qualifier de "crimes du communisme" des actes accomplis par des partis ou des Etats sous le prétexte qu'ils se réclamaient du "communisme" ? Et, outre la réponse donnée à cette première question et la qualification à donner à ces "crimes", la validité des chiffres avancés.

Sur la première question, c'est une vieille donnée de l'histoire que l'on ne définit pas les forces sociales et politiques par le qualificatif ou le nom qu'elles s'attribuent, mais par l'analyse de leur contenu réel... Il existe de par le monde des dizaines, voire des centaines d'organisations qui portent le nom de syndicats et ne sont pourtant que des rouages de l'Etat et du gouvernement : c'est le cas de la centrale syndicale chinoise aujourd'hui, comme ce l'était des syndicats soviétiques hier ; ces organismes auxquels appartient parfois le ministre lui-même usurpent le nom de syndicats.

Le Parti démocrate américain de Clinton n'a que de très lointains rapports avec la démocratie, un "congrès du Parti démocrate" américain (show avec majorettes et lâcher de ballons, sans débats ni résolutions) porte le nom de "congrès", mais a de tout aussi lointains rapports avec un congrès et avec la démocratie.

La République française de l'an II des Montagnards a aboli l'esclavage, la République française de l'an X l'a rétabli ; pourtant le régime porte le même nom. A cette décision et à bien d'autres (la proscription, en 1796, des Jacobins triomphants au printemps 1794...), on doit constater que ce n'est pas le même régime, quoi qu'il ait le même nom...

On pourrait aussi attribuer au "socialisme" les crimes d'Adolf Hitler, puisque le nom exact de son parti était "Parti ouvrier national-socialiste".

Cette question n'est pas nouvelle. Athènes a inventé la "démocratie" aux VI^e et V^e siècles. C'est une idée généralement admise. Lors de la guerre du Péloponnèse, les habitants de l'île de Mélos refusèrent de se rallier aux Athéniens engagés dans une guerre sans merci contre Sparte à partir de 432 av. J.C. Les Athéniens débarquèrent dans l'île, massacrèrent **tous** les hommes en âge de porter les armes et réduisirent en esclavage **tous** les enfants et **toutes** les femmes (tous Grecs, comme eux, bien sûr). Ils avaient fait subir peu avant exactement le même sort à **tous** les habitants de la ville de Skioné. Et dans les deux cas, ils avaient remplacé les habitants massacrés et déportés par des Athéniens (à Mélos) et par des Platéens (à Skioné). Peu après, une bande de soldats thraces (du nord de la Grèce), sous la conduite

du stratège athénien Diitréphès, entrèrent dans la paisible ville de Mykalessos. L'historien grec Thucydide raconte leurs exploits : "Ils massacrèrent les habitants, n'épargnant ni la vieillesse ni le jeune âge. Tous ceux qu'ils rencontraient, femmes, enfants, étaient immédiatement mis à mort en même temps que les bêtes et tous les êtres vivants (...). Ils firent irruption dans l'école la plus importante du pays. Les enfants venaient d'y entrer. Ils les égorgèrent tous" (*Guerre du Péloponnèse*, livre VII, § 29).

Cette orgie de massacres se déchaîna au "siècle de Périclès", qui venait tout juste de mourir. Ce siècle de Périclès est traditionnellement considéré comme un des hauts moments de la civilisation humaine, le premier siècle de la "démocratie".

Est-ce un "crime de la démocratie" ? Poser la question, c'est y répondre. La volonté impérialiste (au sens politique) d'Athènes n'est pas le produit de son régime politique...

Dans les *Cahiers d'histoire sociale*, l'un des auteurs du *Livre noir* écrit, au cours de son commentaire louangeur de cet ouvrage, les deux pages suivantes :

« Dans le *Livre noir* du communisme, Stéphane Courtois dresse le bilan suivant (p. 14) : URSS : 20 millions de morts ; Chine : 65 millions de morts.

Il faut dire et redire, à qui trouverait exagérées les estimations du *Livre noir*, qu'elles sont souvent en deçà de ce que l'on affirme souvent. Les *Izvestia*, du 30 octobre 1997, titrait par exemple, sur le bilan établi par Per Almark, un auteur suédois, dans son livre *La Blessure ouverte*. Ce bilan repose sur des recherches effectuées à l'université de Hawaï par le professeur Rudolf Rummel, qui s'est spécialisé sur les massacres de masse. Total : 110 millions de morts (dont 62 pour la seule URSS). L'auteur accorde (sic !) 35 millions à la Chine communiste, 2,2 millions au Cambodge des Khmers rouges, 1,6 million au Vietnam, autant en Corée du Nord, 1 million en Yougoslavie, 725 000 en Ethiopie, etc.

Les Izvestia, à ce qu'on sache, n'ont pas provoqué de scandale.

D'autres estimations sont inférieures, mais du même ordre : la revue *Commentaire* s'était fait l'écho, dans son n° 48, de 1979, des évaluations de l'ancien secrétaire d'Etat américain, Zbigniew Brzezinski, dans son livre paru en 1989, *The Grand Failure. The birth and death of Communism in the 20th Century* (Scribner, New York 1989) : distinguant les exécutions sommaires pendant la prise du pouvoir (1 000 000 de morts en Union soviétique, plusieurs millions en Chine, 150 000 au Vietnam, 100 000 en Europe orientale), les exécutions d'opposants et de résistants politiques après la prise du pouvoir (avec des niveaux d'estimations semblables), l'extermination des gens appartenant à des catégories virtuellement hostiles (de 3 à 5 millions, selon Brzezinski), la liquidation de paysans indépendants (plusieurs millions en Chine et en URSS, plusieurs centaines de milliers au Vietnam et en Corée du Nord), les pertes humaines découlant des déportations en masse et de déplacements de populations sous contrainte, comme dans le cas de la collectivisation des terres en URSS, du "Grand bond en avant" en Chine, de la déportation des "peuples suspects" en URSS (l'estimation est ici de 7 à 10 millions de personnes pour l'URSS et de 27 millions pour la Chine), les exécutions ou décès dans les camps de travail de communistes victimes de purges (plusieurs millions en Chine, un million en URSS, plusieurs dizaines de milliers de morts en Europe de l'Est), Brzezinski conclut à un coût social du communisme, au minimum, de 50 millions de morts et parle de « l'expérience la plus extravagante et la plus ruineuse qui ait jamais été tentée en "ingénierie sociale" »...

Dernier exemple d'approche chiffrée antérieure, celle que le BEIPI — devenu Est et Ouest en 1956 — tenta dès février 1953 sous la plume de Paul Berline (Ce que Staline a coûté en vies humaines à l'URSS). Citons-en quelques extraits :

« La Russie tsariste connaissait, elle aussi, les famines. Alors, aussi, celles-ci faisaient des milliers et des milliers de victimes. Mais jamais, sous le tsarisme, les famines n'entraînèrent les pertes immenses éprouvées au temps de Staline ni ne donnèrent lieu à un cannibalisme "de masse".

Ne nous arrêtons pas à la famine de 1921, qui causa plus de 5 millions de pertes si l'on tient compte du déficit consécutif des naissances. Elle se produisit aussitôt après la fin de la guerre civile et encore du vivant de Lénine. Prenons-en une, qui eut lieu sous Staline, celle de 1933-1934, laissant de côté d'autres calamités de moindre envergure. Pendant cette famine, due à la collectivisation agricole, un spécialiste allemand, connu, des questions rurales, le P Auhagen, se trouvait en Russie, chargé précisément d'enquêter sur l'état des campagnes soviétiques. Il arriva à la conclusion que la famine avait emporté 9 millions d'individus. De son côté, le Pr Prokopovicz, dans son récent ouvrage *Histoire économique de l'URSS*, aboutit à la conclusion que, compte tenu du déficit des naissances, elle coûta à la Russie environ 9 millions d'âmes (...).

L'extermination de millions de paysans provoquée par la politique inhumaine du gouvernement se manifesta avec un force particulière lors de la

terrible collectivisation, au début des années 1930 (...). Selon les évaluations des statisticiens, et ainsi que le montrent les renseignements officiels sur le mouvement de la population, cette collectivisation se solda par une perte démographique de l'ordre de 14 à 15 millions d'habitants, en partie du fait d'une mortalité accrue, en partie du fait du déficit des naissances ». »

•
••

Dans la variante que nous proposent les *Cahiers d'histoire sociale*, l'auteur inverse quasiment les chiffres par rapport au *Livre noir* : l'URSS monte de 20 millions de morts à 62 millions et demi, et la Chine retombe de 65 millions à 35 millions. L'auteur de l'articulet estime, lui, dans le livre, à plus de 3 millions de morts les "victimes du communisme" en Corée du Nord. Le chiffre tombe à 1,6 million dans les *Izvestia*. Chute de moitié !

Ces gens-là jouent avec les morts comme d'autres jouent au loto ou à la Bourse. Telle valeur monte, telle autre descend... Ces gigantesques variations de chiffres suffisent à frapper de nullité non l'attribution ou non, au "communisme", des "crimes" qui sont ceux du stalinisme, mais la mobile comptabilité macabre elle-même à laquelle se livrent les auteurs de l'ouvrage.



Au Goulag : instructions pour l'agitation politique. L'inscription sur la planche porte "Gloire à Staline".

Une correspondance de Lise London

“ Cher Jean-Jacques, tu écris dans la présentation du dossier sur Gérard (Artur London), dans le premier numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* : “*Artur London avait été envoyé au Servicio de Investigacion Militar comme membre des Brigades internationales par l’Internationale communiste de la Jeunesse (KIM).*” Cette information n’est pas exacte. Je te rappelle les lignes qui figurent dans la “bio” de son dossier individuel, reproduites dans *Aux sources de l’Aveu* (p. 24). Gérard, qui souffrait de la tuberculose, avait été envoyé se soigner à Moscou, pris en charge par le Secours rouge international. Peu après, enceinte, je repartis en France. Gérard écrit dans sa “bio” :

“Comme ma santé ne s’améliorait pas, que je n’avais aucune perspective de travail (j’étais en effet sans profession) et qu’entre temps ma femme, enceinte, était partie en France, ma demande fut présentée devant la petite commission du KIM. Le KIM fut d’accord pour que je rejoigne ma femme à Paris. Ensuite, je déposai ma demande pour l’Espagne.”

Le fait que mon beau-frère, Raymond Guyot, ait été alors secrétaire de l’Internationale communiste de la Jeunesse (le KIM), a alors évidemment beaucoup facilité les choses. Ensuite, Gérard, arrivé à Paris en mars 1937, partit pour l’Espagne fin avril ; lorsqu’il arriva à Valence, il se présenta devant la commission des cadres du Parti communiste espagnol. Son état de santé ne s’était pas du tout amélioré ; il dut d’abord se soigner et en profita pour apprendre l’espagnol. En août, la section des cadres du PC espagnol l’envoya à Barcelone, le PSUC cherchant un interbrigadiste qui parlait l’allemand. Il travailla au commissariat public de la généralité de Catalogne. Je l’accompagnai et travaillai en ce qui me concerne comme secrétaire-dactylo d’un juge d’instruction catalan membre de la CNT. Pas pour longtemps, car le ministère de l’Intérieur décida de dissoudre le service en octobre. Fin novembre, je fus affectée au travail de secrétaire-dactylo du chef du SIM, le capitaine Moreno, et Gérard, lui, fut affecté au SIM en janvier 1938 comme responsable de la section balkanique. Tout cela est précisé pages 24-26 de *Aux sources de l’Aveu*. ”

Bien amicalement.

Une lettre de lecteur

Un historien engagé

PUISQUE vous revenez à juste titre sur le *Livre noir du communisme*, je voudrais attirer votre attention sur un point. Sur la page de garde de l'ouvrage, figure l'inscription suivante : "L'éditeur et les auteurs dédient ce livre à la mémoire de François Furet, qui avait accepté d'en rédiger la préface."

François Furet avait publié peu avant un énorme essai sur le "communisme", intitulé *Le Passé d'une illusion*. Il avait aussi rédigé peu avant de mourir un texte que son décès a transformé en testament, publié dans la revue *Le Débat* et republié ensuite dans *Le Monde*, du 23 septembre 1997, sous le titre *L'énigme française*.

Il y écrit : "*Le capitalisme est victorieux, devenu même l'horizon unique de l'humanité.*" Puis il affirme que la France est confrontée à deux grands problèmes : "*Le premier d'entre eux, la construction européenne, trop com-*

plexe ou trop explosif pour fournir un sujet électoral, continue à être réservé aux élites (...). Le deuxième des grands problèmes français (est) le chômage (...). Mais comme le remède en ce domaine passe avant tout par une diminution du coût du travail et donc par un allègement des dépenses sociales (souligné par moi), cette voie n'est pas facile à mettre en œuvre ni même à proposer, tant la protection sociale est devenue un tabou dans l'opinion, sans parler des multiples intérêts organisés autour du maintien du statu quo."

Tout historien a certes le droit d'avoir ses opinions sur les problèmes du jour, mais ces opinions très précises de François Furet, qui reprennent exactement, à la virgule près, les exigences des diverses institutions financières internationales concernant la baisse du coût du travail et des dépenses sociales, guident sans aucun doute son étude (prétendument) historique du passé.

**Qu'est-ce que
la “plate-forme
de Rioutine” ?**

**Plusieurs lecteurs nous ont posé la question suivante :
dans les plénums du comité central de 1937, revient régulièrement
l'accusation d'avoir corédigé, lu ou diffusé la "plate-forme de Rioutine".
De quoi s'agit-il exactement ?**

MARTEMIAN RIOUTINE, dirigeant communiste de Moscou, fut exclu du Parti communiste russe en 1930 pour "opportuniste droitier". En 1932, avec vingt et un militants communistes d'orientations diverses, il fonde une Union des marxistes-léninistes, qui met en circulation deux documents connus tous deux sous le nom de "plate-forme de Rioutine". Les condamnés des trois procès de Moscou se verront systématiquement accuser d'avoir collaboré à la rédaction de ces textes, de les avoir diffusés ou simplement lus. Rioutine fut fusillé en 1937. L'un des membres de son groupe, Piotr Petrovski, fils d'un ancien président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, Grigori Petrovski, fait partie de la charrette des fusillés du 11 septembre 1941 à Orel.

La plate-forme de Rioutine, qui s'achève par l'invitation à "liquider la clique stalinienne", à "liquider la dictature stalinienne", accuse : "Le pays tout entier est muselé ; l'injustice, l'arbitraire et la violence, les menaces perpétuelles pèsent sur chaque ouvrier, sur chaque paysan. La légalité révolutionnaire est totalement bafouée... La haine, la rage et l'indignation des masses, comprimées sous le couvercle de la terreur, sont pareilles à une eau qui bout. Les révoltes de paysans, aidés par des membres du parti et des jeunes communistes, déferlent en vagues ininterrompues sur toute l'URSS depuis ces dernières années. Les grèves ouvrières éclatent ici ou là, malgré la répression sauvage, les arrestations, les licenciements et les provocations..."

Au cours du développement de la lutte interne du parti et de l'élimination des

groupes dirigeants l'un après l'autre, l'appareil du parti s'est enflé et est devenu une force autonome dressée au-dessus de lui et le dominant par le viol de sa conscience et de sa volonté.

Tous les révolutionnaires prolétariens doivent s'unir. Les récents événements rendent caducs et privés de signification les anciens regroupements internes du parti. Il est temps d'en finir avec le désarroi et la peur de la répression des politiciens sans principe et des traîtres du léninisme, avec les grognements et les geignements impuissants. Il est temps de commencer à se battre à la base avec abnégation, sans attendre une initiative du sommet, d'opposer à la terreur le courage et la conscience de la justesse de notre cause."

Le second texte critique les propositions économiques de l'Opposition unifiée (dite "trotskyste"), puis ajoute : "Mais, en ce qui concerne le jugement porté sur la situation du parti et le rôle de Staline, question décisive et capitale pour le destin de la révolution prolétarienne, Trotsky et les trotskystes ont eu pour l'essentiel raison. Le mérite révolutionnaire historique énorme de Trotsky, c'est la façon léniniste, juste et pertinente, dont il a décelé les premiers signes encore imperceptibles de la dégénérescence commençante du parti, et sa volonté passionnée de ramener le parti sur la voie de la démocratie intérieure et d'un centralisme démocratique sain (...). Staline déclare contre-révolutionnaire toute opposition à sa politique et à sa direction. Au contraire, le devoir de tout communiste et de tout prolétaire authentique, honnête et dévoué, c'est de s'opposer à sa politique antiléniniste, fausse, antiprolétarienne et mortelle."

Le sort d'Edmondo Peluso

“**E**DMONDO Peluso, né en 1882 à Naples, Italien, émigré politique, a occupé des emplois de typographe, ouvrier chauffagiste sur un bateau, sténographe, employé de banque, journaliste. Connaissait (sic !) l’italien, le français, l’espagnol, l’anglais, l’allemand. Membre du Parti social-démocrate de France, d’Espagne, du Portugal, d’Autriche et de Suisse, à partir de 1919 membre du Parti communiste de Bavière, d’Italie. En 1927, a adhéré au Parti communiste de Russie. A été délégué aux Quatrième et Cinquième Congrès de l’Internationale communiste. A travaillé comme correspondant dans de nombreux pays. A été arrêté en Autriche, en Suisse, deux fois en Italie. Est arrivé en URSS en 1927. Avant son arrestation, enseignait l’histoire dans une école en langue espagnole.”

Telle était la notice biographique d’Edmondo Peluso rédigée par le NKVD au lendemain de son arrestation, le 26 avril 1938. Elle oubliait de signaler que, par refus de la guerre, Peluso avait déserté, s’était réfugié en Suisse, où il avait travaillé comme correspondant du quotidien socialiste autrichien *Arbeiter Zeitung* et que c’est en Suisse qu’au compte de la délégation extérieure du Parti socialiste autrichien, il avait traduit le discours de Friedrich Adler. La notice oublie aussi de préciser qu’il faisait partie de la délégation du Parti communiste italien aux deux congrès de l’Internationale communiste cités. Il fut arrêté au moment où le NKVD raflait systématiquement les communistes étrangers à l’hôtel Lux (résidence de nombreux communistes étrangers) et ailleurs. L’adjoint direct de Iejov, le vice-com-

missaire du NKVD Frinovski, s’occupait personnellement de lui.

Pendant quatre mois, il est torturé, suspendu par les pieds et battu à coups de matraque, la tête en bas. Le 23 août, il finit par craquer et avoue toute une série de crimes imaginaires, dont le fait d’avoir travaillé pour Mussolini. Mais lorsqu’on lui présente l’acte d’accusation, il nie en bloc tous ses aveux. On l’accuse alors de liens avec Zinoviev, Boukharine, Radek, Sten (philosophe partisan de Boukharine, qui avait jadis donné des leçons particulières de dialectique matérialiste à Staline !).

Iejov et Frinovski ayant été arrêtés entre temps (Frinovski après une cavale de près de cinq mois, pendant lesquels il échappa aux recherches de ses anciens subordonnés), le NKVD reprit les interrogatoires. Il fut alors accusé de liens avec Riazanov (philosophe marxiste, ancien directeur de l’Institut Marx-Engels, fusillé pour “trotskysme” — imaginaire ! — le 21 janvier 1938), avec Rakovski, condamné à vingt ans de camp lors du troisième procès de Moscou, avec Manouïlski (alors toujours membre du comité exécutif de l’Internationale communiste et fidèle serviteur de Staline). Il répondit alors qu’on pouvait aussi l’accuser de liens avec Lénine, Rosa Luxembourg et Dimitrov, alors secrétaire de l’Internationale communiste.

Le 9 avril 1940, Peluso se voit présenter un nouvel acte d’accusation : il a été agent des services secrets britanniques et italiens. Pour ce crime fantaisiste, il est condamné à une peine légère : cinq ans d’exil dans le village de Soukhobouzimo, bourgade située dans le territoire de Krasnoïarsk (en Sibérie), où il arrive le 20 août 1940.

Une semaine après l'invasion nazie, le 29 juin 1941, tous les exilés du village, qui avaient l'habitude de se retrouver pour bavarder chez l'un d'eux, Semenov, avec qui Peluso, qui ne connaissait pas le russe, discutait en français, sont arrêtés. Le principal témoin, Semenov, affirme avoir entendu de Peluso les affirmations suivantes :

“Le socialisme stalinien n'a pas apporté au peuple la liberté, mais une oppression de cauchemar (...). Dans les prisons de l'URSS règnent l'arbitraire et l'effroi le plus complet. Maintenant, j'ai mûri et je vois ce que représente ce socialisme. Aucune démocratie, seulement le mensonge, la misère et la faim... S'il y a la révolution prolétarienne (en Italie), on ne verra pas cela... La révolution en Italie est bien entendu inéluctable et les communistes italiens doivent vaincre, mais si l'on tient compte de l'esprit de liberté des Italiens, il est absolument impossible d'admettre que l'on subisse là-bas la violence d'une poignée d'individus et un absolutisme despotique semblable à celui de l'URSS.”

Il faut sans doute toujours se méfier des dépositions des accusés et des témoins, mais celles-ci, dénuées de tout amalgame provocateur, rendent un grand son d'authenticité.

En revanche, un autre témoin, un prêtre qu'il n'avait rencontré qu'une fois, alors que ce prêtre était en état d'ébriété, mêle une provocation évi-

dente à un résumé peut-être schématisé et forcé des déclarations que Peluso a faites à d'autres, trouvant sans doute un grand plaisir à faire condamner un communiste italien : *“En URSS, il n'y a aucun socialisme (...). Le socialisme en URSS est un trône pour le NKVD, un trône souillé du sang des meilleurs gens... Une chose est claire : dès lors que les Allemands s'y sont mis, ils vaincront l'Union soviétique.”*

Là est le prétexte.

Le 4 août 1941, Peluso se voit présenter un acte d'accusation affirmant :

“Ayant des opinions hostiles au pouvoir soviétique, a mené une agitation antisoviétique calomniatrice systématique, et précisément :

— *calomnies contre le NKVD ;*

— *inventions calomniatrices contre la presse soviétique conjuguées avec des louanges à l'égard de la démocratie de l'un des pays capitalistes ;*

— *calomnies contre-révolutionnaires à l'encontre de la politique menée par le PC russe ;*

— *le jour de l'agression, a répandu des humeurs paniquardes (...), a affirmé un état d'esprit défaitiste, visant à affaiblir la puissance de l'Etat dans la lutte contre le fascisme.*

Ne s'est pas reconnu coupable.”

Le 31 janvier, la conférence spéciale du NKVD condamne Edmondo Peluso à être fusillé. Il est abattu le 19 février 1942.



Edmondo Peluso (1882-1942).

Éléments chronologiques

**A la demande de plusieurs lecteurs,
nous publions un bref aperçu des événements essentiels nécessaires à la
compréhension de l'histoire du Parti bolchevique et de l'URSS,
de 1900 à 1956.**

Chronologie 1900-1956

1900

décembre : publication de l'*Iskra*, à Munich.

1902

fondation du Parti socialiste révolutionnaire (S-R).

1903

juillet-août : second congrès du POSDR, scission entre mencheviks et bolcheviks. Fondation de l'Union pour la libération (noyau du futur Parti constitutionnel-démocrate ou Cadet).

1904

février : les Japonais attaquent Port-Arthur. Début de la guerre russo-japonaise.

juillet : assassinat du ministre de l'Intérieur, Plehve.

1905

janvier : reddition de Port-Arthur aux Japonais ; grève aux usines Poutilov, à Pétersbourg ; dimanche rouge (massacre des manifestants devant le palais impérial).

mai : création du premier soviet (conseil) ouvrier par les ouvriers du textile d'Ivanovo-Voznessensk.

septembre : traité de Portsmouth mettant fin à la guerre russo-japonaise.

octobre : grève générale des cheminots ; première réunion du soviet des députés ouvriers de Pétersbourg (13) ; manifeste impérial annonçant une Douma (17).

décembre : arrestation du comité exécutif du soviet de Pétersbourg ; insurrection ouvrière écrasée à Moscou.

1906

avril : réunion de la première Douma ; promulgation des lois fondamentales de l'empire ; congrès du POSDR à Stockholm.

juillet : dissolution de la première Douma ; Stolypine Premier ministre.

novembre : condamnation des quinze membres du soviet de Pétersbourg, dont Trotsky, à l'exil à vie.

1907

février : réunion de la deuxième Douma, dissoute en juin.

avril : congrès du POSDR à Londres.

novembre : réunion de la troisième Douma, dite "Douma des seigneurs".

1908

Trotsky édite la première *Pravda* à Vienne.

1911

septembre : assassinat de Stolypine.

1912

janvier : réunis à Prague, les bolcheviks se proclament en parti distinct.

février : fusillade des grévistes de la Lena Gold Fields, en Sibérie.

avril : publication légale du quotidien bolchevique, la *Pravda*.

novembre : réunion de la quatrième Douma ; congrès extraordinaire de la II^e Internationale, à Bâle, contre la guerre.

1914

août : début de la guerre entre les puissances centrales (l'Allemagne et l'Autriche, rejointes par la Turquie en octobre) et la France, l'Angleterre et la Russie.

1915

septembre : suspension indéterminée des travaux de la Douma ; conférence socialiste contre la guerre à Zimmerwald (Suisse).

1916

février : nouvelle réunion de socialistes hostiles à la guerre à Kienthal (Suisse).

décembre : assassinat de Raspoutine.

1917

février : grève généralisée, qui aboutit au renversement du régime, à la constitution du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, le 27 février, d'un gouvernement provisoire le 1^{er} mars et à l'abdication le 2 mars du tsar, arrêté cinq jours plus tard.

avril : Lénine, de retour à Petrograd, publie ses *Thèses* (dites d'avril). Manifestation ouvrière contre la guerre, qui aboutit à la démission du gouvernement provisoire des ministres de la Défense (Goutchkov) et des Affaires étrangères (Milioukov).

juin : premier congrès panrusse des soviets ; manifestation massive à Petrograd, où les mots d'ordre bolcheviques sont largement majoritaires.

juillet : manifestations armées de soldats et d'ouvriers contre le gouvernement provisoire ; fermeture de la *Pravda* ; mandat d'arrêt contre Lénine et Zinoviev.

août : Sixième Congrès du Parti bolchevique : Trotsky et le groupe inter-rayons entrent dans le Parti bolchevique ; coup d'Etat manqué de Kornilov.

septembre : les bolcheviks deviennent majoritaires aux soviets de Moscou et de Petrograd, dont Trotsky est élu président.

octobre : prise du pouvoir par le comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd. Le Deuxième Congrès des soviets, convoqué les 25 et 26 octobre, vote deux décrets, sur la remise de la terre aux paysans et sur la paix, élit un nouveau comité exécutif central et ratifie la composition du conseil des commissaires du peuple.

novembre : instauration du contrôle ouvrier.

décembre : création de la Tchéka. Décret reconnaissant l'indépendance de la Finlande.

1918

janvier : réunion et dissolution de l'Assemblée constituante. Annulation des emprunts effectués par l'ancien régime, séparation de l'Eglise et de l'Etat ; paix séparée signée entre les puissances centrales et la Rada ukrainienne.

mars : signature de la paix avec l'Allemagne et l'Autriche à Brest-Litovsk ; Septième Congrès du Parti bolchevique, qui prend le nom de Parti communiste.

avril : instauration du monopole d'Etat du commerce extérieur.

mai : soulèvement des prisonniers de guerre tchécoslovaques.

juin : nationalisation de l'industrie et des chemins de fer.

juillet : demi-soulèvement, écrasé, des S-R de gauche.

novembre : en Sibérie, l'amiral Koltchak se proclame régent suprême de la Russie et lance ses troupes vers l'Oural.

1919

janvier : écrasement du soulèvement spartakiste en Allemagne ; assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht.

mars : congrès de fondation de l'Internationale communiste à Moscou ; Huitième Congrès du PC russe.

mai : offensive de Denikine dans le sud (Ukraine).

1920

mars-avril : Neuvième Congrès du PC russe, qui adopte le programme des "armées du travail" ; avril : offensive polonaise en Ukraine.

juillet-août : Deuxième Congrès de l'Internationale communiste. L'armée polonaise rejette l'Armée rouge loin de Varsovie.

novembre : l'Armée rouge chasse Wrangel de Crimée ; début de l'insurrection paysanne de Tambov, écrasée en janvier.

1921

février : création du comité d'Etat à la planification (Gosplan).

mars : insurrection de Cronstadt ; Dixième Congrès du Parti communiste, qui annonce la NEP et interdit provisoirement les fractions.

juin-juillet : Troisième Congrès de l'Internationale communiste, qui adopte la politique de front unique.

1922

février : confiscation des biens du clergé ; le Guépéou remplace la Tchéka.

mars-avril : Onzième Congrès du PC russe ; Staline secrétaire général du comité central.

décembre : proclamation de l'URSS et des principes de sa future Constitution ; Quatrième Congrès de l'Internationale communiste.

1923

avril : Douzième Congrès du Parti communiste russe.

1924

janvier : Treizième conférence du Parti communiste, qui condamne Trotsky et l'Opposition de gauche ; mort de Lénine.

mai : Treizième Congrès du PC russe.

juin-juillet : Cinquième Congrès de l'Internationale communiste.

1925

décembre : Quatorzième Congrès du PC russe ; défaite de la Nouvelle Opposition de Zinoviev et Kamenev.

mai-octobre : grève générale des mineurs britanniques ; formation de l'Opposition unifiée dans le PC russe.

1927

avril : écrasement par Tchang Kaï-Chek de l'insurrection des ouvriers de Shanghai, auxquels Staline avait ordonné de livrer leurs armes.

octobre-novembre : Trotsky et Zinoviev exclus du comité central du PC russe, puis du parti ; manifestation de l'Opposition, le 7 novembre.

décembre : Quinzième Congrès du PC russe, qui exclut Kamenev et 75 dirigeants de l'Opposition unifiée, qui éclate le lendemain du congrès.

1928

juillet-août : Sixième Congrès de l'Internationale communiste.

octobre : début du premier plan quinquennal (adopté et promulgué fin avril 1929).

1929

juin : organisation des stations de machines et tracteurs (MTS).

octobre : Octobre noir : krach boursier à New York ; début d'une crise qui frappe les grands pays industrialisés, y réduit la production et y développe le chômage.

décembre : Staline décide la collectivisation totale, confirmée par le comité central de janvier 1930 ; début de la "liquidation des kou-laks comme classe".

1930

mars : article de Staline : "*Le vertige du succès*", sur les "*déviations gauchistes*" dans la collectivisation.

avril : création du Goulag, section du Guépéou.

juin : Seizième Congrès du PC russe.

1932

décembre : restauration du "passeport intérieur", supprimé en 1917.

1933

janvier : accession d'Adolf Hitler au pouvoir ; début du deuxième plan quinquennal.

août : conférence à Paris de quatre organisations socialistes de gauche et communistes oppositionnelles.

1934

janvier-février : Dix-septième Congrès du PC russe, dit "congrès des vainqueurs".

décembre : assassinat de Kirov ; exécution de 103 "gardes-blancs", puis de 13 anciens Komsomols et de Nikolaïev pour le meurtre de Kirov.

1935

juillet-août : Septième et dernier congrès de l'Internationale communiste, qui adopte la politique des Fronts populaires.

1936

juin : grève générale en France.

juillet : coup d'Etat militaire, puis révolution et guerre civile en Espagne.

août : premier procès de Moscou (Zinoviev, Kamenev, Smirnov).

novembre : l'Allemagne et le Japon signent un pacte "anti-Komintern", rejoints par l'Italie et, en 1939, par l'Espagne franquiste.

1937

janvier : deuxième procès de Moscou (Piatakov, Radek, Mouralov, Serebriakov).

mai : provocation stalinienne à Barcelone.

juin : procès à huis clos et exécution des principaux chefs de l'Armée rouge (Toukhatchevski, Primakov, Poutna, Iakir).

1938

janvier : début du troisième plan quinquennal.

mars : troisième procès de Moscou (Boukharine, Rykov, Rakovsky). L'Allemagne envahit et annexe l'Autriche (Anschluss).

septembre : accord signé à Munich entre l'Allemagne, l'Italie, la France et l'Angleterre sur le dépeçage de la Tchécoslovaquie ; proclamation de la IV^e Internationale.

1939

mars : Dix-huitième Congrès du PC russe.

août : signature d'un pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS, accompagné d'un protocole secret sur le partage de l'Etat polonais.

septembre : l'Allemagne envahit la Pologne le 1^{er}, l'URSS le 17.

novembre : l'URSS attaque la Finlande.

1940

mars : capitulation de la Finlande.

juin : soumission des trois pays Baltes, rattachés à l'URSS en août.

août : assassinat de Léon Trotsky par un agent de Staline.

1941

mai : Staline remplace Molotov à la tête du Conseil des commissaires du peuple.

juin : le 22, l'Allemagne attaque l'URSS.

septembre : déportation de 1 200 000 Allemands soviétiques.

octobre : les troupes nazies à 30 kilomètres de Moscou.

1942

mai : offensive allemande dans le Caucase (Bakou) et la moyenne Volga (Stalingrad).

1943

janvier : le 31, Paulus capitule à Stalingrad ; la contre-offensive de l'Armée rouge contraint la Wehrmacht à abandonner les territoires du Caucase occupés par elle.

mai : Staline dissout l'Internationale communiste.

juillet : bataille de chars près de Koursk, perdue par les Allemands.

novembre : conférence des Trois Grands à Téhéran (Staline, Churchill, Roosevelt).

1944

janvier : déportation des Kalmouks ; les Allemands quittent le Caucase du Nord.

février : déportation des Tchétchènes et des Ingouches.

mai : déportation des Tatars de Crimée.

août-septembre : insurrection de Varsovie, écrasée par la Wehrmacht, grâce à l'immobilité de l'Armée rouge ordonnée par Staline.

1945

février : conférence des Trois Grands (Staline, Roosevelt, Churchill) à Yalta.

mai : capitulation de l'Allemagne.

juillet-août : conférence des Trois Grands (Staline, Truman et Attlee) à Potsdam.

août : bombes atomiques lâchées sur Hiroshima et Nagasaki.

septembre : capitulation du Japon.

1946

janvier : quatrième plan quinquennal (adopté en mars).

août : décret du comité central contre deux revues de Leningrad.

septembre : confiscation d'une partie des lopins individuels des kolkhoziens.

1947

septembre : création du Kominform, réunissant des délégués de neuf PC européens.

1948

juin : blocus de Berlin décidé par Staline ; Staline fait condamner Tito et le PC yougoslave par le Kominform.

août : création des camps de concentration spéciaux destinés à accueillir 200 000 détenus politiques.

1949

avril : création de l'OTAN.

août : explosion de la première bombe atomique soviétique.

octobre : proclamation de la République populaire de Chine.

1950

janvier : cinquième plan quinquennal... adopté en août 1951.

juin : l'armée de la Corée du Nord envahit la Corée du Sud.

septembre : condamnation à mort et exécution (secrètes) des dirigeants du PC de Leningrad : Kouznetsov, Popkov, Voznessenski.

1952

octobre : Dix-neuvième Congrès du PCUS.

novembre-décembre : procès Slansky à Prague : onze condamnations à mort.

1953

janvier : annonce du "complot" des blouses blanches (ou médecins assassins).

mars : mort de Staline ; Malenkov président du Conseil des ministres ; Beria, vice-président, dirige un ministère réunifié de l'Intérieur et de la Sécurité.

juin : grève générale à Berlin-Est et en RDA ; arrestation de Beria.

juillet : premières grèves dans les camps de concentration en URSS.

août : explosion de la première bombe thermonucléaire soviétique ; grève générale en France.

septembre : Khrouchtchev, premier secrétaire du comité central à la place de Malenkov, destitué en mars ; mesures en faveur des kolkhoziens.

décembre : exécution de Beria et de cinq de ses adjoints.

1955

février : démission de Malenkov de la présidence du Conseil.

mai : création du pacte de Varsovie avec les démocraties populaires ; visite de Khrouchtchev, Boulganine et Mikoïan en Yougoslavie.

1956

février : rapport de Khrouchtchev au XX^e Congrès sur les "crimes de Staline".

octobre : soulèvement des ouvriers hongrois, qui voient leurs conseils ouvriers écrasés par les chars de Moscou ; mobilisation ouvrière en Pologne.

Deux documents du CERMTRI

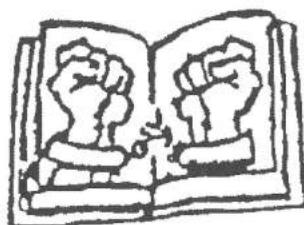
**(Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux)**

C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et
Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Tél. : 01.44.83.00.00.

Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.



Les *Cahiers* du CERMTRI peuvent être commandés au CERMTRI au prix de 25 F le numéro + 10 F de frais d'envoi pour un ou deux *Cahiers*, + 20 F pour un envoi regroupant plus de deux *Cahiers* (chèque à l'ordre du CERMTRI).

Liste complète des *Cahiers* du CERMTRI disponibles sur demande

Les premières années du combat pour un parti ouvrier aux Etats-Unis

(Cahiers du CERMTRI, nos 82 et 83)

LES *Cahiers du CERMTRI* publient une série de documents relatifs aux premières phases du mouvement ouvrier aux Etats-Unis.

Parmi eux, la traduction d'articles de l'historien du mouvement ouvrier américain Stan Phipps, qui montrent notamment que, dès la période constitutive du mouvement, la question du Labor Party se trouva posée. Des extraits des procès-verbaux du conseil général de la Première Internationale ainsi que des lettres de Friedrich Engels aux marxistes américains soulignent leurs efforts pour étendre l'Internationale ouvrière et ses méthodes de construction aux Etats-Unis. La reproduction de documents d'archives représente un témoignage passionnant des luttes et des débats de l'époque.

L'étude de Stan Phipps fait ressortir les traits marquants de cette histoire ouvrière du XIX^e siècle. Les bases de l'action politique indépendante des travailleurs américains remontaient aux débuts mêmes de la République, aux jours où les soldats de la révolution rentrèrent chez eux pour trouver leurs maisons hypothéquées, leurs familles endettées et l'Etat entre les mains de riches marchands et de grands propriétaires. Après de nombreuses tentatives, ce fut autour des années 1830 qu'émer-

gèrent les premières ébauches d'organisations politiques regroupant travailleurs qualifiés et journaliers, petits fermiers, réformateurs intellectuels, suivies dix ans plus tard de partis politiques s'appuyant sur des ouvriers d'usine, et qui s'affirmèrent de plus en plus sur une ligne de classe.

Comme le rappelle Phipps, on comptait par dizaines les initiatives pour des partis de travailleurs pendant cette période, qui débouchèrent sur des victoires électorales locales dans des villes et des Etats à travers le pays.

La révolution industrielle, qui se développa à un rythme fulgurant aux lendemains de la guerre de Sécession, finit par consolider un marché national, tout en entraînant l'exploitation forcée des travailleurs et l'étranglement des petits fermiers. Ce processus s'accompagna de tentatives d'organisation ouvrière à l'échelle nationale, regroupant des travailleurs d'origines nationales et de niveaux de qualification différents. Des alliances d'ouvriers et d'agriculteurs réussirent à faire la jonction entre ces deux secteurs, à s'étendre du Nord au Sud, d'Est en Ouest du pays, et même à réunir à leurs côtés des paysans noirs.

Pendant les années 1890, le Parti du peuple jouit d'une popularité électorale énorme, faisant élire des gouverneurs

et des centaines de représentants dans les législatures des Etats. Dans tous les cas, les mouvements ouvriers et populaires durent faire face à l'acharnement d'une puissante coalition de milices patronales, de forces gouvernementales de répression, d'une presse déchaînant un discours haineux et moralisant.

L'action syndicale et l'action politique n'ont jamais été dissociées dans l'histoire ouvrière américaine. Ainsi, le premier parti ouvrier se fonda à l'initiative de la première union locale des syndicats de ville, à Philadelphie, ville qui vit également la première grève générale. Phipps réussit à établir le lien entre les grands combats de classe (mouvement pour la journée de 10 heures, puis de 8 heures, Haymarket Square, grève de Pullman) et les différentes initiatives politiques indépendantes de l'époque. Des archives publiées par *Les Cahiers* en prennent acte.

Ce fut le sens même du combat du grand pionnier du mouvement ouvrier américain, William Sylvis — fondateur de la première confédération syndicale nationale, la National Labor Union (NLU) —, qui appela à la formation d'un parti ouvrier. Sylvis était également internationaliste. Les extraits du procès-verbal du conseil général de la Première Internationale font état du dialogue engagé avec Sylvis et d'autres militants, venant d'horizons les plus divers, autour des questions fondamentales de l'époque : la défense de la République, l'abolition de l'esclavage, la résistance à la guerre...

Le problème de l'indépendance de classe fut posé d'emblée aux Etats-Unis sous différentes formes, notamment à l'égard des deux grands partis politiques. Le Parti démocrate tenta constamment d'intégrer les initiatives d'organisation indépendantes par la recherche d'une fusion avec les partis ouvriers, par l'adoption de leurs revendications, comme le suffrage universel ou l'école publique. D'où les bases de la Jeffersonian Democracy et de la Jacksonian Democracy, nommées d'après les présidents démocrates qui chapeautèrent ces mouvements. La

question de l'indépendance de classe fut soulevée avec plus de difficultés encore en relation avec les mouvements populistes vers la fin du siècle. Il s'agissait d'opérer la jonction entre mouvement ouvrier et révolte agraire, aux côtés des "réformateurs" combattant contre les abus du système bancaire et financier.

Ces initiatives réussirent à rompre avec le système des deux partis, mais cela ne dura jamais très longtemps. Friedrich Engels engagea la discussion dans ses correspondances avec les marxistes américains, dont certaines sont reproduites ici. Poursuivant la méthode de construction de l'Internationale ouvrière, il insista sur la nécessité d'intervenir dans le mouvement réel des travailleurs américains afin de mieux ancrer toute initiative politique indépendante dans la classe ouvrière.

En plus de leur intérêt historique, ces documents viennent enrichir des débats qui sont d'une grande actualité. Selon certains, la route vers la construction d'un parti ouvrier aujourd'hui serait bouchée par des obstacles incontournables, comptant parmi eux le système des deux partis, la division de la population américaine selon des identités ethniques et raciales, une conscience limitée aux intérêts matériels immédiats, des adversaires de classe très hostiles.

L'apport principal des textes publiés par les *Cahiers du CERMTRI* (1) est de montrer qu'en dépit de ces difficultés, qui s'avèrent bien réelles aujourd'hui comme hier, les travailleurs américains ont montré qu'ils étaient capables d'organiser un combat de grande ampleur en constituant un parti indépendant, fondé sur la défense de leurs intérêts. Pour faire lever ces obstacles, le Labor Party, fondé en 1996 par des syndicats représentant deux millions de travailleurs aux Etats-Unis, s'appuie sur une riche tradition de combat.

Suzanne Jones

(1) *Cahiers* n^{os} 82 et 83, disponibles au prix de 25 francs + frais de port.

La révolution espagnole

(Cahier du CERMTRI, n° 41, juin 1986)

ATROIS reprises, les *Cahiers du CERMTRI* ont publié des documents sur la révolution espagnole :

— le n° 38, de septembre 1985 : Documents sur la révolution espagnole (1936-1939) ;

— le n° 41, de juin 1986 : Documents sur la révolution espagnole. Ce numéro parut à l'occasion du 50^e anniversaire de la guerre civile ;

— le n° 71, de décembre 1993 : Documents sur la révolution espagnole (1937-1939).

Nous présentons ici la deuxième parution (le n° 41) (1). Ce cahier comprend trois documents écrits par des militants révolutionnaires.

• Le premier est écrit par Casanova, dont le nom véritable était Bortenstein Mieczyslaw ; il est paru sous le titre de *L'Espagne livrée* dans diverses publications aujourd'hui épuisées. La reproduction de ces écrits par les *Cahiers du CERMTRI* présente un intérêt particulier pour les militants et les chercheurs, car ils sont le témoignage vivant d'un combattant pendant la révolution espagnole.

Bortenstein, né en 1907 à Varsovie, avait milité dès l'âge de 16 ans en Pologne dans les Jeunesses communistes clandestines. Arrêté puis émigré en Belgique et ensuite en France, il adhère en 1927 aux Jeunesses communistes. Arrêté en août 1930, il purge

une peine de trois ans pour distribution de tracts interdits.

Expulsé en Belgique, il est toujours dans l'illégalité et revient en France en 1932, où il adhère au Parti communiste, dont il est exclu en 1934. Il milite alors dans la Ligue communiste internationaliste (B. L.). En juillet 1936, dès le début de la révolution, il se rend en Espagne, où il participe activement aux activités du groupe bolchevique-léniniste.

De retour en France en mars 1939, il est interné en 1940 au camp de Vernet (Ariège), puis transféré au camp Les Milles, et enfin, en août 1942, à celui de Drancy. Il est déporté le 19 août 1942 au camp d'Auschwitz, où il meurt, victime des conditions de vie atroces dans les camps nazis.

Casanova écrit *L'Espagne livrée* à son retour d'Espagne ; l'introduction est datée du 16 mars 1939. Dans son récit, Casanova évoque les grands problèmes qui ont marqué cette période. Il axe l'essentiel de son analyse et des faits qu'il rapporte sur la politique suivie par le gouvernement de Front populaire, qui peut être résumée par la formule "*D'abord gagner la guerre, après faire la révolution*". Inlassablement, Casanova revient sur les différents aspects de la politique du Front populaire, aux ordres de Staline et de la bourgeoisie. Il analyse de façon précise l'orientation des partis et organisations politiques, en particulier celle de

la CNT et du POUM et leur attitude vis-à-vis du Front populaire ; il explique comment fut liquidée la situation de double pouvoir avec les comités ouvriers, les comités des milices, au profit de la restauration de l'ordre bourgeois. Les événements de mai 1937 à Barcelone, l'assassinat d'Andres Nin par le Guépéou et de tous les militants révolutionnaires attachés à une politique indépendante face au stalinisme et à la bourgeoisie afin de renforcer la révolution et gagner la guerre, y sont longuement décrits et analysés.

Casanova explique la place et le rôle des militants qui se réclamèrent de la IV^e Internationale en Espagne. La section bolchevique-léniniste n'existait pas en Espagne en juillet 1936, il n'y avait que des militants isolés partisans du Secrétariat international (SI). Une centaine de militants de l'organisation internationale vinrent en Espagne et allèrent combattre au front avec les milices du POUM ou celles de la CNT. Casanova raconte comment, malgré la faiblesse numérique du groupe et la répression stalinienne, les militants exprimèrent, par leur engagement au front, par leur intervention, la politique révolutionnaire de la IV^e Internationale.

En conclusion, Casanova pose la question : "*Pouvait-on faire autre chose ?*" Dans ce chapitre final, il axe toute sa démonstration sur le fait qu'il a manqué en Espagne le parti révolutionnaire capable de matérialiser jusqu'au bout l'aspiration profonde des masses et d'aider à la construction d'un pouvoir des comités ouvriers pour l'instauration d'un ordre nouveau.

- Le deuxième document est une brochure parue dans les *Cahiers mensuels Spartacus*, n° 65, série B. Ce document est le témoignage de Katia Landau sur les crimes du Guépéou en Espagne. Elle était la femme de Kurt Landau (1903-1937) connu sous le pseudonyme de Wolf Bertram, ancien militant du PC autrichien. Il animait, autour du journal *Der neue Mahnruf*, un groupe d'opposition. Ensuite, à Berlin, il était le principal dirigeant de l'opposition allemande unifiée. Dési-

gné en avril 1931 comme membre du bureau international de l'Opposition de gauche, il avait rompu avec Trotsky sur des questions d'organisation en critiquant l'intervention de Trotsky et celle du Secrétariat international de l'Opposition de gauche dans la vie des sections nationales. Après cette rupture, il édita *Der Funcke* et prend position après 1933 contre le "tournant", c'est-à-dire la ligne de Trotsky pour la création de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale. Recherché par la Gestapo, il quitta l'Allemagne. En novembre 1936, il partit pour l'Espagne et se mit au service du POUM. Il disparut à Barcelone le 23 septembre 1937, enlevé et assassiné par le Guépéou.

Le document écrit par Katia Landau et préfacé par Alfred Rosmer comporte une série de témoignages de militants révolutionnaires frappés par la répression stalinienne.

K. Landau y dénonce le chantage politique de l'envoi des armes russes et met en lumière le dispositif policier mis en place par le Guépéou pour éliminer les militants révolutionnaires, en Catalogne notamment.

Les témoignages relatent les campagnes de calomnies et de mensonges orchestrées par le Guépéou et ses agents du PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne) à l'encontre des militants du POUM et des militants révolutionnaires d'Espagne ou d'autres pays venus combattre le fascisme ; l'élaboration des listes noires par le PSUC permettant d'identifier les militants luttant contre la politique stalinienne, et qui conduisent aux arrestations massives, en particulier après les événements de mai 1937 ; les interrogatoires dans les prisons clandestines et les prisons officielles, où "*les gardes étaient tous presque sans exception membres du parti communiste*" ; les tortures.

La deuxième partie de ce document revient longuement sur l'arrestation et l'assassinat d'Andres Nin et souligne le rapport existant entre la répression stalinienne en Catalogne et les premiers procès de Moscou (août 1936). Dans cette partie, sont présentés égale-

ment l'enlèvement et la disparition de Kurt Landau, l'arrestation de Katia Landau, la disparition du journaliste Marc Rein, membre des Jeunesses socialistes françaises, l'affaire Erwin Wolf, le cas Moulin. Le dernier témoignage révèle les identités des différents agents du Guépéou venus en Espagne après le 19 juillet 1936.

- Le troisième document est la traduction en français d'un article de Walter Held, paru dans le n° 1, de janvier 1938, de *Unser Wort*, organe des IKD (groupe trotskyste allemand), sous forme de thèses sur la révolution espagnole ; ce document est inédit en français.

Walter Held, de son vrai nom Heinz Epe, est né en 1910. Militant du PC allemand, il en est exclu en octobre 1932 comme trotskyste. Le SI l'envoie en octobre 1933 à Amsterdam, où Sneevliet, dirigeant du RSP hollandais, a demandé un homme de confiance pour assurer les liaisons avec la IV^e Internationale. Il joue un rôle essentiel dans l'initiative pour la convocation d'une conférence mondiale des organisations socialistes révolutionnaires et communistes des jeunes. Cette conférence, interrompue par la police hollandaise, se déplace à Bruxelles, officiellement à Lille, et se termine par la désignation d'un bureau international de trois membres, dont Held fait partie, avec Willy Brandt et Kurst Forshund, des Jeunesses communistes suédoises "indépendantes".

Il s'établit à Oslo en juin 1934, où il se lie au mouvement ouvrier norvégien et jette les bases de la section norvégienne de la IV^e Internationale. Quand le SAP, à l'instigation de Willy Brandt, rompt avec la IV^e Internationale, Walter Held, en août 1935, est exclu du bureau.

Il apporte son aide à Trotsky lorsque celui-ci s'installe en juin 1935 à Honefoss. En décembre 1936, le gouvernement norvégien refuse à Trotsky l'autorisation pour Held de l'accompagner au Mexique. Walter Held se consacre alors à la section norvégienne de la IV^e Internationale. Etant toujours

formellement membre de la direction de l'IKD, il collabore à *Unser Wort*, que dirige Jollre Fischer, et à *Der Einzige Weg*, qu'édite le SI. Il joue un rôle déterminant dans la contre-enquête sur les procès de Moscou.

En 1940, il se réfugie en Suède après l'occupation de la Norvège par les troupes allemandes. Il entreprend, muni d'un passeport en règle, la traversée en train de l'Union soviétique pour s'embarquer en Extrême-Orient pour les Etats-Unis. Le Guépéou l'intercepte à Saratov et l'exécute comme trotskyste, dans une prison, à l'aube de ses 31 ans.

Les thèses en 13 points, dont la publication fut donc assurée pour la première fois en français par les *Cahiers du CERMTRI*, sont un concentré, appliqué à la révolution espagnole, de toute l'expérience politique qui sera, quelques mois après, consignée dans le programme de fondation de la IV^e Internationale.

Le point de départ de l'analyse est le constat que la "*la révolution ne peut vaincre que comme révolution prolétarienne*". Le développement des thèses expose, entre autres, la nécessité du parti révolutionnaire, le rôle joué par la CNT et la FAI, aidant par son orientation la reconstruction de l'appareil d'Etat, la nature centriste du POUM, qui s'engagea dans la politique du Front populaire "*au lieu de défendre fermement les éléments de double pouvoir et de les développer*", le rôle de la bureaucratie stalinienne et ses liens avec le gouvernement de Valence. La thèse 9 caractérise ainsi la bureaucratie stalinienne :

"La bureaucratie soviétique et son agence, la bureaucratie du Comintern, jouent en Espagne le rôle de fossoyeurs de la révolution prolétarienne et de complices directs de la réaction militaro-fasciste. La bureaucratie stalinienne ne craint rien plus que le surgissement d'une nouvelle révolution prolétarienne, dans quelque pays que ce soit, car elle sait que cela signifierait la fin de sa propre domination sur le prolétariat. La défaite allemande de

*1923 permit la victoire de la bureaucratie thermidorienne en Union soviétique et chacune des autres défaites du prolétariat international (Chine : 1927, Allemagne : 1933) conduisit à une **aggravation** du régime bureaucratique-despotique et à un affaiblissement du prolétariat russe. Une victoire du prolétariat international établirait la situation inverse. Rien n'est aujourd'hui plus grave que les bavardages sur le rôle progressiste de la bureaucratie soviétique dans la lutte des classes internationale du prolétariat. Au contraire, il faut la démasquer comme étant le facteur contre-révolutionnaire le plus dangereux et la combattre sans merci."*

Ces thèses abordent également la question coloniale, en mettant en rapport la présence de nombreuses troupes marocaines aux côtés de Franco et les déclarations du Front populaire s'arrogeant un prétendu "droit historique" à opprimer le Maroc.

Elles dénoncent le caractère contre-révolutionnaire des II^e et III^e Internationales et leur politique de non-intervention, et se concluent par un appel au combat pour la IV^e Internationale.

Carmen Gonzales

(1) Disponible au prix de 20 F + frais de port.

Depuis des années, le CERMTRI a collecté des archives, des documents et la presse du mouvement ouvrier révolutionnaire — et plus particulièrement ceux du mouvement trotskyste depuis l'Opposition de gauche.

Il met à la disposition des militants, des historiens et des chercheurs :

- 8 000 livres ;
- des milliers de documents et de journaux ;
- les *Cahiers du CERMTRI*, publication trimestrielle de textes inédits ou de documents historiques rares.

**LE CERMTRI A CONSTITUÉ
UN FONDS D'ARCHIVES HISTORIQUES UNIQUE**

**PRÉSERVER NOTRE MÉMOIRE
EST UNE TÂCHE POLITIQUE**

C'est pourquoi le CERMTRI a décidé :

- de s'informatiser pour préserver les documents historiques de l'altération du temps ;
- de donner des conditions de travail satisfaisantes dans des locaux faciles d'accès ;
- de développer la bibliothèque de consultation.

Le CERMTRI est un outil de réflexion et de travail pour tous les militants.

Il est nécessaire de le faire vivre à un moment où tout converge pour effacer l'histoire du mouvement ouvrier.

**NOUS AVONS BESOIN
DE VOTRE ENGAGEMENT
ET DE VOTRE SOUTIEN**

EXTRAITS DU CATALOGUE

35 • Documents sur la tragédie du peuple allemand, 1933.

51 • "Teamsters rebellion", 1934. La grève des camionneurs à Minneapolis.

59 • Problèmes de la révolution allemande, 1929-1931, Léon Trot-sky.

81 • Documents sur les rapports entre CGT et PS (SFIO), 1907-1914.

82 et 83 • Documents sur les premières années du combat pour un parti ouvrier aux Etat-Unis (1875-1900).

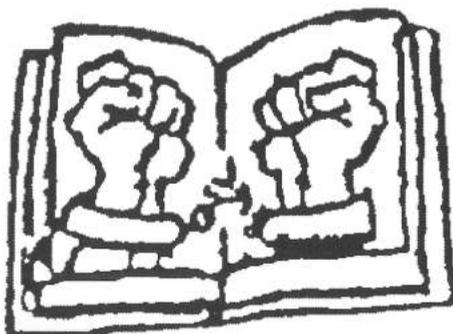
84 • La révolution russe et la CGT. Documents (1917-1918 et 1919).

85 • Documents de la IV^e Internationale sur la Yougoslavie (1948-1950).

86 • Le Livre rouge sur le procès de Moscou (L. Sedov), 1936.

87 • Angleterre : la grève des dockers, 1945.

88 • L'époque du produire d'abord. Documents France (1945-1947).



**Le n° 1
des Cahiers
du mouvement ouvrier
est toujours disponible**

**Cahiers
du mouvement
ouvrier**



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 1 - AVRIL 1998

AU SOMMAIRE DU N° 1

- **Pourquoi les *Cahiers du mouvement ouvrier* ?** p. 5
(Jean-Jacques Marie)

- **Du bon usage des archives : comment les archives
révèlent ce qu'on leur demande** p. 9
(Jean-Jacques Marie)

- **La Grande Terreur : trois plénums
du comité central du Parti bolchevique russe
(décembre 1936, février-mars 1937, juin 1937)** p. 23
(Vadim Rogovine)

- **Pages de la Terreur** p. 61

- **Lutte contre le fascisme
et front unique en Allemagne en 1933-1934** p. 69

- **Autour du procès du POUM (11 au 22 octobre 1938)** p. 81
(Olivier Simon)

- **A propos d'Artur London** p. 95
(Jean-Jacques Marie)
- **La Terreur blanche
(extrait de *Souvenirs d'une révolutionnaire*,
d'Irina Kachovskaia, socialiste-révolutionnaire de gauche)** p. 101

- **Pages oubliées : Friedrich Adler** p. 109

- **Chronique des falsifications** p. 115
(Jean-Jacques Marie)

- **Bribes d'histoire** p. 131

- **Fonds d'archives** p. 139
— Le dossier Sedov du fonds Trotsky aux archives de Moscou ;
— L'organisation de la chasse aux opposants ;
— La provocation comme moyen de lutte contre l'opposition :
l'exemple de Nicolas Mouralov.

- **Un livre utile : *Chronique d'une déraison (Moscou, 1937-1938)***
(Ioulia Piatnitskaia) p. 151

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Abonnement d'un an :

- à partir du n° 1
- à partir du n° 2
- à partir du n° 3

Commande du n° 1 :

Commande du n° 2 :

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Dans les deux prochains numéros

- Le journal de Nicolaïev, l'assassin de Kirov.
- Pages des souvenirs de Blagoï Popov, membre du bureau politique du Parti communiste bulgare, l'un des trois acquittés du procès de Leipzig avec Dimitrov et Tanev, condamné ensuite au Goulag.
- *Proletariat* fut le premier journal du premier parti ouvrier polonais (1884-1885), dont les fondateurs furent pendus : articles du n° 1.
- Un dirigeant trotskyste russe disparu, Vladimir Kristianovitch Aoussem (1882-1936) : dossier établi par sa petite fille, Maria Vassilievna Vassilieva (Aoussem).
- Tracts des bolcheviks-léninistes ("trotskystes") russes distribués dans des usines d'URSS en 1929.
- Procès-verbaux d'interrogatoires de Nicolas Mouralov, ancien dirigeant de l'Opposition de gauche, condamné à mort lors du deuxième procès de Moscou.
- Le texte complet de la déclaration du comité central du PC italien proposant, le 1^{er} août 1936, l'unité aux "*jeunes fascistes*" et aux "*fascistes de la vieille garde*" pour réaliser le "*programme fasciste de 1919*".
- L'Antonovchtchina, ou la révolte paysanne de Tambov (1920-1921) : textes des insurgés, tracts bolcheviks.

PRIX : 50 F